

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°102 | 157^e année | CHF 4.00

PRISONS SUISSES

Un modèle inadmissible



3 Les conditions de détention de la prison de Porrentruy, dénoncées par la Commission nationale de prévention de la torture, questionne le modèle d'incarcération helvétique. Des chercheurs préconisent une décroissance carcérale.

éditorial

PHILIPPE BACH

L'ABOLITIONISME,
COMBAT
D'ACTUALITÉ

L'an passé, le nombre d'exécutions a augmenté de 30% dans le monde, comme le souligne le rapport annuel sur la question d'Amnesty International¹ publié mercredi. Quelque 1153 personnes ont été exécutées en 2023. Et encore, ce chiffre est très partiel. Dans des pays non démocratiques comme la Chine, ce nombre est secret, mais ce sont probablement plusieurs milliers de morts qu'il convient de rajouter à cet effrayant décompte.

Première constatation: les pays qui pratiquent la peine de mort sont pour la plupart des dictatures, souvent sinistres. En tête de ce classement, on trouve des pays comme l'Iran (853 exécutions en 2023!) ou l'Arabie saoudite (172 mises à mort). Ce qui devrait faire réfléchir une nation comme les Etats-Unis, la seule à avoir eu recours à ce châtiment inhumain sur le continent américain, et qui se retrouve également quelque peu isolée au sein des pays occidentaux.

Démocratie et peine capitale ne font pas bon ménage. Pour des raisons d'Etat de droit, d'abord, vu le caractère irréversible de la sentence une fois exécutée. Une erreur judiciaire –et elles sont légion– ne peut pas être inversée; alors qu'une personne emprisonnée à tort peut au moins être indemnisée pour ses souffrances. Et parce que ce châtiment est souvent instrumentalisé à des fins de répression. Comme en Iran, notamment, où il sert

à réprimer les mouvements sociaux et politiques. Ou à persécuter des minorités. Aux Etats-Unis, le biais racial a été documenté à l'envi.

Le rapport apporte une – petite – touche d'optimisme à ce bilan effrayant. La peine de mort progresse en nombre d'exécutions, et elle est pratiquée par un nombre de plus en plus restreint de pays. Ceux-ci sont isolés moralement et politiquement sur la scène internationale.

Au point que les Etats-Unis, encore eux, se retrouvent à devoir revenir à des techniques barbares de mise à mort, les habitués alliés refusant de leur livrer les produits de base pour les injections létales. Dans certains états des USA, on évoque le retour aux pelotons d'exécution! Et l'Alabama a procédé à une exécution par inhalation d'azote, méthode susceptible de tomber dans une catégorie proscrite par le droit international car assimilable à de la torture.

L'abolition de la peine de mort doit rester une priorité car elle s'inscrit dans une perspective d'extension de la démocratie et des droits humains. Le combat est ancien – Victor Hugo avait déjà écrit des lignes mémorables sur le sujet –, raison de plus pour persévérer dans cette défense de l'élémentaire dignité humaine. |

¹Amnesty International, Rapport mondial, Condamnations et exécutions 2023.

WEEK-END

- 11 HISTOIRE VIVANTE** Une biographique revient sur Dufour, le général unificateur des suisses.
- 12 SOLIDARITÉ** La reconnaissance de la Palestine par la Slovaquie comme un reflet indépendantiste.

leMAG



«Pas honte d'avoir honte»

- 23 SCÈNE** Hervé Loichemol et le Théâtre de la Liberté invités à Vidy aux Rencontres pour la Palestine.
- 26 EXPO** A Venise, l'artiste suisse Christoph Büchel transforme un palazzo baroque en mont-de-piété.
- 27 CINÉMA** *Goodbye Julia* marie thriller et récit d'émancipation féminine pour évoquer les tensions au Soudan.

VAUD

Alain Soral a été interpellé par la police vaudoise pour antisémitisme

4

GENÈVE

Les jeunes jusqu'à 24 ans bénéficieront des transports publics gratuitement

5

PARTENARIAT

SWISS
CHAMBER
CONCERTS

STRING
QUARTET
ACADEMY

SAMEDI 8 JUIN 2024 | 19h
CONSERVATOIRE | GENÈVE

Concert
des
lauréats

Réservation: geneve@swisschamberconcerts.ch



Après le sommet pour la paix en Ukraine sans participation russe...



AGORA

La prime par tête, l'origine du mal de la LAMal

Votations ► En affirmant qu'un financement de la santé plus solidaire conduirait nécessairement à une explosion des coûts, les adversaires de l'initiative pour l'allègement des primes «se trompent», selon Florian Chappot. Explications de l'élusocialiste valaisan.

FLORIAN CHAPPOT*

En Suisse, plus votre revenu est élevé, plus une part importante de ce dernier finance les prestations publiques. Ce mécanisme découle du principe constitutionnel, qui veut que l'impôt tienne compte de la capacité économique des personnes. Les routes cantonales et communales, la police, mais aussi les écoles sont financées de cette manière sans que cela ne soit remis en question. Mais pas la santé. Dans ce cas-là, c'est l'inverse. Plus votre revenu est bas, plus la part de votre revenu que vous consacrez à la santé est importante. Pour faire simple, si vous gagnez peu, la totalité de vos coûts de santé¹ représentera 20% de votre revenu. Seulement 10% si vous gagnez beaucoup.

Cette exception dans le financement d'une politique sociale est la conséquence de choix politiques datant de quarante ans: la franchise, les nombreux paiements à la charge directe de l'assuré·e, mais surtout la prime par tête qui ne tient pas compte du revenu. Ce qui fait de la Suisse la lanterne rouge européenne en matière de financement public des dépenses de

santé, avec à peine un tiers des coûts réglés solidairement. Partout ailleurs, c'est le double ou plus.

Le Conseil fédéral le disait déjà en 1991: «Aucun Etat de la Communauté européenne ne connaît des primes par tête dans le domaine de l'assurance-maladie sociale»². En invoquant le respect du fédéralisme et des assureurs maladies, l'exécutif fédéral proposera pourtant ce mode de financement inéquitable au début des années nonante lors de la révision de la loi sur l'assurance maladie.³

Financièrement, notre système de santé est confronté à deux défis majeurs: 1) des dépenses de santé démesurées pour les ménages modestes et de la classe moyenne; 2) des coûts globaux de santé qui croissent quatre fois plus que l'inflation. Les opposants à un financement plus solidaire de la santé associent toujours ces deux problèmes, confondant la manière dont la facture est répartie et le montant total de la facture. Ils affirment que si le financement de la santé était plus solidaire, les coûts exploseraient.

Ils se trompent. On peut très bien avoir un financement équitable, et des coûts mieux maîtrisés (Autriche, Hollande). Ou alors un financement peu solidaire, et des coûts pas maîtrisés du tout. Nous en savons quelque chose en Suisse. Au fond, même si notre pays limitait drastiquement l'augmentation des dépenses de santé, la situation actuelle resterait intenable pour de nombreux ménages. Cela démontre bien qu'il faut répondre de manière distincte à ces deux légitimes préoccupations,

comme le propose les deux initiatives soumises à la population le 9 juin 2024.

Mais il faut bien l'admettre, la maîtrise des coûts est un problème bien plus complexe à résoudre que la répartition de la facture. Partout en Europe, les dépenses de santé augmentent, notamment par le fait du vieillissement de la population. En Suisse, les forts intérêts économiques liés à la santé empêchent la mise en œuvre de réformes. Dans ce contexte, l'initiative du Centre fait une proposition qui semble trop rigide pour être appliquée, car l'évolution des salaires n'est pas liée au vieillissement de la population.

Quoiqu'il en soit, le parlement fédéral doit absolument se mettre d'accord sur un le prix de référence des médicaments ou sur l'introduction de réseaux de soins. Proposer un financement de la santé plus solidaire est bien plus aisé. Ce n'est finalement qu'une question de choix politique, de manière dont la facture est répartie.

Le 9 juin, nous avons la possibilité de faire un nouveau choix, de corriger en partie le péché originel de l'assurance maladie obligatoire, la prime par tête, en soutenant l'initiative d'allègement des primes.

* Député socialiste au Grand Conseil valaisan et conseiller municipal (pouvoir exécutif) à Sion.

¹ Assurance maladie, paiements directs dont franchise et impôts.

² Message du Conseil fédéral concernant l'initiative populaire «pour une saine assurance-maladie», 6 novembre 1991.

³ Message du Conseil fédéral concernant la révision de l'assurance-maladie, 6 novembre 1991.

AGORA

Incendie des Tattes, dernier épisode

Genève ► Le verdict du procès de l'incendie des Tattes sera rendu publiquement le 4 juin. Près de dix ans après les faits, Solidarité Tattes, le collectif de soutien aux résidents du foyer constitué à la suite du drame, livre ses impressions avant l'audience.

SOLIDARITÉ TATTES

Dans la nuit du 16 au 17 novembre 2014, un incendie ravageait un des bâtiments du foyer des Tattes, entraînant la mort d'un des requérants d'asile qui y résidaient et la défenestration d'une quarantaine d'entre eux. En février 2015, nous avons rencontré les sinistrés et aussitôt créé le collectif Solidarité Tattes. Chaque année, en novembre, nous nous sommes rassemblés aux Tattes, sous la plaque apposée à notre initiative sur le mur du bâtiment I.

En 2022, nous avons suivi un procès bouleversant, avec la présence du père de Fikre Seghid, le jeune Erythréen mort dans l'incendie; celle de Steve, rescapé d'un saut du 3^e étage et toujours affecté par des douleurs qui ne lui laissent aucun répit; celle d'Ayop, débouté de l'asile et empêché de se former et de travailler; et celle de tous les autres, présents, muets, ne sachant ce qu'il y avait à attendre de tous ces discours.

A l'issue de ce procès, où il avait été surtout question de la négligence des requérants d'asile qui avaient fumé et cuisiné dans les chambres, les inculpés reconnus coupables se trouvaient bel et bien dans les rangs des plus faibles: le résident de la chambre dans laquelle le feu avait pris, ainsi que les agents de sécurité Protectas, impréparés matériellement et psychologiquement à prévenir et gérer la gabegie survenue dans la nuit du 16 au 17 novembre 2014. Quant à l'Etat, il ressortait blanchi en la personne du responsable de la sécurité incendie de l'Hospice général. Entre 2014 et 2022, il avait donc fallu huit ans à la justice pour rendre l'injustice.

En mars 2024, pour le procès en appel, le public s'est montré peu motivé. Que pouvait-il bien advenir de nouveau? Pourtant, la plupart des plaidoiries ont frappé sur la même tête: la responsabilité du coordinateur de la sécurité incendie de l'Hospice général semble avoir été désignée, cette fois, de manière claire et définitive.

Ce mardi 4 juin prochain à 17h, le verdict sera lu lors d'une audience publique. Dix ans après les faits, nous serons là pour écouter. Si l'accusé n'est pas le responsable incendie de l'Hospice général, si l'Etat n'est pas déclaré coupable, alors le Palais de Justice doit se reconverter en théâtre ou en salle de jeux.

Alors que les conditions pénitentiaires helvétiques sont régulièrement pointées du doigt, une équipe de recherche préconise une décroissance carcérale. Etat des lieux

LES PRISONS DE LA HONTE

JULIE JEANNET

Prisons ► Après les prisons de Champ-Dollon (GE) et du Bois-Mermet (VD), c'est au tour de la prison de Porrentruy dans le canton du Jura de faire les gros titres. La semaine dernière, la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) demandait sa fermeture immédiate. Elle y dénonce des conditions de détention «inhumaines et dégradantes» au titre de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), soit l'interdiction de la torture.

C'est notamment le manque d'accès à l'air libre, conjugué à une mauvaise aération et une «quasi-absence de lumière naturelle» dans les cellules, qui ont mené la commission à tirer de telles conclusions. Celle-ci pointe du doigt l'absence d'une cour de promenade, alors que l'accès à l'air libre a été défini pour la première fois en 1955 dans l'Ensemble des règles a minima pour le traitement des détenus des Nations unies. Si le gouvernement jurassien affirme être conscient des conditions de détention insatisfaisantes, il explique dans une lettre adressée à la CNPT qu'une fermeture immédiate de l'établissement pénitentiaire n'est pas possible, au vu des taux d'occupation des prisons jurassiennes, romandes et tessinoises.

Des décennies d'inaction
Les conditions de détention helvétiques sont régulièrement critiquées, mais le fait que la surpopulation carcérale soit invoquée par un canton pour justifier des violations des droits humains questionne. Daniel Bolomey, membre de la CNPT, a effectué une première visite de la prison de Porrentruy en 2014 et une récente l'an dernier. «Nous avons été particulièrement déçus du manque de réactivité et d'engagement du gouvernement jurassien», explique-t-il. «Il y a dix ans, la situation était déjà inacceptable. Le canton s'était engagé à construire une nouvelle prison, or il nous dit aujourd'hui qu'une ouverture n'est pas prévue avant 2035. En dix ans, seule une étude des besoins a été réalisée», déplore-t-il.

Si la Commission nationale de prévention de la torture bénéficie d'une certaine autorité



Le château de Porrentruy, qui abrite la prison. L'ouverture d'un nouveau centre de détention n'est pas prévue avant 2035. KEYSTONE

au vu du mandat qui lui est octroyé par le Conseil fédéral, elle ne détient pas de mesures de sanction. «La détention relève des cantons, la Confédération agit peu, il faut qu'un détenu porte plainte auprès du Tribunal fédéral pour que le Jura soit condamné, voire jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme», explique Daniel Bolomey. C'est notamment ce qu'avait fait le célèbre cambrioleur et multirécidiviste Walter Stürm. En 1995 déjà, il avait obtenu gain de cause auprès de la plus haute instance judiciaire, en raison de l'absence d'une cour de promenade en plein air. «On peut ainsi dire que le Jura n'a rien fait depuis trente ans», s'exclame Daniel Bolomey.

Selon cet expert, le modèle carcéral suisse ne figure pas parmi les bons élèves sur la scène internationale. Il pointe du doigt de grosses disparités cantonales. D'après le monitoring de la privation de liberté du Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP), la Suisse romande et le Tessin

enregistrent un taux d'occupation des prisons de 102%, contre 88% en Suisse alémanique. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, la Suisse enregistrait 6881 détenus au 31 janvier 2024, soit une augmentation de 7% sur un an. Le taux d'occupation des prisons, avec une moyenne nationale à 94,5%, était le plus élevé depuis 2014. Il est redescendu à 93% en avril.

«L'évolution de la criminalité ne joue qu'un rôle marginal dans la surpopulation carcérale»

Julie de Dardel

«C'est un scandale que l'on ne puisse pas fermer une prison vétuste au motif qu'il n'y a pas d'autres endroits pour accueil-

lir les détenus», dénonce lui aussi André Kuhn, professeur de criminologie à l'université de Neuchâtel. Il pointe du doigt un manque d'investissements et le fait que le domaine soit jugé peu prioritaire par les autorités. «De manière générale, on souhaite peu dépenser pour les criminels. Ce n'est pas une priorité pour la population tant que l'on n'est pas soi-même ou tant qu'un proche n'est pas détenu.»

Surpopulation carcérale lémanique

Ce sont les cantons de Vaud et de Genève qui enregistrent la plus grande surpopulation carcérale de Suisse avec des taux d'occupation respectif de 117% et 109%. Le taux de la prison du Bois-Mermet à Lausanne affiche même une occupation de 165%, celui de la Croisée 140%, et celle de Champ-Dollon à Genève 126%. «Evidemment, la surpopulation carcérale aggrave les conditions de détention, c'est extrêmement dur à gérer», commente le membre de la CNPT. D'anciens prisonniers de Champ-Dollon ont

également obtenu gain de cause dans un premier arrêt du Tribunal fédéral rendu en 2014 et d'autres ont suivi. Le canton a été contraint de les indemniser pour les jours détenus dans des conditions illégales.

Cette surpopulation dans les régions latines ne résulte pourtant pas d'une sous-dotation du nombre d'établissements pénitentiaires, mais d'un recours plus important à la détention. La Suisse latine enregistre 98 places de détention pour 100 000 habitants, contre 81 places en moyenne nationale. «Il y a un phénomène de surincarcération en Suisse romande. Il s'agit d'une sensibilité latine. Cette différence culturelle s'observe aussi en Europe, explique André Kuhn. Bien que les lois soient les mêmes, nos juges procèdent plus souvent à des détentions provisoires et prononcent plus souvent des privations de liberté que les juges alémaniques.» En 2016, une étude menée auprès des autorités suisses d'exécution des peines révélait que les cantons romands étaient également

beaucoup plus restrictifs que les alémaniques en matière de liberté conditionnelle.

Augmentation des incarcérations

Julie de Dardel, professeure assistante à l'université de Genève, mène actuellement une étude au sein du Département de géographie qui vise notamment à étudier les disparités cantonales dans l'usage de la prison. La Suisse accuse une augmentation du taux d'occupation des prisons ces dernières années, mais c'est dans les cantons de Vaud et de Genève que la surpopulation est la plus grave, confirme la chercheuse. «L'évolution de la criminalité ne joue qu'un rôle marginal dans la surpopulation carcérale. L'augmentation démographique n'explique pas non plus l'ampleur du phénomène. En réalité, toutes les études réalisées en Suisse montrent qu'on fait un usage intensif de la détention avant jugement et qu'on inflige encore énormément de courtes peines privatives de liberté, principalement via des ordonnances pénales.»

Pour cette experte, les politiques doivent s'interroger sur le recours à la prison. «Un bilan devrait être fait sur l'efficacité des politiques pénales au vu des coûts financiers et sociaux de l'incarcération», propose-t-elle. Selon Julie de Dardel, construire davantage de prisons n'est pas la solution. «Nous avons vu que les augmentations successives des places de détention à Genève n'ont pas permis de mettre fin à la surpopulation. Le même phénomène de spirale a eu lieu dans différents pays du monde au cours des dernières décennies. On sait que les autorités sont frileuses en matière de changements dans les politiques pénales, mais des alternatives au tout répressif existent et l'ouverture de ce débat est essentiel pour sortir durablement de la crise.»

La chercheuse étudie la notion de décroissance carcérale et s'intéresse entre autres aux alternatives non pénales. «La Finlande a opéré ces dernières décennies un tournant couronné de succès en optant pour une justice beaucoup moins punitive, avec un usage très modéré de la détention. Il s'agit d'un modèle de réduction du recours à la prison qui pourrait inspirer la Suisse.» I

TROP DE COURTES PEINES

La Suisse compte actuellement 88 établissements pénitentiaires pour 7251 places de détention. Le plus grand établissement est celui de Champ-Dollon (GE), qui compte 398 places, mais où sont actuellement détenues 500 personnes. Ce chiffre est monté jusqu'à 900 en 2014, soit plus du double de sa capacité officielle. Six personnes étaient parfois enfermées dans la même cellule, prévue pour trois.

La chercheuse à l'université de Genève Julie de Dardel

La moitié des condamnations à la prison sont de moins de nonante jours

constate également que les cantons de Vaud et de Genève recourent de manière très intensive à la détention avant jugement. «Ces mesures sont souvent contre-productives et viennent gonfler les effectifs pénitenciers.» Parmi le total de détenus en Suisse, l'Office fédéral de la statistique (OFS) indique que 30% d'entre eux se trouvent en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté. Ce chiffre est de 37% en Suisse latine

contre 24% et 26% en Suisse centrale et orientale.

On constate aussi que la moitié des condamnations à la prison sont de moins de nonante jours, c'est à dire qu'elles concernent des infractions de peu de gravité. Ces détentions sont-elles vraiment nécessaires d'un point de vue sécuritaire? questionne Julie de Dardel. Selon les chiffres de l'OFS pour 2022, 41% des peines privatives de liberté étaient des substitutions à des amendes. JJT

TROIS PROBLÈMES STRUCTURELS

Selon Daniel Bolomey, membre de la Commission nationale de prévention de la torture, on observe en Suisse trois déficits principaux en termes de détention. «Nous manquons de places dans les établissements spécialisés pour des suivis psychiatriques. Nous n'avons pas non plus d'institutions particulières pour prendre en charge les internements à vie. De ce fait, les personnes sous le coup d'un internement continuent de vivre dans les mêmes conditions que celles qui exécutent leurs peines. Ce qui est problématique.» Enfin, l'expert constate que la Suisse n'a aucune vision en matière de détention administrative avant renvoi: «Ces personnes devraient être sous le coup d'une rétention mais pas d'une détention. La Suisse manque de vision et de stratégie en la matière.» JJT

La Région change de main

Média ► La Région, le quotidien du Nord vaudois, change de propriétaire au 1^{er} juin. Les actionnaires de La Région Hebdo SA ont cédé la société à Jean-Claude Vagnières, une personnalité de la région.

Le nouveau propriétaire faisait partie du cercle des actionnaires fondateurs du journal, rappelle le quotidien dans son édition de jeudi.

Le conseil d'administration de La Région Hebdo SA se dit «satisfait» d'avoir trouvé une solution régionale pour assurer l'avenir du quotidien.

Dans cette phase de réorganisation, le fondateur du journal, Isidore Raposo, assurera la direction-rédaction en chef. Le journaliste, qui a fondé le journal en 2006 et s'apprêtait à prendre sa retraite, a pour mission de «stabiliser l'entreprise dans un objectif de pérennisation». **ATS**

Vaud adapte son plan d'action

Trafic de drogues ► L'Etat de Vaud adapte son dispositif en matière de lutte contre la consommation et le trafic de drogues. L'arrivée en Europe de cocaïne pure à très bas prix pose de nouveaux défis de maintien de l'ordre et de prise en charge socio-sanitaire.

Trois ans après le lancement de sa stratégie de lutte contre le deal de rue et la consommation de drogues, le canton tire un bilan intermédiaire «positif». La plupart des mesures du plan d'action ont été introduites, a-t-il expliqué hier dans un communiqué.

Les mesures du plan d'action, lancé en 2021, ont conduit à une meilleure coordination entre les différents acteurs, un élément essentiel de la stratégie des quatre piliers, qui comprend la prévention, la thérapie, la réduction des risques et la répression. L'objectif est notamment de repérer plus rapidement les

situations à risques parmi les jeunes.

Mais l'évolution du marché et des modes de consommation amène les autorités à adapter leur dispositif et à proposer de nouvelles pistes d'action. En 2023, la situation a «fortement évolué» dans le canton avec l'arrivée de cocaïne «très pure à des prix très bas», expliquent les autorités.

Les scènes de consommation dans l'espace public posent de nouveaux défis de maintien de l'ordre et de prise en charge. Le canton a ainsi renforcé sa coordination avec les acteurs régionaux ainsi que son dispositif, à Lausanne notamment avec une équipe mobile du CHUV.

La police poursuit son travail de terrain et des développements sont en cours pour intensifier les renvois de trafiquants incarcérés en fin de peine, annonce le communiqué. **ATS**

RENENS

FRANC-PARLER FÊTE SES 20 ANS

Franc-parler célèbre vingt années d'activité samedi soir à la Salle de spectacles de Renens. L'association propose depuis une génération des cours de français ouverts à toutes et tous sans condition dans la commune de l'Ouest lausannois, avec 180 apprenant·es dans quinze classes à niveaux en 2024. Et cela grâce à une cinquantaine de bénévoles, dont d'anciennes élèves. Franc-parler marquera d'une pierre blanche cet achievement en début de soirée avec un repas de soutien concocté en collaboration avec la Cantine solidaire de Bussigny. Avant une partie festive à prix libre rythmée dès 21h par des concerts du groupe de musique colombienne El Cabildo Pacific Sound et de la rappeuse lausannoise La Gale. **AKA**

Grève suspendue à Vetropack

Saint-Prex ► La grève est provisoirement suspendue chez Vetropack à St-Prex. Les employés de la verrerie, qui sera fermée fin août, ont obtenu de leur direction des garanties sur les négociations du plan social.

«Les négociations débutent réellement», ont annoncé hier les syndicats Unia et Syna. Ils ajoutent que la direction «a enfin fait un pas» vers le personnel et que si elle n'a «pas encore entendu» l'ensemble des revendications, elle a «au moins débuté des négociations.»

Dans leur communiqué, les syndicats précisent qu'un calendrier de négociations a été établi pour les deux prochaines semaines. Outre le plan social lui-même, ces discussions doivent porter sur «le maintien durable» d'emplois industriels sur le site en cas de reprise par une autre entreprise.

Le personnel, qui réclamait le lancement de «vraies négocia-

tions» pour son plan social, s'est réuni hier en assemblée et a accepté de suspendre la grève pour une semaine. Le but consiste à «mettre toutes les forces dans les négociations pour un bon plan social», poursuivent les syndicats.

La suspension de la grève doit aussi permettre de préserver la sécurité du site de la verrerie en matière de stockage, qui était sur le point d'arriver à saturation.

Les employés de Vetropack s'étaient mis en grève vendredi dernier, estimant que la direction de l'entreprise restait sourde à ses revendications. A la suite d'un premier compromis, à savoir le report des licenciements de fin mai à fin juin, les employés s'étaient partiellement remis au travail lundi. Ils avaient relancé deux lignes de production sur quatre, mais continuaient de bloquer les livraisons. **ATS**

Alain Soral a été interpellé puis libéré et son domicile perquisitionné à la suite d'une dénonciation pénale concernant des propos à l'encontre des Juifs. Une enquête est ouverte

Soral arrêté pour antisémitisme

ACHILLE KARANGWA

Justice ► Les déboires judiciaires d'Alain Bonnet, dit Soral, continuent de le poursuivre de la France vers la Suisse. Mercredi, la police a arrêté le polémiste nationaliste après une dénonciation pénale de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (Cicad). Son domicile de l'Ouest lausannois a été perquisitionné et le militant entendu quelques heures en tant que prévenu par la police avant d'être libéré, a expliqué hier le Ministère public vaudois. En cause, des propos jugés antisémites tenus par l'écrivain depuis qu'il est en Suisse et qui lui valent désormais d'être mis sous enquête.

La Cicad et la France sur le dos

Alain Soral a déjà été condamné une vingtaine de fois en Hexagone, principalement pour diffamation, incitation à la haine notamment à l'encontre des Juif·ves, ou injure. Franco-suisse, il avait déménagé en terres vaudoises en 2019 afin d'échapper à la prison. Las, ce printemps, le Tribunal fédéral confirmait sa condamnation à quarante jours ferme pour homophobie en raison de propos tenus en 2021 contre une journaliste de la Tribune de Genève et de 24 heures.

Après avoir signalé en 2020 des propos jugés antisémites, sans succès, la Cicad a remis le couvert début mars en alertant, dossier fourni à l'appui, le nouveau procureur général, Eric Kaltenrieder. Ce dernier aurait signé un mandat d'amener le 12 avril. Le Ministère public confirme qu'une procédure judiciaire a été ouverte dans le cadre, également, «d'une demande de délégation de poursuite pénale des autorités françaises relative à des propos tenus par l'intéressé».



Alain Soral à la sortie de son procès en appel pour homophobie, le 27 septembre 2023 à Lausanne. KEYSTONE

L'enquête ouverte sur Vaud porte, selon des parties du mandat publiées sur le site de l'association d'Alain Soral Egalité et réconciliation, sur «plusieurs vidéos, images et commentaires dont le contenu pourrait inciter à la haine et à la discrimination des personnes de confession juive». Des propos tenus sur son site, ses différents comptes X (ex-Twitter) ou encore sur son canal Telegram, «entre à tout le moins le 6 février 2019 et le 13 janvier 2024», et ce depuis son domicile en région lau-

La Ciudad documente les moindres dires d'Alain Soral via ses multiples plateformes

sannoise ou ailleurs en Suisse à destination de la francophonie. Alain Soral, toujours présumé innocent, serait raciste envers les Juif·ves car son discours est de nature à «propager une idéologie visant à les dénigrer systématiquement, les abaisser ou les discriminer de manière à porter atteinte à leur dignité». Ces infractions sont sanctionnées par l'article 261 bis du Code pénal suisse, qui réprime également le négationnisme. Or, le Parquet vaudois estime qu'Alain Soral se rendrait également coupable de

«minimiser grossièrement le génocide perpétré par les nazis à l'encontre des personnes de confessions juive lors de la Deuxième Guerre mondiale».

Joint par téléphone, le secrétaire général de la Cicad, Johanne Gurfinkiel, s'est réjoui que le Ministère public vaudois prenne cette nouvelle dénonciation «avec sérieux». Le militant associatif «salue vivement cette décision, que la Cicad appelait de ses vœux depuis la venue d'Alain Soral en Suisse». Elle l'a dans le collimateur depuis son

déménagement à Lausanne, et le déplacement de ses activités associatives et politiques entre Genève et Vaud. Elle documente les moindres dires de l'auteur via ses multiples plateformes et a trouvé des propos qu'elle juge répréhensibles, ce qui aurait convaincu le Ministère public d'entrer en matière.

Appels à la discrimination?

Quel type de propos? Par exemple, cet extrait diffusé sur Telegram le 12 novembre dernier où Alain Soral commente la trajectoire du Front national français. «Si on regarde le parcours de Jean-Marie Le Pen, sur quoi il a explosé? En réalité sur deux phrases: le 'point de détail' et 'Durafour crématoire': donc en fait la diabolisation c'est à un moment donné nommer le pouvoir juif, hein le pouvoir de la communauté, on va dire de la communauté toute-puissante que tout le monde a identifiée et qui terrorise tout le monde», analyse le polémiste. Ou encore un commentaire le 12 octobre 2023 dans une émission visant à «comprendre la situation israélo-palestinienne», où Alain Soral affirme que les Juifs «ont peut-être été victimes des nazis, mais ils sont les nazis des Palestiniens.» Un «peut-être» qui, selon la Cicad, tendrait à démontrer que l'écrivain va «jusqu'à remettre en question l'existence de l'Holocauste».

Dans la même émission, Alain Soral affirme qu'Israël est le pays le moins sûr pour les personnes juives, «alors que jamais personne n'oserait toucher le cheveu d'un juif» en Europe, «tellement ça coûte cher». Une provocation publique à un crime ou à un délit violent, estime la Cicad, qui appelle à ce que l'auteur soit également poursuivi à ce titre. Le procureur général ne fait aucun commentaire à ce stade, a indiqué le Ministère public. **I**

Le Grand Conseil a accepté la gratuité des TPG pour les jeunes de moins de 25 ans et un demi-tarif pour les aîné-es et les rentier-ères AI. La régie publique décidera de ses tarifs

Enfin la gratuité pour les jeunes

MARIA PINEIRO

TPG ► La troisième fois aura été la bonne. Hier soir, le Grand Conseil a finalement accepté la gratuité des Transports publics genevois (TPG) pour les jeunes de moins de 25 ans domicilié-es ou en formation à Genève. Les résident-es à l'AVS et à l'AI paieront moitié prix. Un projet de loi proposé par la gauche, avec le Centre, Libertés et justice sociale ainsi que le MCG. Puis, la majorité de droite a accepté que la politique tarifaire soit en mains des TPG, en accord avec le Conseil d'Etat.

Jacques Blondin, du Centre, a invité le parlement à voter ce projet de gratuité et de baisse «après la confusion de la dernière session» qui avait abouti à le refuser il y a un mois. Pour le MCG, «l'accessibilité des transports publics pour ces catégories de la population est importante», a relevé François Baertschi.

Pouvoir d'achat

Du côté de la gauche, le Parti socialiste s'est réjoui de «ce soutien aux ménages», a souligné Caroline Marti, insistant sur le caractère incitatif au report modal vers les transports publics. Son collègue écologiste David Martin a précisé que l'avantage du texte adopté est d'éviter «le mélange des genres avec la question des tarifs».

Parti du conseiller d'Etat Pierre Maudet, LJS a soutenu un «pari sur l'avenir puisque les jeunes prendront l'habitude d'utiliser les transports publics dans notre canton dont les routes sont aujourd'hui saturées», a dit Jacques Jeannerat.

Du côté des opposant-es, Stéphane Florey, député UDC, a insisté sur le fait que «la gratuité n'existe pas, ce sera le contribuable qui paiera». Un



Cette gratuité ciblée fait suite à l'annonce de l'excédent record affiché par les comptes 2023 de l'Etat de Genève. JPDS

argument repris par la PLR Fabienne Monbaron, qui a estimé que cette gratuité constituait en fait «un cadeau aux communes qui n'auront plus besoin de subventionner les abonnements».

Le Conseil d'Etat s'est dit, par la voix de Pierre Maudet, chargé des Mobilités, satisfait du «signal clair en faveur d'une mesure simple pour le pouvoir d'achat des familles».

Se penchant sur un deuxième projet de loi, la majorité

de droite du Grand Conseil a décidé d'ôter la compétence de fixer les tarifs au parlement pour l'octroyer à la régie publique en accord avec le Conseil d'Etat. Selon l'UDC, à l'initiative du texte, «si on vote la gratuité, il faut accepter que les TPG doivent avoir une marge de manœuvre pour compenser les pertes et proposer des offres tarifaires».

Les opposant-es, gauche et MCG, ont dénoncé un projet

visant à moyen terme «à augmenter les tarifs», a tonné le socialiste Matthieu Jotterand. Le MCG Sandro Pistis a annoncé le lancement d'un référendum si le texte devait être accepté, car «le peuple s'est déjà prononcé à deux reprises pour une baisse des tarifs».

Textes en concurrence

La majorité de droite n'a pas nié que cette modification pouvait aboutir à une hausse des ta-

rifs à terme, mais a estimé que c'était aux TPG de prendre ces décisions.

Pour rappel, en mars, lors de l'annonce de comptes 2023 mirobolants, le Conseil d'Etat, outre une baisse d'impôts, avait souhaité instaurer la gratuité des TPG pour les jeunes de moins de 25 ans. Au Grand Conseil, les partis s'étaient montrés plus gourmands, y ajoutant la gratuité pour les aînés. Le vote avait été ajourné afin

de procéder à la vérification de sa compatibilité avec le droit supérieur.

Projet du Conseil d'Etat remisé

Or, un mois plus tard, à la session parlementaire d'avril, alors qu'une majorité semblait se dessiner pour voter ce projet, le PLR, par une manœuvre bien sentie, avait réussi à faire tout capoter. La majorité du Grand Conseil avait refusé la gratuité et la baisse de tarif pour les aînés.



«Un signal clair en faveur d'une mesure simple pour le pouvoir d'achat des familles»

Pierre Maudet

Plusieurs projets ont alors émergé, dont celui finalement accepté sur la gratuité pour les jeunes et une baisse pour les aîné-es et rentier-ères AI. L'UDC est revenu avec son texte pour rendre la compétence de tarification aux TPG en accord avec le Conseil d'Etat. Finalement, le gouvernement à quant à lui proposé un projet mixant les deux propositions, mais il n'a pas été débattu à la suite du refus de traitement en urgence. I

Face-à-face tendu autour de Gaza

Grand Conseil ► Hier soir, quelque 300 personnes se sont réunies devant le Grand Conseil. Les manifestant-es reprochent à l'exécutif de ne pas encore avoir donné suite à une motion demandant au canton d'intervenir auprès de la Confédération pour faire «cesser la guerre et les crimes perpétrés à Gaza».

Plusieurs incidents ont émaillé la manifestation. *Le Courrier* a visionné une vidéo dans laquelle on voit une membre non élue de l'UDC provoquer les manifestant-es, puis décocher un coup de pied à un participant qui la provoquait à son tour.

Une photo montre également la députée PLR Joëlle Fiss faire un doigt d'honneur à la foule. «Je regrette ce geste, mais je trouve que les manifestants sont très provocateurs et attisent la haine avec des slogans du Hamas au lieu de promouvoir la paix. Cela m'a fait sortir de mes gonds.»

En session, une motion du PLR demandant de «prévenir, interdire et, si nécessaire, mettre fin sans atermoiement à tout manifestation idéologique» à l'université et dans les hautes écoles a été discutée mais non votée. Elle a été renvoyée en commission.

Préalablement, la droite avait refusé l'urgence à une motion de gauche demandant notamment que l'*alma mater* et les HES puissent suspendre des collaborations avec les universités israéliennes non engagées pour la paix. **MPO**

Nouvelle présidente et nouvelle maire

Institutions ► Nathalie Fontanet, la grande argentièrre du canton de Genève, présidera le Conseil d'Etat à partir de samedi et jusqu'au 31 mai 2025. Le socialiste Thierry Apothéloz assurera la vice-présidence du collège durant cette année. M^{me} Fontanet succède au vert Antonio Hodgers, qui lui a remis mercredi la clé symbolique de la république.

Christina Kitsos sera, elle, dès samedi et pour un an la maire de la Ville de Genève. La magistrate socialiste, qui a été élue en 2020, accède à cette fonction pour la première fois. A la tête du Département de la cohésion sociale et de la solidarité, elle a décidé de placer son année de mairie sous le thème de «Ce qui nous lie». A la tête du Département de la cohésion sociale et de la solidarité

M^{me} Kitsos succède à la centriste Marie Barbey-Chappuis. Le socialiste Sami Kanaan accède à la vice-présidence. **ATS**

GRAND CONSEIL

LA PALESTINE ATTENDRA

La majorité des député-es genevois-es ne juge pas urgente la reconnaissance par la Suisse de l'Etat de la Palestine. Hier soir, la gauche avec une partie du Centre n'ont pas réussi à voter le débat en urgence d'une résolution en ce sens. Le texte des Vert-es et des socialistes n'a pas trouvé grâce aux yeux du Grand Conseil. Il demandait que Genève, en vertu du droit d'initiative cantonale, «invite l'Assemblée fédérale et le Conseil fédéral à reconnaître l'Etat de la Palestine et à déployer tous les efforts possibles en vue d'instaurer une paix juste et durable entre Israël et la Palestine». La résolution a été renvoyée en commission afin d'y être étudiée. **MPO**

VILLE DE GENÈVE

PRÉVENIR LA NOYADE

La Ville de Genève organise trois après-midis de sensibilisation et de prévention autour de la nage en eau libre. La première opération de prévention de la noyade aura lieu samedi de 14h à 17h, à la place des Eaux-Vives, du côté du restaurant de la Plage. Les suivantes sont agendées au 22 juin, à Baby Plage, et au 29 juin, à la nouvelle plage du quai Wilson, aux mêmes heures. Aucune inscription n'est nécessaire. **ATS**

La droite unie contre «Une vie, une voix»

Votation ► Ils s'étaient peu manifestés jusqu'ici. Hier, les partis de droite (PLR, Centre, MCG, UDC et Vert'lib) ont fait savoir leur opposition à l'initiative «Une vie ici, une voix ici», qui sera soumise au vote populaire le 9 juin. Le texte en question demande l'extension des droits de vote et d'éligibilité, sur les plans cantonal et communal, aux étrangers et étrangers résidant en Suisse depuis huit ans au moins. «Une telle extension des droits politiques n'est pas envisageable», dit la coalition par voie de communiqué. Selon les partis, le droit de vote doit rester lié à la naturalisation, «garante d'une bonne intégration» et permettant «un accès plein et entier à la citoyenneté». Et d'ajouter qu'un oui à l'initiative serait «un désaveu pour les personnes qui ont fait l'effort de se naturaliser».

Depuis 2005, le canton de Genève permet déjà aux étran-

gers et étrangers résidant légalement en Suisse depuis au moins huit ans de voter au niveau communal, une pratique également répandue dans d'autres cantons et pays européens. L'initiative «Une vie, une voix» souhaite aller «beaucoup plus loin, prévoyant tant le droit de vote que d'éligibilité, sans aucun critère d'intégration minimum», dénoncent les opposant-es. Et de souligner qu'«aucun autre canton ne va aussi loin que l'initiative; Jura et Neuchâtel accordant le droit de vote aux étrangers au niveau cantonal mais sans droit d'éligibilité. Ce droit d'éligibilité permettrait à un ressortissant étranger d'être élu au gouvernement genevois, ou de siéger au Conseil des Etats, à Berne, l'élection des deux représentants genevois étant régie par les règles cantonales d'éligibilité». Ces arguments sauront-ils convaincre? Réponse dans dix jours. **LOUIS VILADENT**

Deux Romands témoignent de la charge que représentent les primes-maladie sur leur petit budget

«Ne pas tomber malade!»



LENA WÜRGLER

Santé ► Aurélie* a l'habitude de vivre avec peu de moyens. A 32 ans, elle travaille à 50% dans une association, pour un salaire net de 3149,50 francs par mois. «Dans ce milieu, c'est difficile de trouver des pourcentages plus élevés», souligne la Neuchâteloise, qui consacre une bonne partie de son temps libre à travailler bénévolement pour différentes organisations. «En réalité, si je cumule tout ce que je fais, je bosse presque à temps plein», sourit-elle.

Franchise sans choix
Avec son petit salaire, elle n'a d'autre choix que d'opter pour la prime-maladie la plus basse et, donc, la franchise la plus haute. Actuellement, sa prime-maladie s'élève à 381,25 francs par mois. En déduisant les 68,80 francs de subsides qu'elle reçoit, la facture représente 9,93% de son revenu net, soit à peine moins que le seuil maximum de 10% proposé par l'initiative d'allègement des primes soumise au vote le 9 juin prochain.

Mais si le texte devait être accepté, elle pourrait être assurée que, malgré la hausse constante des primes, la facture n'exploserait pas. Et selon les règles d'application, elle pourrait peut-être aussi opter pour la prime standard à 500,55 francs, avec une franchise minimale à 300 francs. Une option qu'elle serait bien incapable de payer à l'heure actuelle. «Pour le moment, je compte sur le fait de ne pas tomber malade», confie la trentenaire, qui vit en colocation à Neuchâtel et a adopté un mode de vie «hyper simple». «Mais c'est un peu un pari sur la vie: s'il m'arrivait quelque chose et que je devais sortir 2500 francs d'un coup, je pourrais difficilement faire face.»

De la peine à suivre
Collaboratrice au sein du secteur dettes de Caritas Neuchâtel, Emanuela Golzi en sait quelque chose. Il n'est pas rare que des gens viennent consulter son service après avoir été confrontés à des problèmes de santé inattendus. «Avec une franchise à 2500 francs, à la moindre anicroche, la situation peut vite s'envenimer», souligne la spécialiste, qui rappelle que les factures impayées d'assurance-maladie représentent, avec les impôts, l'une des principales causes d'endettement et de surendettement en Suisse.

En 2021, 11% des ménages à bas revenus (moins de 33 748 francs annuels) ont déclaré avoir du retard dans le paiement de leur prime d'assurance-maladie, selon les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS). «Il ne s'agit pas encore de surendettement à proprement parler, mais de dettes très difficiles à effacer étant donné l'ab-



De nombreuses personnes renoncent à se soigner, faute de moyens financiers. KEYSTONE

sence de marge de manœuvre financière de cette catégorie de la population», souligne Fabrice Boulé, porte-parole de Caritas Suisse. D'après l'organisation, favorable à l'initiative, le nombre de personnes qui viennent consulter parce qu'elles peinent à payer leurs primes ne cesse d'augmenter d'année en année. L'un des problèmes tient aussi du fait que «certaines personnes ne connaissent pas leurs droits aux subsides, alors qu'il peut représenter un grand soulagement dans le budget», estime Emanuela Golzi. «Il est donc important, lorsqu'on se retrouve dans une situation fragilisée, d'activer un éventuel droit à des subsides auprès des guichets sociaux régionaux.» Thomas*, lui, essaie toujours d'avoir 2500 francs sur son compte épargne, afin d'être en mesure de faire face à des im-

prévus de santé. «Mais ce n'est pas toujours possible. En ce moment, par exemple, je n'ai pas ce montant à disposition, parce que j'attends encore des paiements pour certains projets», explique ce musicien indépendant vivant dans le canton de Berne, qui touche quelque 2000 francs par mois d'enseignement et environ 1000 francs en moyenne pour des concerts.

Espérer que ça passe
«Je parviens à m'en sortir, mais s'il m'arrivait une grosse bricole de santé, je serais obligé de demander des prêts à mes proches», déplore le trentenaire, jeune papa d'un bébé qu'il élève avec sa compagne, elle aussi musicienne. A l'heure actuelle, malgré les subsides qu'il reçoit, le

couple consacre environ 11% de son budget au paiement de ses assurances-maladie.

«Avec une franchise de 2500 francs, à la moindre anicroche, la situation peut vite s'envenimer»

Emanuela Golzi

«Il ne faudrait toutefois pas que les primes continuent d'augmenter, parce que nous n'avons pas de marge, nous sommes déjà à flux tendu», souligne le jeune homme, qui se dit «chanceux»,

dans de telles circonstances, d'être en bonne santé. Mais tout le monde n'a pas cette chance. «Nous rencontrons beaucoup de gens qui ne se soignent pas, ou attendent que leur franchise soit dépassée pour se rendre à l'hôpital. Ce sont des situations assez tragiques», constate Emanuela Golzi. «De nombreuses personnes au budget serré ne se rendent chez le médecin qu'en cas d'urgence absolue», confirme Fabrice Boulé.

D'après une enquête réalisée en 2022 par l'Institut Sotomo, près d'un cinquième de la population a renoncé au moins une fois à une consultation médicale au cours des douze derniers mois pour des raisons financières.

C'est le cas d'Aurélie, qui, malgré une douleur persistante au genou depuis près de deux ans, ne s'est résignée que récemment à frapper à la porte d'une généra-

liste. «Ma médecin m'a d'ailleurs sermonnée pour avoir attendu aussi longtemps avant de venir la voir», raconte la trentenaire, qui est ressortie du cabinet avec une ordonnance pour neuf séances de physiothérapie.

«Le problème, c'est que je devrai les payer de ma poche jusqu'à ce que j'atteigne ma franchise», déplore-t-elle. «Dans ce genre de situation, j'ai tendance à ne plus regarder l'état de mon compte en banque et à espérer que ça passe.»

Subsides en question
Si pour Aurélie, les subsides lui permettent de faire passer les charges d'assurance-maladie tout juste en dessous du seuil des 10% du revenu disponible, ce n'est pas le cas pour Thomas et sa famille.

Un constat qui n'étonne pas Fabrice Boulé. D'après lui, les réductions de primes restent trop faibles dans de nombreux cantons pour garantir de rester sous ce seuil. «Alors que la Confédération adapte chaque année sa contribution à l'évolution des primes, de nombreux cantons ont diminué leur part de financement depuis 2010», relève-t-il.

Conséquences: la hausse des primes a été beaucoup plus rapide que celle des subsides, indique une récente étude de la Haute Ecole spécialisée bernoise (BFH) et de l'Université de Berne. D'après les chercheurs, les primes ont augmenté de 140% depuis 1997, contre 41% pour les subsides. ESH MÉDIAS

*Prénoms d'emprunt

De 3% à 21% du revenu disponible

Une enquête démontre que la part de revenu consacrée aux primes-maladie varie d'une catégorie de la population à l'autre et d'un canton à l'autre.

A l'heure actuelle, il est difficile de savoir combien de personnes exactement paient des primes supérieures à 10% de leur revenu. L'enquête réalisée par la Haute Ecole spécialisée bernoise (BFH) et l'Université de Berne a cependant démontré que la proportion varie fortement d'une catégorie de la population à l'autre: alors que les plus riches n'y consacrent que 3%, les plus modestes y dépensent jusqu'à 21% de leur budget.

D'après le Monitoring 2020 sur l'efficacité de la réduction des primes commandé par la Confédération, la charge des primes-maladie, après déduction des subsides, varie aussi fortement selon le type de ménage.

En moyenne en Suisse, elle ne dépasse pas les 10% du revenu disponible pour les ménages avec enfants et les jeunes actifs. Mais les couples sans enfants paient, eux, en moyenne 13% de leur revenu pour les primes-maladie.

Autre variable importante: les cantons. Aux extrêmes, les couples sans enfants vivant à Neuchâtel paient en moyenne 21% de leur revenu disponible pour les primes,

contre 4% dans le canton de Zoug. Dans le canton de Vaud, en Valais et à Berne, leur facture se monte à respectivement 7%, 15% et 16%.

Si ces ménages adoptaient tous une prime «standard» (franchise minimale de 300 francs), alors ces chiffres passeraient à 27% du revenu disponible à Neuchâtel, contre 7% à Zoug (VD: 13% ; VS: 20% ; BE: 24%).

D'après ce monitoring, si tout le monde en Suisse optait pour une prime «standard», alors la population paierait en moyenne 14% de son revenu pour des primes-maladie. LW/ESH médias LW

Les installations d'héliciculture en zone agricole vont être autorisées

Elevages d'escargots reconnus

GUILLAUME CHILLIER

Politique ► Damien de Raemy rigole: «Une explosion de la production suisse d'escargots? Non, je ne pense pas.» Depuis Vétroz, à deux pas de Sion, le Valaisan est un des rares éleveurs d'escargots du pays. L'an dernier, il a fait grandir 90 000 de ces gastéropodes à coquille et comestibles. Il l'assure, la demande est là: une dizaine de restaurants de la région se fournissent chez lui et plusieurs épiceries ou boucheries vendent ses produits. Et les discussions au Parlement fédéral? «Il est louable que les élus à Berne s'attardent sur notre marché de niche», sourit-il.

Ce jeudi, le Conseil national a décidé d'autoriser la construction d'élevages dans les zones agricoles, suivant l'avis du Conseil des Etats. De fait, il harmonise la pratique à l'ensemble du pays et corrige une anomalie. Car jusqu'à aujourd'hui, tolérer ou non un élevage d'escargots était un peu au bon vouloir des cantons et des communes. «Une absurdité!» ose l'élusocialiste Bruno Storni.

Aliment de pauvre

Le Tessinois est à l'origine de ce changement de loi prochain. Il raconte: «Mon canton a refusé l'installation d'un élevage dans le Val Colla, au nord-est de Lugano, car les escargots ne sont pas inscrits dans le catalogue des animaux de rente», raconte le socialiste. Or au sud des Alpes, l'escargot fait partie de la tradition culinaire. Surtout car à l'époque, il était considéré comme un aliment de pauvre. «L'escargot n'a pas toujours été apprécié des fins gourmets. Nos ancêtres les mangeaient après avoir été les ramasser dans la nature, au même titre que les champignons, les poissons ou le gibier», narre l'élusocialiste. Or au sud des Alpes, l'escargot fait partie de la tradition culinaire. Surtout car à l'époque, il était considéré comme un aliment de pauvre. «L'escargot n'a pas toujours été apprécié des fins gourmets. Nos ancêtres les mangeaient après avoir été les ramasser dans la nature, au même titre que les champignons, les poissons ou le gibier», narre l'élusocialiste. Or au sud des Alpes, l'escargot fait partie de la tradition culinaire. Surtout car à l'époque, il était considéré comme un aliment de pauvre. «L'escargot n'a pas toujours été apprécié des fins gourmets. Nos ancêtres les mangeaient après avoir été les ramasser dans la nature, au même titre que les champignons, les poissons ou le gibier», narre l'élusocialiste.

Difficile de chiffrer la consommation d'escargots en Suisse. Ce qui est sûr, c'est qu'une grande partie est



Au sud des Alpes, l'escargot fait partie de la tradition culinaire. AMANDA UND JONATHAN GROBE-CC2.5

importée. Selon les chiffres des douanes suisses, près de 60 tonnes d'escargots sous différentes formes ont été acheminées en Suisse en 2023.

Pour Bruno Storni, faciliter les élevages en Suisse ne peut qu'être une bonne chose. «A petite échelle, c'est un pas vers davantage d'économie circulaire. Si produire plus d'escargots peut limiter, rien qu'un peu, le nombre de camions qui passent la frontière, ce sera positif», se réjouit-il. Et pour les agriculteurs, l'héliciculture peut aussi devenir une source de revenu supplémentaire. «S'ils peuvent ajouter ce pro-

«Nos ancêtres mangeaient déjà des escargots»

Bruno Storni

duit à leur offre, ce serait un plus», espère-t-il.

Pas de changement

Damien de Raemy confirme. Il relève que la population est de plus en plus sensible aux produits de proximité et l'escargot ne fait pas exception. «Il y a depuis toujours une consommation d'escargots en Suisse. Et comme d'autres aliments, la demande migre progressivement vers le local», analyse-t-il. Reste que pour lui, ce changement de loi ne changera probablement pas grand-chose. «C'est un vrai marché de niche et

peut-être que ça va créer un peu de concurrence. Mais en toute franchise, je fais de l'héliculture par passion: le retour sur investissement est assez minime.»

Si bien que selon Damien de Raemy, il ne faut pas y voir un nouvel eldorado. Une crainte toutefois: que ceux qui se lancent ne soient pas aidés par la Confédération au même titre que certains autres éleveurs. Qu'il soit rassuré: lors du processus parlementaire, le Conseil des Etats a corrigé la proposition d'origine afin de s'assurer que ce ne soit pas le cas. LA LIBERTÉ

Des lignes CFF sous l'eau

Chavornay ► En raison de fortes pluies et du débordement d'un ruisseau, le trafic ferroviaire a été interrompu jeudi après-midi entre Chavornay et Epandes (VD) sur la ligne Lausanne-Yverdon-les-Bains. «De l'eau recouvre les voies entre Essert-Pittet et Chavornay», a expliqué jeudi à Keystone-ATS Jean-Philippe Schmidt, porte-parole des CFF. Tous les trains sont supprimés. Des bus de remplacement circulent entre Chavornay et Yverdon-les-Bains, de même que depuis Morges directement jusqu'à Yverdon-les-Bains. Les voyageurs du trafic grandes lignes empruntent l'itinéraire par Fribourg et Berne. ATS

BERNE

UNIVERSITÉ ÉVACUÉE

La police a commencé jeudi à évacuer l'université de Berne occupée par des activistes pro-palestiniens, a indiqué la police cantonale bernoise sur X. Des contrôles d'identité seront effectués, ajoute-t-elle. Une vingtaine de militants pro-palestiniens avaient investi le matin même le foyer du bâtiment principal de l'université. ATS

UBS

UN REMANIEMENT

La banque UBS a procédé à plusieurs changements à sa direction générale avec effet au 1^{er} juillet, nommant un nouveau coresponsable de l'importante activité de gestion de fortune. Le banquier star Iqbal Khan va se transférer en Asie. L'ex-patron de Credit Suisse Ulrich Körner quitte le navire. L'action UBS a cédé 0,1% à 27,88 francs, dans un indice SMI en recul de 0,51%. ATS

VALAIS

COUP DE CANON MORTEL

Un tragique accident s'est produit hier à Rarogne (VS). Un homme âgé de 65 ans est décédé à la suite d'un coup de canon. L'accident s'est produit peu avant 13 heures, dans le cadre de la traditionnelle célébration de la Fête-Dieu dans ce village valaisan. CATH.CH

Non à une meilleure reconnaissance

Burnout ► Les maladies liées au stress au travail ne seront pas mieux reconnues. Le National a enterré une initiative parlementaire qui visait à améliorer la situation pour les travailleurs-euses.

Alors que les travailleur-euses sont toujours plus sous pression, le National a refusé mercredi une initiative parlementaire demandant une reconnaissance plus simple du stress comme maladie professionnelle. Les maladies liées au stress ne sont pratiquement jamais reconnues comme professionnelles, la loi n'étant «plus adaptée à notre époque», relevait l'initiative, déposée par le socialiste Baptiste Hurni.

Densification du travail, pression des délais, décloisonnement entre vie privée et professionnelle amènent toujours plus de troubles de la santé. Le stress touche 23% des travailleur-euse et une personne sur cinq vit un épuisement émotionnel qui peut mener au burnout, révélait l'Office fédéral de la statistique la semaine dernière (lire *Le Courrier* du 24 mai).

Si les maladies liées au stress étaient davantage reconnues comme professionnelles, elles relèveraient alors plus souvent de la loi sur l'assurance-accidents. «La couverture des personnes concernées s'en trouverait améliorée», indique

Baptiste Hurni dans son initiative. Les coûts ne seraient plus à charge des travailleur-euses à travers l'assurance-maladie, mais supportés par les employeurs. «Compte tenu de l'explosion des primes, il est nécessaire de renforcer le principe de causalité et de mettre en place des incitations plus fortes pour le développement de la prévention sur le lieu de travail», défend-il.

Cela n'a pas convaincu le plénum. La majorité de droite considère que les réglementations en vigueur suffisent pour reconnaître les maladies liées au stress comme professionnelles. Elle craint une hausse des primes d'assurance-ac-

cidents. «Les employeurs devraient payer, par l'intermédiaire de leurs cotisations, le traitement de ces maladies, même si celles-ci résultent de plusieurs facteurs, y compris ceux liés à des activités privées ou à la situation familiale», a relevé la majorité de la commission de la santé publique.

Le syndicat Unia déplore le rejet du National. «Les employeurs qui sont responsables, selon la loi, de la protection de la santé sur le lieu de travail peuvent se soustraire à leur responsabilité tandis que des millions d'assuré-es souffrent de l'augmentation des primes», a-t-il réagi.

SOPHIE DUPONT

PUBLICITÉ

Procès de l'incendie du foyer des Tattes

RENDU DU VERDICT

audience publique

MARDI 4 JUIN

Palais de Justice, salle A3
1 Place de Bour-de-Four, GE

17H

Soyons là pour demander que justice soit enfin rendue ! Des permis et des indemnités pour les sinistrés de l'incendie !
Justice pour Fikre Seghid !

UN APPEL DE SOLIDARITÉ TATTES

Les réseaux sociaux altéreraient notre connaissance de l’histoire, s’inquiète Jason Steinhauer

Désinformation historique en marche

MARIA UDRESCU

Société ► Les récits de désinformation, portés plus que jamais par les nouvelles technologies, sont en train de déformer l’histoire. Tel est le constat, alarmant, posé par Jason Steinhauer, auteur de *History, Disrupted: How Social Media and the World Wide Web Have Changed the Past* (*L’histoire, bouleversée: comment les médias sociaux et le World Wide Web ont changé le passé*).

Cet historien américain, spécialiste de la désinformation, au sein du groupe de réflexion Wilson Center, appelle à prendre la mesure de cette menace, afin d’éviter que notre connaissance de l’histoire ne devienne pas qu’une affaire de clics et de contenus viraux sur internet.



«Cela incite les gens à ne plus suivre de cours d’histoire»

Jason Steinhauer

La désinformation, ciblant y compris les événements historiques, n’a-t-elle pas toujours existé?

Jason Steinhauer: Les cartes de la période coloniale sont pleines d’informations fictives et fausses, de rumeurs sur des civilisations ou sur des événements qui n’ont jamais eu lieu. Il y a toujours eu des gens qui ont cherché à manipuler, façonner l’opinion publique. Mais aucune génération jusqu’à présent n’a disposé de telles capacités et dispositifs technologiques pour ce faire. Ce mariage entre la désinformation et ces technologies en augmente la portée.

Comment fonctionne la déformation de l’histoire sur les réseaux sociaux?

Le web social fonctionne sur l’élément de surprise – résultat à la fois du fonctionnement des algorithmes et des cultures d’utilisation des plates-formes. C’est logique: c’est la surprise qui vous fait cliquer. Vous voyez quelque chose de surprenant dans votre fil d’actualité et vous vous dites: «Oh, je veux en savoir plus. Je veux regarder cette vidéo plus longtemps que les autres, je veux cliquer sur ce titre plus que sur d’autres.»

Cela s’applique également à l’histoire. «La chose surprenante que vous ne saviez pas à propos de l’histoire, mais qui est en fait vraie...» Ce genre d’affirmation capte votre attention, vous incite à cliquer. Mais cela ouvre aussi la porte à la théorie du complot: c’est soi-disant l’histoire dont personne ne vous a parlé, que



Invoquer l’histoire pour défendre sa vision

La désinformation historique est aussi à l’œuvre pour justifier les conflits actuels, en Ukraine ou au Proche-Orient.

La désinformation fait partie de l’arsenal de la Russie, qui déforme l’histoire de l’Ukraine pour en contester le droit d’être un pays indépendant. Cet outil a-t-il toujours été une arme de guerre? Oui, selon Jason Steinhauer. «Ce fut le cas lors de la Seconde Guerre mondiale et même de la Première Guerre mondiale. Mais actuellement, la Russie dépense entre 1 et 4 milliards de dollars par an pour la guerre de l’information. Des investissements massifs sont réalisés pour façonner l’opinion publique.»

Juste avant le début de l’invasion russe en Ukraine, des experts ont constaté un pic de désinformation russe concernant ce pays... Pense-t-il que les tendances de désinformation peuvent donner des indications sur les intentions des acteurs

étrangers? «Si une stratégie fonctionne dans un cas, on peut s’attendre à ce qu’elle soit répétée, jusqu’à ce qu’elle ne fonctionne plus.»

Et de constater que certains arguments utilisés en Ukraine pour justifier l’invasion commencent à être utilisés dans le Caucase, notamment en Géorgie, «comme pour préparer le terrain pour une action dans cette région». Jason Steinhauer: «Des récits similaires commencent à apparaître aussi en Estonie et en Lettonie. Il est important de reconnaître ces schémas et de voir s’ils sont révélateurs d’actions futures potentielles.»

Il cite aussi des «métarécits plus vastes à l’œuvre». L’un consiste à dire «ne faites pas confiance à la démocratie, faites confiance à l’autocratie et à l’autoritarisme». Des petits éléments de désinformation sont donc stratégiquement placés pour tenter de semer la méfiance à l’égard

de la démocratie, afin que l’autoritarisme paraisse plus attrayant.

La diffusion de l’e-histoire s’accélère lorsqu’une actualité clivante est concernée, comme la guerre en Ukraine ou le conflit à Gaza. «A chaque fois qu’il y a un point chaud géopolitique, les gens invoquent l’histoire pour défendre leur point de vue. Ces sujets nous touchent au niveau sociétal, il y a des pertes en vies humaines, nous voulons que cela cesse. Nous nous tournons alors vers l’histoire. Nous prenons un élément du passé, nous le conditionnons pour la consommation en ligne, et nous disons: «Regardez, l’histoire explique ce qu’il se passe aujourd’hui.»

Selon Jason Steinhauer, il est nécessaire d’éduquer les gens «sur la manière de se poser des questions concernant l’e-histoire afin de façonner leurs opinions sur ce type de conflits sur la base d’informations correctes». **MU**

vos professeurs d’histoire ou votre gouvernement vous a cachée. Cette «e-histoire», comme je l’appelle, fonctionne sur toutes les plates-formes, Facebook, TikTok, Instagram...

Pour les acteurs malveillants, qui veulent manipuler la sphère publique, c’est une aubaine: tout ce qu’ils ont à faire, c’est prendre un élément du passé et l’encadrer de manière plausible dans cette forme de surprise. Vous combinez cela avec la puissance de la plate-forme pour diffuser du contenu très loin et très vite. Et vous avez un contenu e-historique qui peut devenir viral rapidement, même s’il ne repose sur aucune recherche historique.

Pouvez-vous donner un exemple concret?

Il y a un an et demi, une vieille vidéo des années 1920 est devenue virale. Il s’agissait d’un très court extrait qui prétendait montrer un enfant de trois ans travaillant comme ramoneur en Europe. Ce «morceau d’histoire» a été accompagné de légendes du genre: «Regardez à quel point l’Europe est horrible. Ils font ramoner les cheminées par leurs enfants de trois ans. Cela montre à quel point la société européenne est rétrograde.» Il y avait donc un élément de méfiance à l’égard de l’Europe.

En réalité, à la fin des années 1920, lorsque vous alliez au cinéma, vous voyiez souvent une courte vidéo avant le début du film. Il présentait souvent des acteurs qui interprétaient différents types d’emplois. C’est de là que venait cette vidéo: il ne s’agissait pas d’un ramoneur de trois ans, mais d’un acteur faisant semblant d’être ramoneur. Bien sûr, ce contexte historique a été perdu lorsque cette e-histoire s’est transformée en un référendum sur la façon dont la société traite ses enfants. On ne sait pas très bien qui a lancé cette campagne, s’il s’agissait d’une campagne délibérée ou organique. Souvent, il est difficile de le savoir.

Quel est l’impact de ce phénomène de l’e-histoire sur nos sociétés?

Cela incite les gens à ne plus suivre de cours d’histoire. Beaucoup se disent «Pourquoi ai-je besoin de prendre un cours d’histoire alors que j’ai tellement d’histoire à ma disposition en ligne? Pourquoi ai-je besoin d’écouter un professeur si je peux regarder une vidéo sur YouTube? Pourquoi dois-je investir dans des livres d’histoire alors que j’ai Wikipédia à ma disposition gratuitement?» Résultat: aux États-Unis, et même en Europe, des professeurs d’histoire sont licenciés, des départements d’histoire sont fermés, des musées d’histoire luttent pour attirer des financements.

L’accès gratuit à des informations historiques en ligne pourrait être une bonne chose. Mais pas si cela se fait au détriment des historiens professionnels qui font le travail de consulter les archives, de fouiller les documents et de nous aider à comprendre avec rigueur le passé.

LA LIBRE BELGIQUE

Le parti au pouvoir est en net recul

Afrique du Sud ► L'ANC, le parti au pouvoir en Afrique du Sud depuis trente ans a enregistré jeudi un net recul, selon des résultats encore partiels des élections législatives.

Avec 35% des votes comptabilisés peu avant 20 h, le Congrès national africain (ANC) se plaçait sous la barre fatidique des 50% avec 42,3% des suffrages exprimés, selon la Commission électorale (IEC). Le plus grand parti d'opposition (Alliance démocratique, DA, centre libéral) cumulait moins de 25%. Les radicaux de gauche des Combattants pour la

liberté économique (EFF) rassemblaient 9% des voix, tout comme le tout récent parti Umkhonto We Sizwe (MK) du sulfureux ex-président Jacob Zuma un peu plus de 8%.

Les grandes villes, notamment Johannesburg et Durban, ne sont toutefois pas encore comptabilisées dans ces résultats, a mis en garde la commission électorale. Les résultats définitifs ne sont pas attendus avant le week-end. Mais ces résultats partiels reflètent pour l'instant les prévisions des experts et enquêtes d'opinion des dernières semaines.

Après trente ans d'une loyauté sans faille à l'égard de l'ANC, qui a libéré l'Afrique du Sud du régime raciste de l'apartheid, les électeurs devraient faire perdre, pour la première fois, au parti de Nelson Mandela sa majorité parlementaire. Les 400 députés de la nouvelle Assemblée devront ensuite élire le président courant juin.

Pour nombre des 62 millions de Sud-Africains, le parti qui avait promis aux premières élections multiraciales en 1994 l'éducation, l'eau et un toit pour tous, n'a pas tenu ses engagements: la criminalité atteint des records, la

pauvreté et les inégalités vont croissant. Le quotidien est aussi rongé par des coupures d'eau et d'électricité. Et les affaires de corruption impliquant ses hauts responsables a fini d'entamer une confiance déjà mise à mal.

Dans le centre de Johannesburg, des télévisions allumées dans les boutiques font défiler en direct tendances et projections au lendemain du scrutin. Les clients affairés passent en jetant un rapide coup d'œil. «J'ai bon espoir que l'ANC se rendra compte qu'on n'a plus besoin de lui», dit à l'AFP un étudiant de 21 ans. **ATS/AFP**

Près de 300 combattants tués

Hamas ► Israël a affirmé jeudi avoir tué environ 300 combattants du Hamas depuis le début de son opération militaire début mai à Rafah, à la lisière sud de la bande de Gaza.

«Nous avons déjà éliminé environ 300 terroristes à Rafah jusqu'ici dans cette opération», a déclaré un porte-parole du gouvernement, David Mencer.

L'armée israélienne a lancé le 7 mai une opération terrestre à Rafah malgré une forte opposition de la communauté internationale inquiète pour la vie de centaines de milliers de civils déplacés dans cette ville depuis

le début de la guerre. Avant l'assaut sur Rafah, l'ONU y avait dénombré jusqu'à 1,4 million de personnes réfugiées. Depuis, un million de personnes ont fui la zone, d'après l'UNRWA, l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens.

Plus tôt jeudi, l'armée israélienne a affirmé que ses forces avaient frappé plus de 50 cibles à travers la bande de Gaza la veille. Les soldats ont trouvé des armes, des explosifs, des puits de tunnel à Rafah et ont fait face à des combattants armés à Jabalia, dans le nord de Gaza, a ajouté la même source.

ATS/AFP

DONALD TRUMP DÉCLARÉ COUPABLE L'ex-président américain Donald Trump a été déclaré coupable hier à son procès historique à New York pour paiements dissimulés à une vedette de films pornographiques. Sa peine sera fixée ultérieurement par le juge Juan Merchan. ATS	ISRAËL L'UNRWA EST «TERRORISTE» Le parlement israélien a approuvé en lecture préliminaire deux projets de loi visant à désigner l'Agence de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) comme organisation terroriste. MSF dénonce «une attaque contre l'aide humanitaire». ATS	UKRAINE LES OBUS DE PRAGUE L'Ukraine recevra entre 50 000 et 100 000 obus en juin, a déclaré jeudi un responsable tchèque. Ces munitions seront fournies dans le cadre de l'initiative tchèque visant à acheter hors d'Europe des munitions pour ce pays envahi par la Russie. ATS	INDONÉSIE VOLCAN EN ÉRUPTION Le volcan Marapi, situé dans l'ouest de l'Indonésie, est de nouveau entré en éruption jeudi, projetant une colonne de cendres à 2 km au-dessus du sommet, selon les autorités qui ont mis en garde contre de possibles coulées de lave froide. ATS	EUROPOL UNE VASTE OPÉRATION Quatre personnes ont été arrêtées et plus de 100 serveurs mis hors ligne lors de «la plus grande opération jamais réalisée» contre des logiciels malveillants jouant un rôle majeur dans le déploiement de rançongiciels, a annoncé Europol. ATS	FINLANDE LE LIVRE A ENFIN ÉTÉ RENDU Un livre emprunté en 1939 dans une bibliothèque d'Helsinki a été rendu en mai, avec 84 ans de retard. Une traduction en finlandais du roman d'Arthur Conan Doyle «Les Réfugiés» a été réceptionnée lundi par la bibliothécaire Heini Strand. ATS
--	---	---	--	---	---

L'ancienne maire de Mexico Claudia Sheinbaum est la grande favorite de l'élection dimanche

Une scientifique à la présidence

DAVID SIQUIEROS

Mexique ► Lorsque la campagne a commencé, le timbre de voix de Claudia Sheibaum s'est fait plus grave et son accent plus populaire. Elle a ainsi adopté la stature présidentielle propre au sortant Andres Manuel Lopez Obrador (Amlo) mais a perdu son image de maire spontanée, moderne et solaire. Claudia Sheinbaum devrait devenir la première présidente du Mexique au terme des élections fédérales de dimanche. Sauf immense surprise, cette scientifique sera chargée de poursuivre la politique de transformation sociale du président sortant.

Cette multidiplômée, maire de gauche d'une des plus grandes capitales du monde, devra gérer un pays de 129 millions d'habitants rongé par la violence des cartels et la corruption. Un symbole fort dans un territoire déchiré par un machisme létal.

Prix Nobel et écolo

Samedi dernier, à Cuernavaca, à deux heures au sud de Mexico, elle a réaffirmé son allégeance à son mentor aux 60% d'opinions favorables, alors que se joue le sprint final d'une campagne marquée par son duel avec une autre femme, la candidate de droite Xochitl Galvez, qui cumule 20 points de retard dans les sondages.

«On va poursuivre le travail du président Andres Manuel Lopez Obrador, il n'y aura pas de régression ni de retour vers le passé, nous allons continuer la transformation», déroulait-elle avec confiance, avant de marteler le début du slogan de campagne d'Amlo en 2018:



Pour casser son image d'intello bobo, Claudia Sheinbaum tente de montrer durant la campagne qu'elle a aussi du cœur. KEYSTONE

«Pour le bien de tous...» «Les pauvres d'abord!» reprend la foule conquis dans la chaleur tropicale.

Née à Mexico le 24 juin 1962 de parents engagés et profs de sciences à l'Université nationale autonome de Mexico, Sheinbaum est une tête. En 1995, elle devient la première femme mexicaine à commencer une thèse en ingénierie énergétique. Elle en réalisera une partie à la prestigieuse université californienne de Berkeley.

En 2007, elle rejoint le Groupe d'experts intergouvernemental

«Il n'y aura pas de régression ni de retour vers le passé, nous allons continuer la transformation» Claudia Sheinbaum

sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU, qui sera récompensé du Prix Nobel de la paix la même année. «Claudia sera la plus diplômée, la plus préparée de tous nos présidents!» se targue Renata Turrent, coordinatrice de communication de sa campagne.

Son activisme et son profil scientifique l'avaient déjà menée au Secrétariat à l'environnement de la mairie de Mexico en 2000. Le maire à cette époque? Un certain Amlo, qui ruminaient déjà ses velléités présidentielles. Porte-parole de celui qu'on surnomme «Peje»

(«le poisson») lors de l'élection perdue d'un fil face à la droite en 2006, elle se lie vite au futur président, qui l'emportera douze ans plus tard.

En 2015, elle laisse définitivement tomber la blouse blanche et devient maire de l'arrondissement de Tlalpan, puis de Mexico en 2018. Elle y déclare «l'alerte de genre» pour lutter contre les féminicides, crée des espaces verts et des téléphériques pour désenclaver la banlieue, et parvient à réduire la délinquance. Le hic? Sheinbaum l'intello bobo» ne vient pas du «peuple», comme Amlo

le tropical. «Elle est cultivée, elle a fait de la danse, de la guitare... On dit qu'elle est froide, mais c'est faux!» tance Rosaura Ruiz, secrétaire à l'Education de l'ancienne maire.

Un ton populiste

Commence alors un minutieux travail du Mouvement de régénération nationale (Morena), le parti fondé par Obrador, afin de populariser la favorite du chef de l'Etat, trop urbaine jusque-là: son profil fin à la queue de cheval, reconnaissable entre mille, est exhibé de la banlieue à la ruralité. «Elle ne connaissait pas autant le peuple qu'Amlo, mais elle a parcouru des kilomètres pour mieux comprendre les Mexicains», assure Ruiz, pressentie pour être ministre. Ses affiches la montrent enlaçant son mentor, dont elle tente même d'imiter le ton populaire, parfois populiste.

Elle est attendue à la fois sur les sujets verts et progressistes: les écolos comptent sur son expérience au GIEC pour la lutte en faveur de l'environnement et les féministes espèrent que l'avortement, dépenalisé depuis un an, deviendra enfin légal. S'il y a cinq millions de pauvres en moins grâce aux aides sociales d'Amlo, elle peine à proposer un plan de lutte contre la violence des cartels qui fait 35 000 morts par an.

Claudia Sheinbaum promet de poser un «deuxième étage» sur la transformation sociale portée par l'actuel président. Les citoyens espèrent retrouver en elle la femme simple et disponible qui siégeait à la mairie de Mexico située sur la place centrale du Zocalo. Mais cette fois, c'est sur le trottoir voisin qu'elle devrait exercer. Au Palais présidentiel. © LIBÉRATION

Les jeunes passent à l'extrême droite

Tout alarmants qu'ils soient, ces chiffres ne signifient pas que la jeunesse est sur le point de basculer massivement à l'extrême droite. Mais comme le résume Pawel Zerka, «il serait inquiétant, et très ironique, que cette fois, l'orientation progressiste de l'Europe soit défendue non pas par les jeunes, mais contre eux». ©LIBÉRATION

Une biographie explicite le «génie universel» que fut le «père de la patrie» Guillaume Henri Dufour

Le général qui a façonné la Suisse

PASCAL FLEURY

Suisse moderne ► Les Helvètes ont une fâcheuse tendance à couper les têtes qui dépassent. Guillaume Henri Dufour (1787-1875), lui, est indéboulonnable! De son vivant déjà, ce fils d'horloger genevois collectionne les distinctions de prestige. Le Conseil fédéral nomme le plus haut sommet des Alpes suisses «pointe Dufour» en son honneur. Il croule sous les médailles, est fait grand-croix de la Légion d'honneur. A titre posthume, on lui érige en 1884 une statue équestre sur la place Neuve, à Genève. Son portrait est choisi comme effigie pour des timbres Pro Juventute et pour les billets de banque de 20 francs, en circulation jusqu'en 1980. Une vingtaine de rues portent son patronyme à travers le pays.

«Soldats! Il faut sortir de cette lutte non seulement victorieux, mais sans reproches»

Guillaume Henri Dufour

«Comment expliquer que Dufour, en tant que héros du XIX^e siècle, ait échappé jusqu'à présent aux coupeurs de têtes?» s'interroge l'historien Joseph Jung, dans une nouvelle biographie¹ richement illustrée de ce «père de la patrie». Comment ce Genevois, né à Constance dans l'archiduché d'Autriche, formé en France à l'Ecole polytechnique et à l'Ecole d'application de l'artillerie et du génie de Metz, puis engagé comme capitaine de génie dans la Grande Armée de Napoléon, a-t-il pu devenir «le plus Suisse des Suisses»? Eléments de réponse en trois points.

1 Le général unificateur du pays

Dans les livres d'histoire, Dufour, c'est d'abord le général qui a signé la victoire de la guerre du Sonderbund, en 1847. Assermenté par la Diète, il est appelé à dissoudre cette «alliance séparée» des cantons catholiques conservateurs (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG, FR, VS), constituée pour contrer les radicaux qui menacent leur souveraineté. Le conflit latent s'est polarisé en 1841, avec la suppression de couvents dans le canton d'Argovie, puis a explosé en 1844 avec la mise sur pied de deux expéditions de francs-tireurs contre Lucerne, sous le prétexte de l'engagement par la ville d'enseignants jésuites.

Alors que les deux camps veulent en découdre, le général Dufour, qui dispose de

100 000 hommes mais ne nourrit que peu de sympathie pour les radicaux, joue la modération. «Soldats! Il faut sortir de cette lutte non seulement victorieux, mais encore sans reproches. Je mets donc sous votre sauvegarde les enfants, les femmes, les vieillards et les ministres de la religion», note-t-il dans l'ordre du jour du 5 novembre 1847. Le conflit ne dure finalement qu'un mois et ne fait qu'une centaine de morts, Dufour ayant habilement négocié la capitulation des cantons catholiques. A Fribourg, un seul combat a lieu à la Redoute de Bertigny. Cette volonté de «pacification», ce «tact militaire» et cette «humanité» seront salués par la Diète et les belligérants. La préparation de la Constitution fédérale de 1848 en sera facilitée, permettant l'émergence de la Suisse moderne en tant qu'Etat fédéral.

2 L'ingénieur et cartographe novateur

Brillant, Dufour l'est aussi comme ingénieur et cartographe. S'il devient d'abord un maître dans l'art des fortifications en tant qu'officier français sur l'île de Corfou, c'est comme ingénieur cantonal à Genève qu'il se fait remarquer. Sa tâche est de planifier et de superviser les travaux de modernisation de la ville, en particulier au quai des Bergues, au Grand-Quai et à l'île aux Barques (île Rousseau). Pionnier des ponts suspendus, il voit cinq de ses projets se réaliser à Genève. En 1826, son projet de pont «sous-tendu» sur la Sarine, à Fribourg, avec un seul pilier de 50 mètres de haut, est écarté au profit du pont suspendu spectaculaire de Joseph Chaley, sans pylône médian.

Sa «carte Dufour», en revanche, fait l'unanimité dans le pays. Commencée au printemps de l'année 1833 et terminée à la fin de 1864, cette carte topographique de la Suisse au 1:100 000,



Portrait de Guillaume Henri Dufour, général en chef de l'armée fédérale, par Jean-Daniel Favas (1854). BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE/DR

en 25 planches, est basée pour la première fois sur des mesures géométriques précises. Avec cette carte, Dufour fournit un document clé à l'Etat fédéral en pleine création. L'atlas offre toujours aujourd'hui un intérêt historique, par exemple pour estimer le recul des glaciers.

3 L'homme politique et humaniste

Dufour est également un homme politique. Il multiplie les législatures au Grand Conseil genevois et siège au Conseil national puis aux Etats. Membre de nombreux comités, il est l'un des fondateurs de la Compagnie du chemin de fer de Lyon à Genève. A l'automne de sa vie, en 1863, il participe à la fondation et au développement du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au côté de Henry Dunant. Il préside l'assemblée du comité durant deux ans. «En tant qu'ancien militaire de haut rang, il a crédibilisé la démarche pacifique et contribué à rendre l'utopie possible», observe Marie Barbey-Chappuis, conseillère administrative de la ville de Genève, en ouverture de la biographie. Guillaume Henri Dufour s'est éteint à l'âge de 87 ans dans le domaine familial des Eaux-Vives, à Genève.

Pareil destin méritait assurément un statut d'exception. Dans la préface de l'ouvrage, la présidente de la Confédération Viola Amherd ne tarit pas d'éloges: «Le général a contribué de manière déterminante à la fondation de la Suisse moderne et à sa sécurité, parallèlement à ses autres activités. Il a façonné la Confédération moderne et instauré un esprit de compréhension nationale auquel nous nous référons encore de nos jours.»

Pour la cheffe du Département fédéral de la défense, Dufour peut être qualifié de «génie universel». «Ce qui ne l'a pas empêché de rester modeste, manifestant de l'empathie à l'égard de ses semblables», souligne-t-elle. C'est peut-être finalement cette fibre humaniste qui l'a rendu si populaire. Et qui lui a ouvert les portes du panthéon helvétique. 1

¹Joseph Jung (Ed.), *Unité, liberté, humanité – Guillaume Henri Dufour en tant que général, ingénieur, cartographe et homme politique*, avec les contributions de dix auteurs, Société d'études en matière d'histoire économique, vol. 16, 2024.

La forteresse des Alpes, de Dufour à Guisan

Expert en fortifications, Dufour misait déjà sur le contrôle des axes alpins pour dissuader l'ennemi.

Fin stratège, Guillaume Henri Dufour était un expert en fortifications, passionné des ouvrages de Vauban. Ses aptitudes en géométrie et mathématiques l'amènent, dès sa nomination en 1831 au poste de chef de l'état-major, à planifier et à construire des fortifications à Saint-Maurice, à Gondo/Simplon ou encore à Saint-Luzisteig. Son *Cours de tactique* (1840/1851) met le doigt sur l'importance d'un contrôle des axes alpins, pour «faire respecter la neutralité et défendre l'indépendance» de la Suisse. En 1841, il souligne aussi, dans un protocole pour le Conseil de guerre fédéral, que la construction de fortifications complémentaires sur ces axes contribuerait non seulement «à la défense efficace du pays», mais «plus

puissamment encore au maintien de sa neutralité par l'opinion que notre ferme résolution inspirerait à l'étranger».

Au printemps 1940, lorsque la France est envahie par l'Allemagne et que la Suisse se retrouve isolée, le général **Henri Guisan** (PHOTO KEYSTONE) décide d'appliquer cette stratégie. Il est conseillé par le colonel Oscar Germann, qui propose que «le gros de l'armée se replie dans les Préalpes pour défendre le cœur du pays à la manière d'une forteresse (...) même s'il n'y avait plus rien à sauver que l'honneur de la Suisse». Cette «politique du réduit» devait permettre d'assurer le contrôle des passages alpestres mais aussi de signifier, à l'intention de l'ennemi potentiel, «la volonté de

résister, de demeurer libre et indépendant, quel qu'en fût le prix», expliquait feu l'historien Willi Gautschi.

Le réduit impliqua la construction de forts et fortins pour un milliard de francs de l'époque. Sévèrement critiqué, mais réellement «dissuasif» selon les propos de plusieurs stratèges allemands cités par l'historien Jean-Jacques Langendorf dans *Le général Guisan et le peuple suisse* (Ed. Cabédita, 2008/2024), il a en tout cas contribué à remonter le moral des troupes et de la population. Cet «esprit de résistance», la Suisse le doit toutefois surtout au charisme extraordinaire du Vaudois, ce «héros national» et «père de la patrie» comme Dufour, dont on fête en 2024 les 150 ans de la naissance. **PFY**



HISTOIRE VIVANTE

RTS LA 1ÈRE

Radio: Lu-Ve: 13h30 Années folles (suite) TV: JO: Plus vite, plus haut, plus fort Di: 20h55 Lu: 22h45

Voir le documentaire dès maintenant

+

RTS

histoirevivante.ch

Alors que la plupart de ses voisins sont derrière Israël, la Slovénie soutient la Palestine. Au nom de l’héritage yougoslave, du droit à l’autodétermination des peuples et de la paix

La Slovénie au côté de la Palestine

SIMON RICO

Proche-orient ► «Après une série de consultations au cours des derniers jours, j’ai décidé d’inscrire à l’ordre du jour de la réunion du gouvernement de jeudi [30 mai 2024] la décision de transmettre la reconnaissance de la Palestine à l’Assemblée nationale.» C’est depuis Alger, où il était en visite officielle en début de semaine, que le premier ministre slovène, Robert Golob, a fait cette déclaration solennelle.

Un peu plus tôt, le 9 mai, son gouvernement avait engagé la procédure visant à reconnaître la souveraineté palestinienne. «Un pas décisif et irréversible», soulignait sur X Tanja Fajon, la ministre des Affaires étrangères, en invoquant un «devoir moral». La décision a été saluée par une majorité de Slovènes: selon un sondage beaucoup cité, près de 60% d’entre eux la soutiennent et à peine 20% s’y opposent.

Alors que les étudiant·es ont vite levé leur blocage de l’université de Ljubljana, la capitale, après cette annonce, ce puissant engouement pour la cause palestinienne se remarque aussi dans la sphère publique. Il y est porté par de prestigieuses personnalités, du fameux philosophe Slavoj Žižek, connu pour son positionnement très à gauche, à la cuisinière Ana Roš, couronnée «meilleure chef du monde» en 2017.

Défendre le cessez-le-feu Officiellement, cette décision de Ljubljana vise à servir de moyen de pression pour obtenir un cessez-le-feu et mettre un terme aux bombardements israéliens qui ravagent Gaza depuis le 7 octobre. «Les horreurs que nous voyons tous les jours à Gaza sont inadmissibles et doivent cesser», a récemment déclaré le premier ministre



La Slovénie est attachée au droit à l'autodétermination qu'elle a acquise de haute lutte, comme en témoigne les débats au parlement. KEYSTONE

slovène avant de demander à Israël «d’utiliser la table des négociations».

Depuis le 1^{er} janvier, la Slovénie est membre non permanent du Conseil de sécurité de l’ONU pour une durée de deux ans, une tribune dont le petit pays se sert activement pour faire entendre une voix alternative, notamment en soutien à la Palestine. «Pour les petits pays comme la Slovénie, il est vital, sur le plan de la politique étrangère, que le droit international, qui protège les petits Etats de la loi de la jungle ou de la toute-puissance des grands, soit respecté parmi la communauté internationale», analyse Primož Šterbenec, chercheur en sciences politiques de l’université de Primorska.

A Alger, Robert Golob a encore insisté sur la responsabi-

La Slovénie continue de cultiver l’héritage du mouvement des non-alignés.

té de son pays pour «parvenir à une paix durable au Proche-Orient». Le choix de l’Algérie pour son annonce officielle de la prochaine reconnaissance d’un Etat palestinien n’est sans doute pas anodin: c’est un membre actif du groupe des Etats du Mouvement des non-alignés, cette organisation

née durant la Guerre froide, dont Ljubljana a fait partie jusqu’en 2004, moment où elle a intégré l’Otan et l’Union européenne. Deux décennies plus tard, la Slovénie continue de cultiver cet héritage et mène une diplomatie multilatérale inspirée par celle de la Yougoslavie socialiste, dont elle fut l’une des six républiques.

Dans les pas de la Yougoslavie socialiste «La Yougoslavie entretenait des liens étroits avec le monde arabe, y compris la Palestine», rappelle Nada Pretnar, l’une des meneuses du Mouvement pour les droits des Palestiniens. Cette organisation citoyenne locale multiplie les actions en faveur de Gaza et fait pression sur le gouvernement slovène.

«De nombreux Palestiniens sont venus chez nous pour leurs études. La solidarité slovène pour la Palestine remonte sûrement à cette époque. »

Le maréchal Tito s’était vite rapproché du jeune Yasser Arafat, qui l’avait un jour qualifié de «meilleur ami des Arabes». La première rencontre entre les deux hommes eut lieu en 1969 à Alger et le futur président de l’Autorité palestinienne est ensuite venu presque tous les ans en Yougoslavie, jusqu’à son implosion.

La Yougoslavie, dont les différents territoires fédérés avaient longtemps été sous la coupe impériale des Habsbourg et des Ottomans, était en outre l’un des principaux promoteurs du droit à l’autodétermination des peuples. Pour la Slovénie, qui a

acquis de haute lutte son indépendance en 1991, en évitant un bain de sang contrairement à ses voisins, il s’agit toujours d’un principe très important à défendre. On avait notamment pu le constater en 2017, avec le fort soutien apporté à la Catalogne lors du mouvement pro-indépendance porté par Carles Puigdemont.

Au sein de l’actuelle majorité, tant au parlement qu’au gouvernement, ce sont les partenaires juniors du centriste Robert Golob, les sociaux-démocrates et Levica (gauche radicale), qui ont poussé le plus pour une reconnaissance immédiate de la Palestine. On dit que le premier ministre aurait préféré de son côté attendre que soient passées les élections européennes du 9 juin, pour ne pas interférer avec la campagne électorale en cours.

En revanche, la droite slovène, profondément anticommuniste, ne cache pas son penchant pro-Israël. Un positionnement que partagent aujourd’hui presque tous les pays d’Europe centrale et orientale, où le soutien à la cause palestinienne reste associée négativement au Bloc de l’Est. Durant la Guerre froide, les Etats-Unis soutenant l’Etat hébreu, l’URSS et ses satellites avaient fini par prendre un parti panarabe. Depuis plusieurs années, des *spin doctors* néoconservateurs israéliens œuvrent dans l’ombre pour conseiller certains dirigeants, en Serbie, en Hongrie et en Roumanie notamment.

Au parlement slovène, une majorité simple suffirait pour que le décret du gouvernement Golob reconnaissant la Palestine soit ratifié. Vu que la majorité actuelle détient 51 sièges sur 90, ce vote devrait être une formalité. Maintenant que le processus est enclenché, ne reste plus qu’à fixer la date de cette session. Ce devrait être annoncé très bientôt. I

Milei sommé de distribuer l’aide alimentaire

Argentine ► Un juge argentin a ordonné lundi au gouvernement argentin de procéder «immédiatement» à la distribution auprès des pauvres des tonnes de denrées alimentaires en sa possession mais retenues depuis décembre.

Sa décision s’inscrit dans le cadre d’une procédure judiciaire engagée en février par des organisations sociales à la suite de l’interruption, peu après l’arrivée au pouvoir en décembre du président, Javier Milei, de l’approvisionnement en denrées alimentaires de leurs soupes populaires.

Le gouvernement avait justifié cette interruption par la mise en œuvre d’un audit des organisations sociales à l’origine de soupes populaires. Récemment, lors d’une présentation devant le parlement, le gouvernement avait affirmé que l’audit avait montré que près de 50% des soupes populaires n’existaient pas.

Lors d’une conférence de presse, le porte-parole de la présidence a annoncé que le gouvernement allait faire appel de la

décision, expliquant qu’il s’agissait de «réserves» destinées aux «urgences» ou aux situations de «catastrophe».

Selon les organisations sociales, il existe quelque 45 000 soupes populaires dans le pays, mais un nombre indéterminé d’entre elles ont cessé de fonctionner lorsque l’approvisionnement qu’elles recevaient de l’Etat a été interrompu, tandis que d’autres fonctionnent grâce à des dons privés.

L’Eglise catholique argentine a demandé dimanche au gouvernement de livrer «rapidement» les stocks d’aide alimentaire en sa possession.

«Nous avons appris qu’il existe deux entrepôts d’aliments au sein du ministère [du capital humain] qui disposent de cinq millions de kilogrammes d’aliments stockés. (...) En période d’urgence alimentaire cela devrait nous inciter à réfléchir. Ils doivent être livrés rapidement», a indiqué le président de la conférence épiscopale argentine, Oscar Ojea, dans un message enregistré diffusé par l’épiscopat. **ATS**

Le charbon de Glencore pour Israël dénoncé

Industrie extractive ► C’est une tradition: chaque année, à Zoug, des activistes du monde entier perturbent l’assemblée générale de la multinationale suisse Glencore. Le géant minier est régulièrement accusé de violations des droits humains et de crimes climatiques (lire notre édition du 1^{er} juin 2023). Ce 29 mai, une partie des délégués de la société civile qui ont manifesté devant le lieu où se réunissaient les actionnaires ont mis en lumière les exportations de charbon de Glencore vers Israël depuis la Colombie. Plusieurs organisations ont accusé Glencore «d’alimenter la guerre génocidaire d’Israël contre les Palestiniens» et appellent au boycott «énergétique» d’Israël.

«Glencore a fourni à Israël plus d’un demi-million de tonnes de charbon colombien au cours des sept derniers mois. Ce qui équivaut

à près de 50 millions de dollars de revenus gagnés en alimentant le réseau électrique israélien, réseau qui fournit les infrastructures civiles et militaires.

«Le charbon exporté par Glencore permet à Israël de commettre des crimes contre l’humanité à Gaza», accusent dans un communiqué une vingtaine d’organisations très diverses, dont Palestine Institute for public diplomacy, l’organisation autochtone colombienne ONIC, Debt for Climate Switzerland, Breakfree et Solidarité Vaud. Près de 65 % du charbon importé par Israël provient de Colombie, assurent ces collectifs.

Le charbon colombien exporté vers Israël viendrait principalement de la mine El Cerrejón, connue pour avoir entraîné le déplacement dans la violence des populations autochtones locales. Un membre du peuple

Yukpa a pris la parole devant le lieu de l’assemblée générale, rapportent les organisations: «Ils nous ont chassés de nos territoires ancestraux, ont détourné les rivières, ont pollué la terre et l’air que nous respirons. Près de 40 enfants meurent chaque année à cause de ces mines à ciel ouvert. De l’autre côté de la chaîne, en Palestine, le même charbon qui nous tue sert à alimenter les infrastructures militaires qui perpétuent le génocide et les colonies établies en violation du droit international.»

Les activistes ont aussi écrit au président colombien de gauche, Gustavo Petro, pour lui demander de bannir ces exportations. Le 1^{er} mai, la Colombie avait rompu ses relations diplomatiques avec Israël et annoncé la suspension du commerce des armes avec ce pays.

CHRISTOPHE KOESSLER

Tribune des sections Genève-La Côte, Vaud Médias et Télécom de

n° 2 - 2024 mai

syndicom

le syndicat des médias et de la communication



pour assurer un contact essentiel avec les membres et leur garantir autrement un espace d'expression

Attaque de la loi genevoise sur l'accueil préscolaire

NON à la modification de la loi
pas de crèches au rabais !

Depuis plus de 30 ans, le monde de la petite enfance se mobilise pour faire reconnaître son professionnalisme tant auprès des enfants que de leurs familles.

Non il ne suffit pas d'aimer les enfants pour les accueillir en collectivité, accompagner 4 bébés de moins d'un an, seule, ou plutôt 8 à deux (imaginez une minute), demande véritablement du professionnalisme, de l'écoute, une observation fine des besoins de chacun.

Il s'agit d'une attaque sur les conditions de travail d'un personnel essentiellement féminin qui dégradera les conditions d'accueil des enfants.

L'éducation de la petite enfance, que cette modification légale veut mettre à terre en supprimant l'obligation de respecter les usages, ne favorisera pas la création de place d'accueil supplémentaire et n'aura aucune influence sur une baisse des tarifs.

NON à la détérioration des conditions de travail

Ce secteur est protégé par des usages professionnels qui fixent les conditions de travail minimales (salaires, vacances, formations, etc.) Les usages sont un garde-fou indispensable qui garantit que l'ensemble du personnel bénéficie de conditions de travail correctes en dessous desquelles il n'est pas possible de descendre.

Encore trop peu d'institutions sont municipalisées, la grande majorité dans le canton de Genève fonctionne en associations ou fondations subventionnées, ce personnel bénéficie alors d'une convention collective de travail. Pour le reste des institutions privées, les usages sont essentiels. Rappelons que la petite enfance est de la responsabilité des communes.

Pas de places d'accueil supplémentaires

Cette mesure limitera même de nouvelles ouvertures de crèche par manque de personnel qualifié. Ce qui est déjà le cas, puisqu'une pénurie importante de personnel diplômé et qualifié est constatée. Il est

absurde de vouloir encore dévaloriser ces professions. Pour garantir la qualité de l'accueil, les enfants et leurs parents ont droit à du personnel formé et correctement rémunéré.

L'application du salaire minimum légal (24.32frs/h à Genève) ne permettra pas de rendre ces professions attractives et d'avoir du personnel qualifié à même de répondre aux défis pédagogiques actuels pour tous les enfants.

Un mauvais calcul

Les crèches privées, dont la tarification n'est pas réglementée, pratiquent des prix très élevés, inaccessibles à la plupart des familles du canton. Elles ne diminueront pas leurs tarifs pour autant et cette mesure ne créera pas de nouvelles places d'accueil. C'est un très mauvais calcul, la solution passe au contraire par un investissement plus important des collectivités publiques pour créer de nouvelles places et permettre ainsi aux parents de se maintenir en emploi.

Les crèches subventionnées ou municipales appliquent un tarif proportionnel au revenu afin d'être accessibles à toutes les familles.

NON à la sous-enchère, après les crèches à qui le tour ?

Pour la première fois, le Grand Conseil ose s'attaquer à un mécanisme de régulation du marché du travail en autorisant quelques entreprises privées à s'affranchir des règles qui s'appliquent à d'autres.

Cette « autorisation de sous-enchère » constituerait un dangereux précédent pour l'ensemble de l'économie, à laquelle il faut impérativement s'opposer.

Un signe fort

Le Tribunal fédéral vient de condamner la société TopUP qui contestait son obligation de payer ses employés aussi bien que ceux des entités subventionnées.

La justice pénale et administrative l'avait déjà dit en février, les crèches privées TopUP avaient tort de ne pas respecter les usages en vigueur. Les juges ont considéré qu'il existe des intérêts publics évidents à faire respecter les usages, c'est-à-dire à garantir la protection des conditions salariales et des prestations sociales des travailleur-euse-s du secteur de la petite enfance.

En effet, cette pratique concourt à assurer la qualité de l'encadrement des enfants accueillis.

Martine Saillant
Educatrice de la petite enfance retraitée SSP

STOP à l'augmentation des primes maladie !

Préparée par la droite majoritaire du Conseil fédéral et des Chambres fédérales, la LAMAL a été introduite, le 1^{er} janvier 1996, par la socialiste Ruth Dreifuss qui a hérité du projet en 1993 en reprenant le département de l'intérieur après son élection.

Confié aux assurances maladies privées et fondé sur une prime par tête indépendante des revenus, **le système va rapidement montrer ses limites et les primes augmenter sans contrôle.**

Le mécontentement des assurés s'affiche très vite et l'initiative fédérale :

« Pour une caisse maladie unique » est déjà soumise au peuple, mais refusée, en 2007.

Une nouvelle initiative :

« Pour une caisse publique d'assurance maladie unique et sociale » lui succédait en 2014, elle aussi refusée.

Les deux initiatives, assez proches, demandaient un système plus social, aux mains de la Confédération avec des primes en fonction du revenu.

Lors de ces deux votations, le NON du Conseil fédéral et du parlement bénéficiait du large soutien des assurances maladies, des pharmas et du monde médical, auxquels il faut ajouter aujourd'hui les grands groupes hospitaliers. Ce sont eux qui « font » la politique de santé en Suisse, le rôle du Conseil fédéral se résumant à annoncer les hausses de primes d'année en année.

Dans ces conditions, l'initiative du PS propose de fixer à un maximum de 10% du revenu la charge que doit représenter la prime d'assurance, et ceci sans se préoccuper des moyens pour y parvenir.

Autrement dit, l'initiative transmet les exigences des assurés, charge aux élus de trouver com-

ment les satisfaire. Elle ne mentionne donc pas comment sera calculé le revenu disponible ni sur la base de quelle prime les calculs seront effectués. Par contre, elle fixe dans le texte que la Confédération devra supporter les deux tiers des frais occasionnés par l'allègement des primes. Il s'agit là d'éviter que l'entier des coûts supplémentaires soit assumé par les cantons.

10% ! Elle n'est même pas très gourmande l'initiative. En effet, en 1994, le message du Conseil fédéral en vue de l'introduction de la LAMAL, indiquait que le montant prévu d'une prime serait fixé à 8% du revenu.

Cette initiative intervient en plein emballement des primes : augmentation moyenne en Suisse de 8,7% pour 2024¹⁾, et tout laisse à penser que ce n'est qu'un début. Elle arrive donc à un bon moment, pour autant qu'elle soit acceptée et que son entrée en vigueur soit rapide. Rien n'est moins sûr car, à ma connaissance, et contrairement à l'initiative pour une 13^e rente AVS, il n'est pas fait mention d'un délai d'introduction en cas d'acceptation de l'initiative.

Domage !

Il est clair que cette initiative n'est pas la solution du problème, seulement un moyen pour combattre les conséquences de l'explosion des primes maladie.

Elle sera vraisemblablement acceptée en Suisse romande, où les primes sont en général les plus élevées, mais il n'en sera peut-être pas de même pour la Suisse alémanique.

Pourtant, le plus difficile sera de réunir une majorité de cantons, car ils sont assez nombreux, ceux d'outre-Sarine à payer des primes bien plus basses que chez nous. Dans tous les cas, il faudra se battre.

Sans surprise, le Conseil fédéral et le Parlement nous demandent de voter NON. Et, comme toujours, parce que ça va coûter trop cher...

Et pour essayer de faire un peu plus sérieux, ils motivent leur opposition au fait que l'initiative ne s'attaque pas à la source du problème car elle n'a pas d'effet sur l'augmentation des coûts. Merci ! Ça on le savait.

Comme on l'a vu, ce n'est pas le but de l'initiative. Mais, en plus, le Conseil fédéral brandit un « contre-projet indirect » qu'il prétend aller dans le même sens que l'initiative.

Brièvement, il faut savoir qu'un « contre-projet indirect » est une loi élaborée par le Conseil fédéral et les Chambres, loi au sujet de laquelle on ne vote donc pas et qui entre en vigueur automatiquement si l'initiative est rejetée.

En fait, cette loi ne ferait que donner des obligations aux cantons et qu'à leur « refile » la prise en charge des coût supplémentaires.

Parce que je suis persuadé que le système de la prime unique est un système injuste auquel il faut mettre un frein,

parce que je pense qu'il est possible de réduire les coûts de la santé sans diminuer les prestations et aussi,

parce que je sais que la Suisse en a les moyens financiers, je vous invite à voter et faire

voter OUI le 9 juin 2024 à l'initiative populaire :

« Maximum 10% du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes) ».

Jean-Jacques Maillard

¹⁾ La moyenne ne dit pas tout. Pour moi, l'augmentation annoncée pour 2024 était de 19,5%... J'ai donc changé d'assureur, pour la 4^e fois depuis 2010. Je sais que les changements d'assurance occasionnent des coûts, mais c'est un des moyens qui permettent de faire face à l'augmentation inconsiderée des primes. Ainsi, j'utilise toutes les possibilités du système : médecin de premier recours, HMO, changement de caisse, afin de payer le moins possible. Et pourtant, depuis 2010, ma prime a quand même passé de 339.80 à 557.35 francs, soit une augmentation de 64% en 15 ans.

Procès verbal du 7 mars 2024 de l'

Assemblée générale du groupement et amicale des retraités Poste, Télécom et Médias syndicom Genève



Michel Verdon, Daniel Guardat, Eric Schwapp, Patrick Métraux

Ouverture et salutations

En ouverture de cette assemblée, le président Daniel Guardat souhaite une cordiale bienvenue à tous, sans omettre d'évoquer l'historique victoire du 3 mars dernier. L'obtention de cette 13^e rente est applaudie par l'assemblée.

Il salue spécialement la présence d'Eric Voruz, orateur du jour et représentant le groupement Vaud Poste, d'André Burgy et Gaby Morand de Fribourg Poste et Télécom, de Michel Guillot SR et d'Ahmed Dakoumi président de la section Genève-La Côte. L'Arc jurassien est excusé.

Election des scrutateurs

Bernard Courtois, Willy Walther et André Clemenz acceptent cette charge.

Lecture du PV de l'AG du 15 mars 2023.

Ce PV rédigé par Michel Verdon est accepté sans modification.

Rapport du président

Avant de présenter son rapport, le président demande un instant de silence en hommage aux collègues disparus en 2023.

Nommé président par l'AG de 2023, Daniel Guardat s'est tout de suite investi pour la bonne marche du groupement en respectant et appliquant les devoirs imposés par les statuts.

Grâce à Pierre-Yves Maillard, le bouillant autant que brillant et courageux président de l'USS, l'année 2023 a été placée sous le signe des syndicats. Plusieurs évènements ont été organisés par les instances syndicales ou autres entités représentant les retraités. Des manifestations en faveur du pouvoir d'achat, d'une 13^e rente AVS et des 75 ans de la création de l'AVS ont été organisées à Berne.

Encouragés et renseignés par Thomas Burger président des retraités suisses de syndicom, le président et Michel Verdon ont également participé à plusieurs assemblées, lesquelles ont été très enrichissantes.

Daniel est reconnaissant envers toutes les personnes qui ont participé à ces manifestations. Grâce à vous tous nous avons gagné cet important combat. Quel grand pied de nez aux ex-conseillers fédéraux qui ont appelé à voter contre la 13^e rente et quelle baffé à cette droite arrogante et nantie qui se moque des plus faibles.

Sur le plan cantonal, le peuple genevois a évincé l'extrême gauche du parlement au profit d'une droite rassemblée. Au National et aux Etats, la droite a conforté sa délégation au détriment des verts.

Daniel fait l'impasse sur la politique internationale déjà très médiatisée. Un regret, que sont devenus les Blum, les Mendès France, les Edgard

Faure, sans parler du Général de Gaulle. Il dénonce toutefois la position de la Suisse dans le conflit entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

En rappelant le terrible ouragan qui a dévasté la Chaud-de-Fonds en juillet dernier, Daniel se demande encore pourquoi la Chaîne du Bonheur a complètement ignoré cette catastrophe nationale.

Une dernière allusion aux aléas de nos différentes équipes et sportifs suisses et une description primaire des cyanobactéries, et le président termine son rapport en disant encore une fois merci à tous les membres du groupement, participant plus ou moins assidument à nos activités et combien il a éprouvé de plaisir à être parmi nous.

Un dernier merci à la Section, à son président Ahmed Dakoumi et au SR Michel Guillot pour avoir su entretenir une bonne ambiance.

Rapport du trésorier

Le trésorier Eric Schwapp constate une diminution de 16 membres en 2023.

Les cotisations des membres syndiqués se sont élevées à 19'602.-frs. Sur ce montant 4'790.80frs ont été rétrocédés à la section. Les membres de l'Amicale ont cotisé pour 600.-frs.

Le bénéfice est de 156.40frs. Le patrimoine s'élève à 35'689.87frs mais ne rapporte aucun intérêt

Il termine son rapport en souhaitant toujours plus de participation à nos différentes activités en 2024.

Rapport des vérificateurs

Au nom des vérificateurs, Roland Verdon remercie le trésorier pour la très bonne tenue des comptes 2023 et demande à l'assemblée de les approuver.

Sorties pédestres

Patrick Métraux est satisfait de sa première année comme responsable des courses pédestres. Il est content de la participation des membres aux six courses organisées dans l'année. Il constate que les prix dans la restauration ont augmenté et qu'il est difficile de négocier des réductions.

La première course 2024 aura lieu dans les environs de Jussy. Il remercie ses deux acolytes André Clemenz et Daniel Guardat pour leur précieuse collaboration.

Approbations des différents rapports

Tous ces rapports sont acceptés par acclamation.

Elections du comité, du président, du trésorier, du secrétaire, des vérificateurs des comptes

Michel Meylan présente brièvement les membres qui se présentent au comité 2024 :

Daniel Guardat président
Michel Meylan Vice-président
Eric Schwapp trésorier
Michel Verdon secrétaire
Patrick Métraux sorties pédestre
Bertrand Fumeaux représentant au comité de section

Andrée Caruso et Marie-Jo Burnier visites aux malades.

Ce comité est élu à l'unanimité ainsi que les vérificateurs des comptes :

Jean-Claude Schärer, Cathy Degli Espositi Venturi et Nicole Blanc.

Un cadeau est remis à Antonio Fisco qui ne fait plus partie du comité.

Approbation des nouveaux statuts du groupement

Les membres ont reçu ces statuts avec la convocation à l'AG, ils sont acceptés à l'unanimité.

Exposé d'Eric Voruz

Avant de passer la parole à Eric Voruz, Daniel Guardat énonce son impressionnant parcours professionnel et politique. Eric ne peut commencer son exposé sans revenir sur la l'historique victoire des syndicats et de la Gauche pour une 13^e rente AVS. Dans ce pays, il y a encore beaucoup de précarité encore accentuée par la présente inflation. L'AVS devait impérativement être renforcée.

Les partis de droite et la jeunesse dorée du PLR ont été punis par leur arrogance et leur médiocrité. Les anciens Conseillers Fédéraux qui ont incité à refuser cette 13^e rente ont touché une augmentation de 3'000 frs par mois. Leur rente est de 23'000 frs actuellement. Le Parlement a diminué les rentes de veuves sauf pour les membres de la Confédération. Le droit du bail a également été démantelé.

En 2024 d'importantes votations seront soumises au peuple :

- maximum de 10% du revenu pour les cotisations des caisses maladie ;
- référendum contre la révision de la LPP.

Les syndicats et les partis de gauche devront proposer un front uni contre les velléités de la droite d'affaiblir les assurances sociales.

Parole aux invités

André Burgy nous apporte les salutations de son groupement et fait un résumé des diverses activités effectuées durant l'année et qui ont permis de renforcer l'amitié entre les membres.

Accaparé par ses obligations professionnelles, Ahmed Dakoumi a juste le temps de nous apporter les salutations de la Section et nous invite à continuer la lutte.

Michel Guillot SR adresse un grand bravo à tous les membres actifs et retraités qui ont investi beaucoup de temps pour distribuer près de 4500 flyers pour la 13^e rente AVS. Ces efforts ont été récompensés par l'historique victoire du 3 mars. Un merci particulier à Daniel Guardat pour sa contribution.

Plus de deux ans ont été nécessaires pour conclure une CCT pour l'ensemble du secteur de la distribution (DPD-DHL-Planzer-Fedex). Faire signer les sous-traitants est l'objectif à atteindre pour 2024.

Les négociations salariales et le renouvellement de la CCT sont difficiles. La Poste voudrait augmenter le temps de travail hebdomadaire de 42 à 44h et supprimer le paiement des pauses.

Quatorze rondes de négociations ont été nécessaires pour renouveler la CCT de Swisscom. Des améliorations ont été obtenues.

A Cablex, les négociations sont toujours en cours et s'annoncent ardues.

Deux nouvelles secrétaires régionales Mathilde Matras et Joëlle Racine ont été nommées à Médias. Vu le nombre de restructurations et de licenciements collectifs dans la branche, elles seront mises à forte contribution.

Michel souligne encore l'importance des prochaines votations fédérales et termine son exposé en nous invitant à participer à l'AG de la section avec la présence de Pierre-Yves Maillard président de l'USS.

Propositions individuelles et divers

Jean-Jacques Lude présente la prochaine et sa dernière sortie du 29 mai. Escapade qui nous permettra de visiter le Musée Gruérien, repas à l'auberge de la Loue, puis monter au Moléson.

Le groupement a écrit au Comité Directeur concernant un article de Michel Meylan qui n'a pas été publié dans le bulletin des Retraités.

La communication avec les membres doit être améliorée.

Le président Daniel Guardat lève la séance à 11h10.

Michel Verdon

Mon parcours syndical



Photographie Demir Sömnez

Je vais fêter mes 35 ans de travail au Réseau Postal de la Poste suisse.

Mon engagement syndical a commencé il y a environ 25 ans, car j'avais à cœur de défendre nos acquis, malgré notre très bonne CCT.

J'ai vite compris qu'il ne suffisait pas de payer sa cotisation au syndicat, mais de s'impliquer selon ses possibilités. Je me suis donc engagée à différents niveaux :

- membre du comité du domaine Réseau Postal de la section et national
- membre du comité de la section
- déléguée branche logistique et congrès
- trésorière de la section
- présidente de la section
- membre du comité logistique.

Je me suis très souvent retrouvée comme seule femme présente. Néanmoins, je garde un excellent souvenir de nos réunions. Un des moments forts de ma présidence a été celui de la fusion du Syndicat de la Communication avec syndicom. Je suis fière que notre comité ait réussi à relever ce défi.

Parallèlement, j'ai essayé d'être irréprochable sur ma place de travail, afin d'être le plus crédible possible. Mon métier au guichet a beaucoup changé. Les collègues ont toujours su s'adapter malgré les divers qualificatifs. Nous avons une pression énorme : objectifs de vente, productivité, rentabilité... Je suis triste car certains de nos collègues souffrent sur leur place de travail. Vous qui êtes présents, dites-leur qu'ils ne sont pas seuls, syndiquez-les.

Le Réseau Postal a connu beaucoup de turbulences ces dernières années, et heureusement que syndicom est toujours à nos côtés. Je préfère penser aux luttes à venir plutôt qu'à celles passées.

Le personnel du Réseau ne veut pas que les solutions de services en ligne, soient les seules à vous être proposées. Nous sommes essentiels pour la population. Nous sommes différents, nous sommes pluriels, La Poste suisse doit apporter des solutions plurielles.

Je pense que si vous êtes présents aujourd'hui, c'est parce que vous êtes convaincus par la force du collectif. Vous, moi, nous tous, avons le pouvoir de changer les choses.

Je me retire du comité logistique pour relever un autre défi, celui d'aider mes parents à vivre sereinement leur quatrième vie.

Un immense merci à vous tous qui m'avez soutenu. Vous avez aussi supporté ma détermination et mon impatience à toujours vouloir aller plus vite. Je resterai à vos côtés pour vous soutenir ponctuellement.

Encore merci à tous !!!

Odile Gainon



Assemblée générale de la section syndicom Genève-La Côte du 23 mars 2024

Mes félicitations à la Section et à son comité d’avoir invité Pierre-Yves Maillard, président de l’Union syndicale suisse (USS) à leur assemblée générale annuelle,



De gauche à droite : Michel Guillot, Ahmed Saidi, Sandra Mayor, Bertrand Fumeaux, Patrick Simon, Daniel Guardat, Antonio Fisco, Pierre-Yves Maillard, Serge Ryser, Julien Worrell, Ahmed Dakoumi, Victor Narciso, Alan Azouz, Odile Gainon, Jérôme Degli Esposti Venturi, Joëlle Racine.

et d’avoir consenti à changer son ordre du jour afin de permettre à leur hôte de nous quitter dès la fin de son intervention. Pierre-Yves, tenant à assister à la fin du match de hockey de son fils. La démonstration qu’on peut être à la fois un grand Homme d’État et vivre comme le peuple.

Après avoir tracé l’historique de la création puis de l’évolution de l’AVS au fil des ans en dénonçant les chiffres du nombre des cotisants à l’AVS que la droite n’a cessé de brandir pendant la campagne pour la 13^e rente en restaurant la vérité.

A savoir qu’en 1948, 80% des femmes ne cotisaient pas à l’AVS. Les femmes à cette époque travaillaient aux tâches ménagères et à l’éducation des enfants. Tâches pour lesquelles, elles n’étaient pas rémunérées. Et de ce fait ne cotisaient pas à l’AVS.

La droite confond le nombre d’adultes avec le nombre de cotisants. Ce nombre n’a pas beaucoup changé aujourd’hui.

Mais, je ne vais pas refaire la dernière campagne, juste savourer une fois encore la victoire et crier une dernière fois :

ON A GAGNE !

Je ne vais pas faire ici le PV de l’assemblée, le comité a pour cela en son sein un excellent élément à sa disposition en la personne d’Alan Azouz.

Après avoir été ovationné par l’assemblée, celle-ci a repris son cours. Une très longue assemblée, mais très intéressante et surtout qui a eu le mérite de recevoir Pierre-Yves Maillard, président de l’USS, notre désormais héros national.

La salle était comble, et parmi cette belle assemblée, beaucoup de retraités que je tiens à remercier de leur présence qui m’a rendu très fier en tant que président du Groupement des retraités.

Bien sûr, la prestation de Pierre-Yves Maillard a été éblouissante. Son attitude naturelle et simple envers les gens, toujours faite de chaleur humaine et de simplicité est appréciée par tous.

Notre désormais héros national a le don de développer un discours clair, concis et précis, et de répondre aux questions du public sans avoir à consulter quelque fiche que ce soit. Tout dans la tête ! Quelle chance d’avoir une telle personnalité à la tête de l’USS.

J’appelle les mêmes personnes qui l’ont plébiscité en votant pour la 13^e rente AVS, à le suivre avec la même ferveur et la même volonté de gagner **les deux prochains combats qui nous attendent : à savoir le plafonnement à 10% de nos revenus des primes de caisse maladie, et un peu plus tard contre la révision de la LPP.**

Je sens mon entourage immédiat et le public prêt à mener ces combats ô combien importants à la victoire. Pour ma part, j’y suis prêt.

Pour en venir au déroulement de l’assemblée, générale, il n’a pas été commode pour le président de com-

poser en l’absence du trésorier de la Section, incompréhensiblement inatteignable depuis plusieurs jours. Absence d’autant plus inquiétante que ce collègue n’a pas pour habitude de manquer quelque réunion que ce soit. Encore moins une assemblée générale.

Hélas, nous n’avons appris que plus tard que ce collègue très apprécié de la Section était décédé. Quel coup de tonnerre ! Quelle tristesse ! Permettez-moi, au nom du Groupement des retraités, moi qui ne le connaissais que très peu, de présenter nos sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Mais, l’assemblée dans l’ignorance de cette tragédie s’est vue dans l’obligation de reprendre son cours. Heureusement, le S.R. Michel Guillot avec son talent habituel a pallié les absences des deux membres incompréhensiblement absents ce jour-là.

Le compte-rendu des comptes de l’année précédente a fait l’objet de longues discussions qui ont finalement abouti à quelques décisions nouvelles dans le contrôle financier de la section. Notamment en désignant deux nouveaux vérificateurs des comptes.

Je tiens à relever ici le courage du président Ahmed Dakoumi, du secrétaire régional Michel Guillot, et de son comité à gérer une situation très difficile.

Tout s’est terminé comme chez Astérix, autour d’un excellent repas. Pourtant, un voile planait sur l’assistance.

Daniel Guerdat
Président du Groupement des retraités
Poste, Télécom et Médias,
syndicom Genève-La Côte

Les mille raisons de rejoindre la mobilisation féministe de juin

La date du 14 juin approche et comme chaque année, cette journée nous donne l’occasion de revenir sur des revendications qui malheureusement se répètent au même titre que notre colère continue de brûler. Si certaines modalités peuvent évoluer, les inégalités subies par les femmes* dans le monde du travail restent concrètes.

syndicom défend au quotidien les droits de ses membres dans les trois secteurs qui composent l’organisation. Si les emplois sont différents, le constat est souvent similaire et nous pouvons donc définir qu’il s’agit d’un système qui s’autoalimente et dont les fondations sont solides malgré nos prises de paroles et nos actions.

Cela ne doit pas nous empêcher de continuer le travail syndical, de continuer de parler, d’agir et de nous battre. Si la manifestation est un rituel annuel, c’est tout au long de l’année que nous constatons les défis et tentons tant que possible de rendre audible l’immense travail de déconstruction à accomplir.

Dans le secteur des médias et de la librairie où les employeurs annoncent une crise de durée indéterminée, les attaques patronales épousent et confortent la fracture de genre qui divise la société suisse. La vulnérabilité du personnel féminin ou des minorités de genre est bien présente dans ce secteur. Les personnes jeunes sont particulièrement exposées au harcèlement sexiste et sexuel dans les médias, que ce soit dans les rédactions ou sur le terrain, notamment en interview. En entrant dans une rédaction comme stagiaire, il n’est pas rare que soit dressée à une recrue la liste des personnes *dont il faut se méfier*. Cela oblige les jeunes collaboratrices à mettre en place des stratégies individuelles pour se protéger de comportements dont la prévention et la répression devraient revenir à l’employeur. De plus, la répartition des tâches et des responsabilités est souvent loin d’être égalitaire dans les rédactions. Les journalistes femmes ont le sentiment de devoir se battre pour être prises au sérieux. La distribution des sujets crée des hiérarchies entre elles et leurs collègues masculins, à qui reviennent plus facilement les sujets considérés comme sérieux et lourds.

La situation des journalistes indépendant-e-s est tout à fait révélatrice de la double difficulté du travail dans les médias en tant que femmes. Les indépendant-e-s étant censé-e-s définir elles-eux-mêmes leurs tarifs, il est difficile de faire valoir le barème minimum à la demi-journée. Dans certains cas, en Suisse romande, cela peut les empêcher d’atteindre le seuil de gains permettant d’être reconnue comme collaboratrice externe et de bénéficier d’indemnités ou de délais de résiliation. Nous sommes là face à un exemple qui montre la double peine des personnes vulnérables face aux employeurs.

La maternité reste aussi un sujet qui traverse chaque secteur. Il n’est encore pas rare de rencontrer des licenciements au retour du congé maternité. Cet évènement place aussi les femmes face à des impossibilités d’évolution ou les cantonne aux temps partiels. La division sexuée du travail essaime encore à chaque niveau des vies, qu’ils soient privés ou professionnels. C’est encore aux femmes de porter la responsabilité de la parentalité et de s’organiser en conséquence. Pour les graphistes indépendantes, la grossesse et la parentalité qui s’ensuit posent le défi de l’obtention des mandats, rendu difficile, ce qui engendre une perte de revenus souvent conséquente. Les jeunes mères ont du mal

à faire valoir leur capacité à répondre à des mandats. L’inégale répartition du travail domestique renforce la division sexuée du travail au sein des couples hétérosexuels d’indépendants, les tâches valorisantes et de visibilité étant souvent prises en charge par les hommes du couple (participation à des conférences, comités, enseignement dans des écoles). C’est à la conjointe que reviennent les tâches de bureau, contribuant à son invisibilité dans le métier.

Dans le secteur logistique et tout particulièrement en distribution, à la Poste, on peut constater qu’avec 42% de femmes seules 21,9% sont des cadres tous niveaux confondus. De plus, le taux d’occupation égal ou supérieur à 90% est de 31,4% pour les femmes. Les temps partiels sont occupés par 45% de femmes. (Chiffres de 2022). Selon nos membres, ces temps partiels ne sont pas toujours souhaités et l’accès à une augmentation des taux n’est jamais garanti. De même, la garantie des jours fixes de congé n’est pas toujours respectée, revient alors à nouveau aux femmes la tâche d’organiser leur vie privée en fonction de leur emploi. Si la Poste démontre une vraie volonté d’améliorer la situation, les problèmes rencontrés localement sont encore fréquents et inhérents à une grande entreprise nationale. D’autres risques et inégalités liés au genre sont aussi très fréquents ; le harcèlement sexiste et sexuel et sa prise en considération trop souvent imparfaite et la prévention insuffisante. La pénibilité du travail de distribution est en revanche totalement égalitaire et il n’est pas tenu compte du genre pour ce qui est des poids et charges ou des changements physiques liés à l’âge et aux modifications hormonales.

Dans le secteur ITC, l’égalité des chances n’est pas atteinte non plus pour l’accès aux postes de cadres. Il manque aussi une transparence au niveau des salaires et du soutien à l’organisation et de l’équilibre entre la vie professionnelle et privée. Dans les télécoms, bien que les CCT inscrivent des volontés progressistes, il manque encore aujourd’hui un vrai mécanisme de contrôle des salaires ainsi qu’une considération réelle des cas de harcèlement. Pour ce qui est de l’infrastructure de réseaux, les femmes sont cantonnées aux postes administratifs et les mécanismes de promotion faibles. Il en est de même dans la sécurité aérienne où là aussi, la transparence sur les salaires est absente.

Si les revendications peuvent varier selon les secteurs de syndicom, elles restent néanmoins ancrées dans un système résistant aux changements, qui laisse advenir des atteintes à la personnalité sur le lieu de travail, se désintéresse des conditions salariales et d’avancement professionnel en raison du genre. C’est la raison pour laquelle nous devons continuer le travail et saisir l’occasion du 14 juin 2024 pour le crier plus fort. Nous vous invitons donc, membres et membres des trois secteurs, à vous joindre au cortège pour cette journée forte en colère et en envie d’en découdre. **Ensemble, vraiment, nous pouvons faire changer les choses.**

Mathilde, Joëlle et Virginie



Nos jubilaires de cinquante ans de sociétariat et de gauche à droite : Bernard Pinget, Andrée Caruso, Michel Jaccoud, Gianfranco Mancastroppa, Georges Bochud, Eric Schwapp, Antonio Fisco vice-président Medias, Mauro Tonelli, Ahmed Dakoumi président de la section.

Yusuf Kulmiye

secrétaire régional secteur Télécom

Depuis le 1^{er} mai 2023 occupe le poste de secrétaire régional des Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) au sein de syndicom.

Avant cela, il a travaillé pour Caritas dans le service de Consultation juridique du centre d’asile de Boudry, après avoir terminé ses études universitaires.

Engagé dès son plus jeune âge en politique, Yusuf a été élu au parlement de la ville de Lausanne en 2021, où il a déposé une interpellation lors de la mobilisation des grévistes de Smood, visant à influencer les négociations en faveur des travailleurs.

Depuis un an, Yusuf s’occupe de l’infrastructure réseau et de la sécurité



aérienne au sein du secteur TIC de syndicom.

Il reste déterminé à poursuivre son travail syndical pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs.

Mathilde Matras

secrétaire régionale secteur Médias

A pris la suite de Melina Schröter comme secrétaire régionale en Suisse romande en janvier 2024 pour le secteur Médias, plus spécifiquement pour la branche Presse et médias électroniques.

Elle partage les branches du livre et de la communication visuelle avec Joëlle Racine. Jusqu’en septembre 2023, elle a enseigné à l’Université de Genève, où elle vient de soutenir son doctorat dans le domaine des études russes. A l’université, Mathilde s’est formée au militantisme en s’impliquant dans la lutte contre la précarité qui touche l’écrasante majorité du personnel de l’enseignement et de la recherche dans les universités suisses (CDD en chaîne, petits taux d’activité souvent en suppléance). Dans ce cadre, elle a participé à de nombreuses actions collectives avec ses collègues et a siégé à la Commission du personnel de l’Université de Genève.



Avant cela, Mathilde avait travaillé pendant plus de six ans comme correctrice à la *Tribune de Genève*, ce qui lui a permis d’acquérir les compétences d’un des métiers clés du secteur Médias et une bonne connaissance des enjeux du secteur.

Féministe, combative, solidaire, Mathilde aime le collectif, au travail comme ailleurs.

Elle se réjouit de se mettre au service de syndicom, d’en connaître les membres et d’intéresser les nouvelles recrues au syndicalisme.

Joëlle Racine

secrétaire régionale secteur Médias

Depuis janvier 2024, elle travaille comme secrétaire régionale du secteur Médias pour la Romandie, plus spécifiquement pour la branche de l’industrie graphique et d’impression d’emballages (IGE). Elle partage les branches du livre et de la communication visuelle avec Mathilde Matras.

Auparavant, elle a travaillé huit années à la centrale du syndicat unia comme responsable de la formation professionnelle, puis des assurances sociales. Là-bas, elle a eu toute l’occasion d’être confrontée aux difficultés, enjeux et rapports de force auxquels font face les travailleurs et travailleuses.

Elle a mis en place des formations qualifiantes dans les branches précaires de l’hôtellerie-restauration et du nettoyage pour les femmes migrantes et, entre autres activités, sensibilisé les membres et militant·e·s aux enjeux liés à nos retraites. Elle a ensuite travaillé deux années dans une fondation

sur l’éducation en vue du développement durable pour la formation professionnelle à Berne. Mais l’appel du syndicalisme a été le plus fort. Très sensible à l’injustice, qu’elle soit portée sur l’individu ou ancrée structurellement, aimant le contact avec les gens, Joëlle se réjouit de rencontrer les travailleuses et travailleurs des branches des médias pour faire vivre le syndicalisme et contribuer ensemble à équilibrer les rapports de force. A côté de son travail, elle est aussi membre du Conseil communal de la Ville de Lausanne.

Actualités des mobilisations
du secteur Médias en Romandie

Les militant·e·s du secteurs Médias, soutenu·e·s par les secrétaires régionales en Romandie, mettent à l’œuvre toutes les marges de manœuvre qu’offrent le droit et les démarches syndicales pour se défendre.

En effet, quoiqu’en pensent les employeurs du livre, de la presse et de l’imprimerie, qui invoquent souvent les difficultés du secteur pour se soustraire au droit, les travailleurs et travailleuses peuvent faire respecter leurs conditions de travail grâce aux CCT qui structurent ces branches. Au cours de ces derniers mois, ces accords collectifs ont été utilisés dans la branche livre, dans l’imprimerie et dans la presse pour répondre à des licenciements collectifs ou pour recouvrir des indemnités de départ injustement refusées.

Alors que la branche de l’industrie graphique et d’impression d’emballages a connu des moments de gloire par le passé, elle n’en est pas moins vivante aujourd’hui. Les décisions de grands groupes (comme *TX Group*) de fermer des centres d’impression (centres d’impression de *Tamedia*, par exemple) relèvent de pures logiques de spéculation, voire de financiarisation, alors que la presse écrite continue de faire des bénéfices. syndicom conteste ces discours de fatalité et, au contraire, continue de se battre pour

des conditions de travail dignes dans la branche. En vue du renouvellement conventionnel du contrat collectif de l’industrie graphique, le secteur Médias visitera le maximum de sites et d’entreprises et mettra en avant l’importance de la syndicalisation en tant que force de négociation pour obtenir les meilleures conditions pour les travailleurs-euses.

Les attaques sur les travailleurs et travailleuses ne frappent pas aveuglément et épousent souvent la ligne qui divise hommes et femmes dans la société. Le 14 juin 2024 sera donc l’occasion de visibiliser les inégalités de genre qui divisent le secteur et qui fragilisent les minorités de genre en son sein.

Du côté de la syndicalisation, Joëlle et Mathilde s’engagent dans une démarche large. Dans les groupes *ESH Médias*, *Ringier*, *Payot SA* ou ailleurs, ce sont tous les métiers des médias qu’il s’agit de mobiliser.

Dans les situations où la syndicalisation est déjà forte, Joëlle et Mathilde discutent avec les membres de

l’opportunité d’organiser des représentations du personnel formalisées. Dans les entreprises où la syndicalisation semble encore faible, il s’agit d’aller chercher activement les travailleurs et travailleuses. Nous pensons par exemple à *Impact Médias*, le soutien publicitaire de *ESH Médias*, ou encore à la branche publicité de *media f*, filiale du groupe fribourgeois Saint-Paul, les entreprises de traitement de données ou les journaux promotionnels des groupes.

Les indépendant·e·s sont enfin un élément important de la syndicalisation pour le secteur Médias, et notamment les journalistes et les illustrateur·ice·s. Les difficultés liées à leur statut d’indépendant·e·s résident notamment dans un système de sécurité sociale lacunaire.

En réunissant des forces collectives, syndicom devient une force de proposition politique à ce sujet et un outil dans la main des indépendant·e·s pour améliorer leurs conditions de travail et de vie ainsi que pour mettre en lumière des thématiques propres à leur situation.

Mathilde, Joëlle et Virgine

Premier Mai 2024, journée internationale revendicative



Photographie Victor Narciso



Photographie Demir Sönmez

En mémoire à Denis Huguenot

Il était notre collègue, il était notre camarade. Denis Huguenot est parti bien trop tôt et il nous manque.

Je l’avais rencontré pour la première fois lors de l’assemblée générale de notre section. Il y avait pris la parole pour défendre ses collègues des guichets, dont les conditions de travail se dégradent de plus en plus. Il avait ensuite rejoint le comité logistique au mois d’octobre 2021 et le comité de section l’an passé. Il prenait toujours à cœur de bien nous relater les actualités de son secteur, le réseau postal.

C’était un collègue engagé qui avait déjà participé à des réunions nationales et qui s’apprêtait à reprendre le poste de trésorier de notre section. Nous avons perdu un collègue combatif et attachant et Mylène, son plus grand fan.

Alan Azouz, pour la section syndicom Genève-La Côte



Des journalistes engagés
pour le bien commun sont plus
indispensables que jamais.

Pour faire entendre la voix des 99 %,
abonnez-vous au Courrier !

La communauté catholique inaugure cette semaine son nouveau Sacré-Cœur, très endommagé par un incendie en 2018. La Maison d’Eglise s’ouvre à la lumière et sur la cité

Une autre façon de «faire Eglise»

DOMINIQUE HARTMANN

Lieu de culte ► Ravagée par les flammes le 19 juillet 2018, l’église du Sacré-Cœur renaît de ses cendres. Elle sera inaugurée le 31 mai. L’Eglise catholique romaine (ECR) de Genève l’a voulue différente et ouverte sur la cité. Une semaine de visites, de messes et d’événements publics festifs débute le 1^{er} juin. Ce soir-là (20h), la nouvelle salle des fêtes du Sacré-Cœur accueille la pièce *Mon Père, je vous pardonne*, basée sur le témoignage de Daniel Pittet, abusé par un prêtre dans son enfance. Le mercredi 5 juin (20h), une table ronde œcuménique réunira par exemple l’ancienne parlementaire Liliane Maury Pasquier et le pasteur Blaise Menu autour de la thématique «Être chrétien au cœur de la cité».

Une autre manière de «faire Eglise et d’être présent·es au monde»: cette vision a guidé l’ECR dès le début de la longue reconstruction d’une église dont les entrailles ont été ravagées. La nouvelle Maison d’Eglise accueillera la paroisse francophone du Sacré-Cœur, propriétaire du lieu, la Communauté catholique de langue espagnole, déjà présentes avant l’incendie, mais aussi les collaboratrices et collaborateurs de l’Eglise catholique romaine (ECR), descendu·es de la rue des Granges. L’espace cultuel à proprement parler côtoiera donc des bureaux, des salles de catéchèse, de conférences, un restaurant avec terrasse aménagé au rez-de-chaussée du bâtiment, une salle des fêtes. «Nous avons voulu un lieu ouvert à la population genevoise et qui vive toute la semaine, explique Philippe Fleury, président du Conseil de paroisse du Sacré-Cœur. Un lieu qui attire et qui rayonne: les pastorales partiront de là pour agir, développant davantage de collaborations internes grâce à leur proximité.» L’ECR de Genève, ce sont 52 paroisses réparties dans tout le canton, mais aussi 12 pastorales et aumôneries, telle



Construit en 1859, l’édifice est un ancien temple maçonnique. Il a été racheté par les catholiques en 1873. KEYSTONE

l’aumônerie genevoise œcuménique des requérants d’asile et des réfugiés (AGORA), l’aumônerie œcuménique des prisons (AOP), la Communauté œcuménique des personnes en situation de handicap et leur familles (COPH) ou la Pastorale de la rue.

Repenser la sacralité

Le nouveau Sacré-Cœur pourrait susciter l’intérêt même des simples curieux·ses pour son lieu de culte: une colonne de lumière descendant du toit à la crypte, une ouverture vitrée de 120 m², un sol de marbre où s’élève un élégant olivier, et une disposition nouvelle répondant à la volonté du concile Vatican II de réviser les réalités

«Un mouvement néonazi n’y aurait pas sa place, au contraire de toute organisation ou association digne et respectueuse»

Philippe Fleury

liturgiques. Ainsi, le prêtre ne célèbre plus la messe devant des rangées de spectateurs et spectatrices. Les bancs (250 places assises) sont installés face à face de chaque côté d’un axe sacramentel central. Une nouvelle configuration qui souligne une «volonté de faire communauté». Cette disposition, «unique à Genève», selon Silvana Bassetti, chargée de communication de l’ECR, a été élaborée par l’architecte Jean-Marie Duthilleul, spécialiste du réaménagement des églises et de leur modernisation.

Les quatorze vitraux prévus, en cours de réalisation et d’installation, ont été confiés à Jean-Paul Agosti, membre de l’atelier

Simon-Marq, maître verrier à Reims. *Le Saint Germain* peint par Théodore Strawinsky (1907-1989), fils du célèbre compositeur Igor Stravinsky, qui n’a pas trop souffert de l’incendie, a pu être nettoyé et re-fixé. Quant au chemin de croix du peintre et sculpteur genevois Fernand Blondin (1887-1967), il fait lui aussi partie des œuvres rescapées de l’incendie de 2018, qui a endommagé très lourdement le bâtiment et ce qu’il abritait. La première pierre de la reconstruction a été posée le 22 mars 2022. En août de la même année, un morceau de rempart (partie des fortifications de la ville) avait été mis à jour lors du déblaiement sous le

Sacré-Cœur. Construit en 1859, l’édifice est un ancien temple maçonnique. Il a été racheté par les catholiques en 1873.

Ouvert à (presque) tous

Dès fin 2024, un espace situé dans l’ancienne crypte sera dédié aux événements culturels et artistiques et aux rencontres amicales. Le Cercle du Sacré-Cœur pourra accueillir jusqu’à 150 personnes et pourra être loué par des entreprises, des associations et des privés. Selon quels critères? «Un mouvement néonazi n’y aurait pas sa place, considère Philippe Fleury, président du Conseil de la paroisse du Sacré-Cœur. Au contraire de toute organisation ou association digne et respectueuse, quelle que soit son orientation politique ou religieuse.»

Une façon aussi de contribuer au financement du lien. Le coût total des travaux de déconstruction, de reconstruction et d’aménagement s’élève à 25,5 millions de francs. Il est financé par des assurances (environ 8 millions) et par un emprunt bancaire (7 millions). Des fondations, paroisses et particuliers ont également mis la main à la poche, à hauteur de 9 millions. Des subventions des pouvoirs publics (1,5 million de francs) ont été accordées au titre de la protection du patrimoine. Une question subsiste: comment rembourser l’emprunt et assurer les coûts de fonctionnement alors que l’Eglise catholique perd des membres et donc des soutiens financiers? «D’emblée, notre impératif financier a été l’auto-financement, d’où la location.» Si l’Eglise continue à fondre, l’occupation des lieux sera donc de plus en plus séculière? Philippe Fleury n’est pas inquiet: «La majorité des locataires sont des communautés confessionnelles.» De quoi assurer le caractère du lieu. I

Sacré-Cœur, bd Georges-Favon 25 bis/rue du Général-Dufour 18, Genève
Programme : www.eglisecatholique-ge.ch/evénements/inauguration-du-sacre-coeur

Le pape présente ses excuses

Homophobie ► D’après la presse italienne, le pontife aurait exprimé devant les 200 évêques italiens, lors d’une rencontre le 20 mai dernier, sa ferme opposition à l’entrée d’un candidat homosexuel au séminaire, craignant que celui-ci ne vive par la suite une «double vie» en continuant à pratiquer son homosexualité. L’évêque de Rome aurait alors employé un terme insultant à l’égard des personnes homosexuelles. Un «dérapage» selon l’aveu de sources vaticanes qui a provoqué la consternation et l’incompréhension.

Le pape François «a pris connaissance des articles récents» faisant état de cette conversation «privée», assure Matteo Bruni. Sans nier avoir tenu les propos qui lui ont été attribués, le chef de l’Eglise catholique affirme qu’il «n’a jamais eu l’intention d’offenser ou de s’exprimer en termes homophobes».

Le directeur du Bureau de presse du Saint-Siège rappelle la position du pontife argentin pour l’accueil de tous, exprimée en diverses occasions: «Dans l’Eglise, il y a de la place pour tout le monde, pour tout le monde! Personne n’est inutile, personne n’est superflu, il y a de la place pour tout le monde. Comme nous sommes, tous.»

Au début de son pontificat, en juillet 2013, le pape François avait exprimé sa ligne de conduite à cet égard: «Si une personne est gay et cherche le Seigneur, fait preuve de bonne volonté, qui suis-je pour la juger?», avait-il lancé lors d’une conférence de presse. En décembre dernier, il avait autorisé la publication du document *Fiducia supplicans*¹ du dicastère pour la Doctrine de la foi autorisant la bénédiction de couples homosexuels.

Il ne s’agit toutefois pas de la première polémique liée à l’emploi de

termes jugés offensants pour les personnes homosexuelles: le 26 août 2018, lors d’une conférence de presse, le pape avait évoqué la possibilité du recours à la «psychiatrie» pour les enfants à tendance homosexuelle. L’emploi de ce terme avait fait scandale, mais l’entourage du pape avait expliqué qu’il n’avait pas la même connotation en Argentine, où il est plutôt synonyme d’accompagnement psychologique au sens large.

Le pape a parfois reconnu des maladroresses de langage ou de comportement. Lors de l’Angélus du 1^{er} janvier 2020, le pape avait ainsi publiquement demandé pardon pour le «mauvais exemple» donné la veille lorsqu’il avait réagi de façon agressive face à une femme chinoise qui lui avait tenu le bras. **CATH.CH**

¹cath.ch/news/afrique-apres-fiducia-supplicans-la-colere-gronde/

HOMMAGE À LUCIE COUTAZ PRIX GOOD NEWS

Journaliste à *La Liberté*, Pascal Fleury a remporté le prix Good News de l’Eglise catholique 2024. Intitulé «Lucie Coutaz: la femme sans qui l’œuvre de l’abbé Pierre n’aurait jamais existé», son article sur la fidèle soutien de l’homme de foi a été récompensé par le grand public. Pascal Fleury s’intéressait à la cofondatrice et directrice administrative du mouvement Emmaüs, alter ego de l’abbé durant 40 ans. **DOMINIQUE HARTMANN**
L’article est à lire sur notre site.

PEINTURE

«L’ECCE HOMO» RETROUVÉ

Jusqu’au 13 octobre, la pinacothèque de Madrid expose la peinture à l’huile *Ecce Homo* que l’on pensait disparue depuis au moins deux siècles. Le Caravage a peint ce tableau représentant le couronnement d’épines de Jésus entre 1605 et 1609. La trace de l’*Ecce Homo* a été perdue au début du XIX^e siècle, lorsqu’il a changé plusieurs fois de propriétaire. **CATH.CH**

Service «Ethique et société»

Dialogue ► L’Eglise catholique en Suisse prévoit de mettre sur pied, à l’horizon 2025, un nouveau service «Ethique et société». L’idée est de renforcer la voix de l’Eglise dans les domaines de l’éthique sociale, de la bioéthique et de l’éthique environnementale.

La Conférence des évêques suisses (CES), la Conférence centrale catholique romaine de Suisse (RKZ) et Action de Carême (AdC) fondent un Service commun «Ethique et société».

L’équipe du nouveau service, qui devrait être composée de trois personnes, nouera des liens sur le plan national et international et proposera des offres et des événements pour encourager le dialogue.

CATH.CH

Dans les années 1980 apparaît une scène alternative qui s’émancipe des institutions traditionnelles

Pogote, camarade...

LE MONDE
diplomatique

DANIEL PARIS-CLAVEL*

Musique ► «Les Bérus sont-ils ‘les Beatles de l’underground’?» se demande en 1986 le fanzine *Les héros du peuple sont immortels*. A l’époque, le «troupeau d’rock» Bérurier noir – «les Bérus», formés autour du chanteur FanXoa et du guitariste Loran – connaît un succès populaire qui prend de court les institutions médiatiques et musicales françaises. Absents du lénifiant Top 50, des groupes enragés se fédèrent aux quatre coins du pays (OTH à Montpellier, Babylon Fighters à Saint-Etienne, Nuclear Device au Mans...). Les punk-rockeurs ruent dans les brancards, s’emparent des jeunes radios libres, créent leur propre presse (les fanzines), font hurler les guitares dans toutes les friches. Inventent une scène alternative dans le hors-champ des ceillères de la culture officielle.

En mai 1982, pour exiger l’ouverture de salles de concert à Montpellier, OTH organise une manifestation perturbant l’inauguration de la ligne TGV. A Paris, l’association PariBarocks branche ses amplis dans les troquets (d’où émergeront Les Wampas, Los Carayos, Les Garçons bouchers...) tandis que les Bérus jouent dans des squats, la rue, le métro, en manif ou sur les marchés... avant de remplir le Zénith à prix cassé. Caisse de résonance de cette libération par le rock, les labels indépendants se multiplient: VISA, Rock Radical Records devenu Bondage Records, Gougnaf, Boucherie Productions... «L’idée, c’est de provoquer un large mouvement de création, de prise en charge individuelle, d’échange et d’entraide», résumaient les Bérus dans leur dossier de presse («A BièN MärreR HiieR Souàr!», 1986).

Refus pour certains d’adhérer à la Sacem; rejet des récompenses honorifiques célébrant les ventes; concerts au prix d’entrée maîtrisé, aux tables de presse engagées et au «service d’ordre» autogéré... Le «rock alternatif» refuse de se plier aux convenances d’un divertissement policé et aux lois du marché. Une ligne de conduite résumée en 1986 par le fanzine *Dead Zone*: «En fait, l’attitude des Béruriers démontre qu’ils ont compris le rôle d’un groupe punk, celui d’être avant tout le porte-parole d’une révolte justifiée et, par conséquent, de savoir écouter son public, car c’est son premier complice...»

Alors qu’allumer radio et TV revient à se voir imposer l’inanité des «tubes de variété», les K7 et vinyles qui circulent sous le blouson des écoliers propagent une éducation politique alternative. Dans leur grande majorité, les groupes punks fustigent le racisme, la répression policière, les violences faites aux femmes (on pensera aux chansons «Yasmina P.A.» de La Souris déglinguée et «Hélène et le sang» des Bérus), l’enfermement carcéral

ou psychiatrique, l’absence de perspective dans les cités-dortoirs, appelant la jeunesse à une révolte plus constructive que nihiliste. Jusqu’à inquiéter le Ministère de l’intérieur, qui fantasma les Bérus en branche culturelle d’Action directe (AD)! Pogote, camarade, le vieux monde est derrière toi.

Mais, très vite, les grosses maisons de disques se ressaisissent et sortent le chèque. Dès 1988, Sony offre aux Bérus un pont d’or, qu’ils refusent. Virgin aura plus de chance avec La Mano Negra, dont la signature est vécue comme un coup de poignard dans le dos.

«L’idée, c’est de provoquer un large mouvement de création, de prise en charge individuelle, d’échange et d’entraide»

Bérurier noir

«La locomotive de l’époque, c’était les Bérus», explique Pascal Carde, chanteur de Nuclear Device¹. «Les Bérus arrêtant, La Mano arrive et coiffe tout le monde au poteau, puis pof, ils se barrent, choisissant le truc qu’on avait combattu depuis le début. Ce qui est con, c’est que vu la qualité de ce qu’ils faisaient, ils auraient pu être des moteurs du mouvement alternatif au même titre que les Bérus et faire perdurer le truc.»

«Les groupes étaient passés du stade ‘Je fais de la musique pour m’exprimer’ à ‘Maintenant, peut-être que je vais en vivre’», analyse Marsu, pilier du label Bondage Records et manager des Bérus². «En plus,

ils étaient dans un rapport de forces qui pouvait leur permettre de le faire. C’était pas si mal joué, mais c’était cynique. Les radios libres, les fanzines, les assos organisatrices de concerts, tous ces gens qui faisaient le mouvement, se sont sentis orphelins, lâchés par les locomotives. Mais tout n’était pas plié pour autant...» Loran dresse un constat similaire³: «Une fois que les Bérus arrêtent: ‘Oh là là, il n’y a plus de rock alternatif, il n’y a plus rien du tout!’ Alors que le rock alternatif, c’est pas un groupe, c’est une mouvance!»

Beaucoup veulent alors voir dans l’essor du rap français une continuité du mouvement. Après tout, comme pour les punks et les skinheads, le hip-hop est une culture de bandes, collective. Sur les murs, tags et graffs succèdent aux pochoirs et aux graffitis – «Paris sous les bombes» du Suprême NTM en écho au «Couleurs sur Paris» d’Oberkampf. Pourtant, la transmission n’a pas lieu: La Souris déglinguée a beau inviter NTM à assurer sa première partie en 1990 à L’Olympia (par l’entremise de Madj, animateur de Radio Beur et futur manager d’Assassin), leurs publics respectifs ne suivent pas. Quant aux quelques tentatives «rap» des Garçons bouchers, OTH, Bérus, elles ne laissent qu’un souvenir gênant.

«Le rap, pour moi, c’était presque la suite du rock alternatif: les mecs en cité qui se prenaient en charge, abonde Loran⁴. Mais c’est pareil: on leur a montré la thune et puis voilà. Ça aurait pu aboutir sur un truc dément! Imagine qu’au lieu d’être claquée dans de belles bagnoles cette thune ait été utilisée à des collectifs!» «Il y a une partie du rap qui a fonctionné comme ça, quand même», tempère FanXoa.

Ce parallèle laisse dubitatif Madj, artisan d’une rencontre entre NTM, Assassin et les Bérus

en 1990 au studio Mix-It (où ces derniers mixaient le live *Viva Bertaga*): «Loran voulait passer le relais aux rappeurs, mais c’était un dialogue de sourds, se souvient-il⁵. Contrairement à NTM, l’engagement des Bérus allait plus loin que leurs paroles. Or, le modèle des rappeurs, c’était de signer avec une major et devenir des stars... Il n’y a jamais eu la volonté de prolonger le discours par des actes politiques.»

Assassin va tout de même fonder son propre label en 1992 et multiplier les concerts de soutien, contre les violences policières ou la double peine. Et, aujourd’hui, des rappeurs comme Sticky Snake (Brest) ou La Gale (Lausanne) ont assimilé ce double héritage.

En 2024, bien que redevenu confidentiel, le punk français est toujours vivace. Certains «grands anciens» tels Ludwig von 88 ou Washington Dead Cats se sont reformés, d’autres, plus rares, comme Les Wampas ou Warum Joe n’ont jamais arrêté, mais la richesse d’un punk-rock refusant les compromissions se retrouve surtout dans la profusion de «nouveaux» groupes à la praxis libertaire virulente. Citons parmi tant d’autres La Fraction (existant tout de même depuis 1992), Mary Bell et Cran à Paris, Syndrome 81 à Brest, Zone Infinie à Saint-Etienne... Ou encore les étonnants Krav Boca de Toulouse, qui mixent spectacle «bérurier» (occupant la scène avec des cracheurs de feu et acrobates), chant rap et guitares épileptiques, éditant même un fanzine trimestriel internationaliste, *Karton*, axé punk, rap et luttes sociales. Mêlant organisation de concerts et production de disques, des labels tels Mass Productions à Rennes ou Maloka à Dijon continuent à offrir une alternative à la mainmise des grandes entreprises du secteur. Ces méthodes autogestionnaires

ont aussi infusé dans le metal, le ska, le dub ou la techno. Les concerts se poursuivent dans les bars, salles municipales et lieux autogérés; les fanzines n’ont pas cédé face au tout-internet; de nombreuses petites radios locales ont leur émission punk... Pourtant, cette scène qui se renouvelle régulièrement a de nouveau disparu des radars de la presse commerciale. Cette dernière a loupé le coche hier, elle le loupe aujourd’hui.

Beaucoup veulent alors voir dans l’essor du rap français une continuité du mouvement

Dernièrement, les articles, livres et documentaires revenant sur l’expérience du rock alternatif des années 1980 ont fleuri, notamment à l’occasion du don par FanXoa et MastO (saxophoniste des Bérus) de leurs archives à la Bibliothèque nationale de France (BNF). Un choix assumé de rendre publique⁶ cette masse de documents témoignant d’une époque épique. Pour sa part, Loran – toujours actif au sein des Ramoneurs de menhirs – s’y est refusé par rejet de l’institutionnalisation. Deux points de vue différents mais également cohérents.

Une petite exposition gratuite était également proposée à la BNF du 27 février au 28 avril: «Dans les archives de FanXoa et MastO de Bérurier noir». Et, comme dans toute exposition figeant une matière en mouvement, l’agencement du décor a tenté de pallier l’absence des corps. De même, les productions du PIND (Punk is not dead, collectif de chercheurs éditant pléthore d’ouvrages analysant le

punk), tel le livre *Bérurier noir* qui regroupe diverses contributions⁷ à l’intérêt souvent contestable, en disent davantage sur la nostalgie d’une époque que sur celle-ci. Car s’il est tout à fait légitime d’étudier le punk au prisme des sciences sociales, le résultat donne souvent l’impression d’un rattrapage justificatif pour qui est passé à côté du phénomène ou ne l’a vécu que comme «un écart de jeunesse», petite révolte adolescente avant de rentrer dans le rang. Une mythologie que l’on construit et fantasma au lieu de (faire) vivre la scène actuelle.

Certes, à chacun de se faire sa propre idée⁸, mais s’il est une chose que la mémoire de Bérurier noir et du rock alternatif se doit de continuer à nourrir, c’est la perspective des luttes à mener. Comme le proclamait la revue d’ultragauche *Mordicus* à l’orée des années 1990: «Chaque âge saccage sa cage.» I

*Artisan du fanzine de culture populaire *ChériBibi*.

¹Interviewé en 2012 pour le livre *45 Révolutions par minute – Nuclear Device, 1982-1989. Histoire d’un groupe rock alternatif*, de Daniel Paris-Clavel et Patrick Carde, Libertalia, Montreuil, 2015.

²Interviewé en 2012 pour le livre *45 Révolutions par minute – Nuclear Device, 1982-1989. Histoire d’un groupe rock alternatif*, de Daniel Paris-Clavel et Patrick Carde, Libertalia, Montreuil, 2015.

³Fanzine *ChériBibi* nos 14 et 15, Ivry-sur-Seine, 2004, 2006.

⁴Fanzine *ChériBibi* nos 14 et 15, Ivry-sur-Seine, 2004, 2006.

⁵Propos recueillis par l’auteur, avril 2024.

⁶Ces archives seront bientôt consultables sur Gallica.bnf.fr.

⁷*Bérurier noir*, sous la direction de Benoît Cailmail, Luc Robène et Solveig Serre, Riveneuve, Paris, 2023.

⁸L’ouvrage de référence reste *Nyark nyark. Fragment de la scène punk et rock alternatif en France (1976-1989)*, d’Arno Rudeboy, Folklore de la zone mondiale, Zones, 2007, nyarknyark.fr. Cf. aussi la bande dessinée *Vivre libre ou mourir*, d’Arnaud Le Gouëfflec et Nicolas Moog, Glénat, Paris, 2024.

Paru dans *Le Monde diplomatique* de juin 2024.



Les Bérus en concert à Québec, en 2004. CAPTURE D’ÉCRAN

VENDREDI

RTS1

13.15 Ce qu’Alice ne vous dit pas *✂*

Film TV. Drame.

15.00 Rizzoli & Isles : autopsie d'un meurtre *✂*

15.45 Bull *✂*

16.30 NCIS : Los Angeles *✂*

18.00 Ici tout commence *✂*

18.30 C'est ma question ! *✂*

19.00 Météo régionale

19.05 Couleurs locales *✂*

19.30 19h30 *✂*

20.10 Bye bye la Suisse *✂*

21.05 FILM TV

MEURTRES À MEAUX

Film TV. Policier. Fra. 2023. Réal. : A. Darraux. 1h31. Inédit. Avec C. Bianic. Deux enquêtrices qui ne s'entendent pas du tout doivent élucider le meurtre d'un notable.

22.45 The Tower *✂*

Série. Policière. GB. 2021. Saison 1. Avec G. Whelan. 2 épisodes. Inédits.

Un policier chevronné et une adolescente ont fait une chute mortelle d'un immeuble.

1.09 Le film de minuit, 40 ans de grands frissons

1.10 L'horrible cas du docteur X *✂*

Film. Fantastique.

SAMEDI

RTS1

13.15 Les îles, laboratoires de la nature

14.00 Young Sheldon *✂*

14.35 Meurtres à Sandhamn

16.10 Einstein : équations criminelles

16.55 Walker *✂*

18.30 Ding Dong : Montre-moi ta maison

19.20 Swiss Loto

19.30 19h30 *✂*

20.10 Tu bluffes

Divertissement.

20.50 FILM

STAR WARS - L'ASCENSION DE SKYWALKER

Film. Science-fiction. EU. 2019. VM. Réal. : J.J. Abrams. 2h21. Avec Daisy Ridley. L'empereur Palpatine serait de retour.

23.05 Silence

Film. Drame. EU-Ital-Jap-Mexique. 2016. VM. Réalisation : Martin Scorsese. 2h35. Avec Andrew Garfield.

Au XVIII^e siècle, deux prêtres jésuites se rendent au Japon pour retrouver leur mentor disparu.

1.40 Papillon *✂*

Film. Aventures.

3.30 19h30 *✂*

DIMANCHE

RTS1

14.10 Hôtel Portofino *✂*

15.05 Chicago Med *✂*

Série. Une voix décisive. - Une troisième chance.

16.35 Harry Wild *✂*

Série. Une perruque en héritage. - Personne ne sortira d'ici vivant.

18.25 Sport dimanche *✂*

19.30 19h30 *✂*

20.10 Mise au point *✂*

Magazine. Turbulences : la nouvelle peur de l'avion.

21.05 SÉRIE

WILL TRENT

Série. Policière. EU. 2023. Saison 1. Avec Ramon Rodriguez. 2 épisodes. Inédits.

Dans un camping, toute une famille est massacrée, sauf un petit garçon.

22.40 Split *✂*

Série. Comédie dramatique. Fra. 2023. Saison 1. Avec Alma Jodorowsky, Ralph Amoussou. 3 épisodes. Inédits.

Anna, cascadeuse de 30 ans, rencontre Ève, la star de cinéma qu'elle double.

23.40 Hashtag Boomer *✂*

Série. 4 épisodes.

1.10 Clarice *✂*

Série. L'alliance.

RTS2

00 12.05 Mise au point *✂*

13.00 Couleurs locales *✂*

13.15 Le 12h45 *✂*

13.40 RTS info

14.05 Temps présent

14.55 RTS info

15.20 Bye bye la Suisse *✂*

16.10 Nouvo *✂*

16.30 Equitation *✂*

CSIO Saint-Gall. En direct.

00 Tennis *✂*

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris (France).

19.50 FOOTBALL

SUISSE/HONGRIE

Qualifications de l'Euro féminin 2025. 3^e journée, groupe B1. En direct. Victorieuse de ses deux premiers matchs, la Suisse occupe la première place du groupe 1 en Ligue B.

22.00 Quand on crie au loup *✂*

Film. Comédie. Fra. 2019. Réal. : Marilou Berry. 1h22. Inédit. Avec Marilou Berry.

Victor, 12 ans, raconte à qui veut bien l'entendre les folles aventures qu'il croit vivre au quotidien.

23.22 PMU

23.26 Zap RTS sport

23.27 Tirage EuroMillions

23.35 Antidisturbios *✂*

RTS2

13.15 Le 12h45 *✂*

13.45 RTS info *✂*

14.55 MotoGP *✂*

Grand Prix d'Italie. Sprint. En direct de Mugello (Italie).

15.35 RTS info *✂*

17.25 Tu bluffes *✂*

18.45 RTS info

19.30 Le 19h30 signé *✂*

20.07 PMU

20.10 MotoGP *✂*

Grand Prix d'Italie. Sprint. À Mugello (Italie).

20.40 DOCUMENTAIRE

EUROVISION, LE MONDE DE NEMO

Doc. Musical. Suisse. 2024. Réal. : Daniel Meister. 0h40. Inédit. Un portrait attachant de Nemo, qui nous emmène sur la route de l'Eurovision.

21.20 Nemo : victoire à l'Eurovision *✂*

Documentaire.

21.35 Le prénom *✂*

Film. Comédie. Fra. 2011. Réal. : M. Delaporte, A. de La Patellière. 1h45. Avec P. Bruel.

Le choix du prénom que Vincent s'apprête à donner à son futur fils va mettre le feu aux poudres.

23.30 Sport dernière

RTS2

17.20 RTS info *✂*

00 17.25 Tennis *✂*

Roland-Garros. 4^e tour. En direct de Paris (France).

18.00 Forum *✂*

19.00 RTS info

19.30 Le 19h30 signé *✂*

20.05 PMU

Jeu.

20.10 Cyclisme *✂*

Critérium du Dauphiné. 1^{re} étape (172,5 km).

20.55 DOCUMENTAIRE

PLUS VITE, PLUS HAUT, PLUS FORT

Doc. Historique. Fra. 2024. Réal. : H. Demeude. 1h34. Inédit. Les athlètes incarnent la devise olympique «plus vite, plus haut, plus fort».

22.29 Sur les docs

22.30 Touxtes *✂*

Doc. Société. 2024. Réal. : Svetlana Rodina. 1h14. Inédit. «Touxtes» est une immersion dans le monde de certains membres du collectif féministe radical ELM à Genève.

23.44 Sur les docs

23.45 Génération écran : génération malade ? *✂*

TF1

14.20 Les enfants maudits : Une nouvelle famille *✂*

Film TV. Drame.

15.55 Les enfants maudits : Les origines du mal *✂*

Film TV. Drame.

17.30 Secret Story, la quotidienne *✂*

18.30 Ici tout commence *✂*

19.10 Demain nous appartient *✂*

20.00 Le 20h *✂*

21.00 C'est Canteloup *✂*

21.10 DIVERTISSEMENT

MASK SINGER

Divertissement. Présentation : Camille Combal. 2h10. Inédit. Pour cette nouvelle saison captivante, Camille Combal sera entouré d'une unité de détectives d'élite.

23.20 Mask Singer, l'enquête continue *✂*

Divertissement. Présentation : Laurent Ruquier. 0h55. Inédit.

Cette saison, l'enquête continue en deuxième partie de soirée dans le Bureau de Laurent Ruquier. Il recevra les personnalités démasquées le soir même et les interrogera sur cette expérience incroyable.

TF1

16.10 Les docs du week-end *✂*

Magazine. Tous fans de manga : la folie d'un incroyable phénomène.

17.15 Secret Story, la quotidienne *✂*

Téléréalité.

18.00 50' Inside *✂*

Magazine.

20.00 Le 20h *✂*

20.45 FOOTBALL

DORTMUND/REAL MADRID

Ligue des champions. Finale. En direct de Wembley, à Londres (Angleterre).

23.05 Ligue des champions *✂*

Magazine. Remise de la coupe.

23.30 Vendredi, tout est permis avec Arthur

Divertissement. Présentation : Arthur. 2h00. Inédit.

Des personnalités issues de tous les horizons se soumettent à des improvisations déjantées.

Au programme, de grands moments de rires en compagnie d'invités d'exception.

TF1

13.40 Reportages découverte *✂*

Magazine.

16.10 Les docs du week-end *✂*

Magazine. Révélations sur les fruits exotiques préférés des Français.

17.20 Sept à huit - Life *✂*

Magazine.

18.20 Sept à huit *✂*

Magazine.

20.00 Le 20h *✂*

20.45 TF1 Rendez-vous sport *✂*

Magazine.

21.10 FILM

UNCHARTED

Film. Action. EU. 2021. Réal. : Ruben Fleischer. 1h56. Inédit. Avec Tom Holland, Mark Wahlberg. Un voleur et un chasseur de trésors se mettent en quête d'un trésor.

23.25 Esprits criminels *✂*

Série. Policière. EU. 2011. Saison 7. Avec Joe Mantegna, Paget Brewster, Shemar Moore, Matthew Gray Gubler. 2 épisodes.

L'unité intervient dans l'Idaho où les survivants d'un attentat sont à nouveau pris pour cible.

1.00 Les experts : Miami *✂*

Série. Avec David Caruso.

FRANCE 2france.2

10.50 Chacun son tour

12.00 Tout le monde veut prendre sa place

13.00 13 heures

13.45 Campagne officielle élections européennes

14.05 Tennis

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris.

20.00 20 heures

20.35 Campagne officielle élections européennes

20.50 Un si grand soleil

21.10 SÉRIE

TROPIQUES CRIMINELS

Série. Policière. Fra. Avec Sonia Rolland, Béatrice de La Boulaye. 2 épisodes. Mathilde, la sœur de Phil, est la cible d'un tireur lors d'une promenade.

23.00 Drag Race France *✂*

Téléréalité. 1h10. Inédit.

Cette saison propose de découvrir 10 nouvelles Queens, des surprises et l'apparition de nouveaux défis ! Les mini et les maxi-défis, plus corsés que jamais, mettront le talent artistique et les nerfs des reines à rude épreuve.

0.10 Planète rap

Magazine.

FRANCE 2france.2

13.20 13h15, le samedi

13.55 Campagne officielle élections européennes

14.20 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ? *✂*

15.15 Tennis

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris.

20.00 20 heures

20.30 20h30 le samedi

20.50 Campagne officielle élections européennes *✂*

Magazine.

21.10 JEU

QUI RESTERA DANS LA LUMIÈRE ?

Jeu. Présentation : Bruno Guillon. 2h10. Inédit. Un quiz de culture générale unique et captivant, doté d'un dispositif visuel impressionnant.

23.25 Quelle époque !

Divertissement. Présentation : Léa Salamé. 2h00. Inédit.

Une émission de société et de divertissement qui raconte notre époque et interroge notre société. «Quelle époque !» est un lieu de débats et de rencontres. Rencontres entre des personnalités qui marquent l'actualité culturelle et sociétale.

FRANCE 2france.2

13.00 13 heures

13.20 13h15, le dimanche

14.30 Campagne officielle élections européennes

14.55 Tennis

Tennis. Roland-Garros. Huitièmes de finale. En direct de Paris.

20.00 20 heures

20.30 20h30 le dimanche

Magazine.

20.55 Campagne officielle élections européennes

21.10 FILM

LA MÉTHODE WILLIAMS

Film. Biographie. EU. 2021. VM. Réal. : R. Marcus Green. 2h24. Inédit. Avec Will Smith, Aunjanue Ellis. Comment Richard Williams a programmé le succès de ses filles.

23.35 Beau geste

Magazine. Présentation : Pierre Lescure. 1h00. Inédit.

Une plongée au cœur du cinéma en cours de fabrication. «Beau geste» va là où bat le poulx du septième art : sur les tournages, dans les avant-premières, les festivals, en France ou à l'étranger.

0.40 Histoires courtes

FRANCE 3france.3

16.45 Duels en familles *✂*

17.25 Slam *✂*

18.10 Questions pour un champion *✂*

19.00 Ici 19/20

19.50 Tennis *✂*

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris.

20.00 Tout le sport *✂*

20.15 Tennis *✂*

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris.

20.50 FOOTBALL

ANGLETERRE/FRANCE

Qualifications Euro 2025 féminin. 3^e journée, groupe A3. En direct. A St. James' Park, à Newcastle (Angleterre).

23.00 Modules de campagne - Élections européennes *✂*

23.25 Archives secrètes *✂*

Magazine. Présentation : Laurent Delahousse. 2h05. Les copains d'abord.

Georges Brassens recevait ses amis artistes dans sa maison, le moulin de la Bonde, située à Crespières. Sur des images totalement inconnues filmées par son ami Fred Mella, on le découvre tendre et drôle, entouré de ses copains.

FRANCE 3france.3

15.30 Les carnets de Julie *✂*

16.40 Des chiffres et des lettres *✂*

17.20 Le jeu des 1000 euros *✂*

17.55 Questions pour un super champion *✂*

19.00 Ici 19/20

19.50 Tennis *✂*

Roland-Garros. 3^e tour.

En direct de Paris.

20.00 Tout le sport *✂*

20.15 Tennis

Roland-Garros.

21.10 FILM TV

MEURTRES AUX ÎLES DE LÉRINS

Film TV. Policier. Fra. 2023. Réal. : A. Fassio. 1h30. Inédit. Avec Ophélie Kolb.

22.40 Modules de campagne - Élections européennes *✂*

22.55 Meurtres à Grasse *✂*

Film TV. Policier. Fra. 2016. Réalisation : Karim Ouaret. 1h45. Avec Lorie Pester, Annie Grégorio, Samy Gharbi.

À Grasse, un cadavre recouvert de graisse brûlante est découvert dans une cuve à enfleurage.

0.40 Jean Rondeau, Variations Goldberg *✂*

Concert.

FRANCE 3france.3

12.55 Tennis *✂*

Tennis. Roland-Garros.

15.10 Cyclisme *✂*

Cyclisme. Critérium du Dauphiné. En direct.

17.00 Modules de campagne - Élections européennes *✂*

17.10 Des chiffres et des lettres *✂*

17.55 Le grand slam *✂*

19.00 Ici 19/20

19.50 Tennis *✂*

Tennis. Roland-Garros.

21.10 FILM TV

LA REINE DU CRIME PRÉSENTE : INVITATION...

À UN MEURTRE

Film TV. Policier. GB. 2023. VM. Réal. : Stephen Shimek. 1h30. Inédit. Avec Mischa Barton, Giles Matthey.

22.55 La reine du crime présente : La malédiction d'Ishtar *✂*

Film TV. Policier. GB. 2019. VM. Réalisation : Sam Yates. 1h35. Avec Lyndsey Marshal, Jonah Hauer-King.

Agatha Christie est conviée par un archéologue et sa femme sur un chantier de fouilles en Irak.

0.40 Hudson & Rex *✂*

ARTEarte

12.05 La Méditerranée révélée *✂*

13.00 Faire l'histoire *✂*

13.35 La vérité *✂*

Film. Drame.

15.45 Le monde secret des animaux

17.20 Invitation au voyage *✂*

18.55 Arte Regards

19.25 Le dessous des images

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes

20.55 FILM TV

UN DOUX DÉSASTRE

Film TV. Comédie. All. 2021. VM. Réal. : L. Lehmus. 1h26. Inédit. Avec Friederike Kempfer, Florian Lukas. Frida se découvre enceinte le jour où son petit ami la quitte.

22.25 Eddie Murphy, le roi noir de Hollywood *✂*

Documentaire. Biographie. Fra. 2023. Réalisation : Antoine Coursat. 0h55.

Superstar du rire américain, Eddie Murphy fut le premier Afro-Américain mondialement adulé par un public blanc.

23.20 Snoop Dogg, la légende du rap *✂*

Documentaire.

ARTEarte

14.15 La marche des éléphants

15.20 Pirates

16.15 Faire l'histoire *✂*

16.35 Invitation au voyage *✂*

17.15 Caucase, chevauchée vers le mont Elbrouz *✂*

17.50 Madagascar, terre d'espoir et de contrastes

18.35 Arte reportage

19.30 Le dessous des cartes *✂*

19.45 Arte journal

20.05 28 minutes samedi

Magazine.

20.55 DOCUMENTAIRE

LA VÉRITABLE HISTOIRE DES PIRATES

Documentaire. Découverte. Fra. 2022. Réalisation : Stéphane Bégoïn. 1h30. Les pirates ont écumé les mers aux XVII^e et XVIII^e siècles.

22.25 Pirates

Documentaire. Historique. All. 2015 (2/2). Réalisation : Robert Schotter et Christoph Weinert. 0h55. Les corsaires barbaresques.

Au XVIII^e siècle, l'Europe est terrorisée par les corsaires barbaresques.

23.20 L'Europe en surchauffe

Doc. Vivre avec les canicules.

0.15 Court-circuit

ARTEarte

16.55 Désert d'Arabie : dans les pas des caravaniers d'autrefois *✂*

17.45 Le monde dans un tableau *✂*

18.40 Monteverdi et le Caravage à la galerie Borghèse de Rome *✂*

19.30 Karambolage *✂*

19.45 Arte journal

20.05 Gregory Peck, le gentleman acteur *✂*

21.00 FILM

LES MISÉRABLES

Film. Drame. Fra. 1995. Réalisation : Claude Lelouch. 2h45. Avec Jean-Paul Belmondo, Jean Marais. Henri Fortin est condamné aux travaux forcés.

23.50 Le théâtre Bolchoï, l'art et la guerre

Doc. Musical. All. 2023. Réal. : Philipp Mangold et Radik Golovkov. 1h25. Inédit.

Les cinq cent vingt derniers jours avant la guerre contre l'Ukraine vus depuis les coulisses du théâtre du Bolchoï.

1.15 La Belle au bois dormant

Ballet.

M66

12.45 Le 12.45

13.15 Le 12.45 : le mag Magazine.

14.00 Un jour, un doc Magazine.

17.30 Le juste prix

18.30 La meilleure boulangerie de France

Jeu. Semaine 21 : Pays de la Loire Ouest.

19.45 Le 19.45

20.30 Scènes de ménages

21.10 MAGAZINE

MAISON À VENDRE

Mag. Prés. : S. Plaza. 1h40. José, Gaëtan et Gladys/Audrey et Thomas. Inédit.

Direction la charmante ville du Cannet dans les Alpes-Maritimes.

23.05 Maison à vendre

Mag. Présentation : Stéphane Plaza. 2h05. Lorenzo et Valeria/Nathalie et Victor.

Stéphane Plaza se déplace jusqu'à la Cité des papes pour venir en aide à Valeria, une femme de 74 ans d'origine italienne. C'est son fils Lorenzo, 47 ans, qui l'a contacté.

1.10 Maison à vendre

M66

12.45 Le 12.45

13.30 Scènes de ménages

Série. Avec Gérard Hernandez, Frédéric Bouraly.

14.30 Chasseurs d'appart' Jeu. Présentation : Stéphane Plaza.

17.40 La grande semaine Talk-show.

19.45 Le 19.45

20.25 Scènes de ménages

Série. Avec Gérard Hernandez, Frédéric Bouraly.

21.10 SÉRIE

NCIS

Série. Policière. EU. 2024. Saison 21. Avec Sean Murray, Gary Cole. 2 épisodes. Inédits.

Le NCIS est attaqué par un mystérieux ennemi venu du passé.

22.45 NCIS

Série. Policière. EU. Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Katrina Law. 4 épisodes.

Alors qu'il enquête sur la mort suspecte d'un chirurgien réserviste des Navy Seals, le NCIS est contraint de faire appel à la fille de Vance, Kayla, qui s'était récemment entraînée avec le NCIS.

M66

15.20 Recherche appartement ou maison

Magazine. Lana et Célia/Chantal et Yves/Sophie et Pierre.

17.20 66 minutes

Magazine.

18.40 66 minutes : grand format

19.45 Le 19.45

20.10 Sport 6

20.25 E=M6

21.10 MAGAZINE

CAPITAL

Mag. Présentation : Julien Courbet. 2h05. Leroy Merlin, les secrets de l'empire du «brico déco». Inédit.

Comment l'enseigne s'y prend-elle pour réduire ses prix ?

23.15 Enquête exclusive

Magazine. Présentation : Bernard de La Villardière. 1h15.

Agriculture aux États-Unis : enquête au royaume de la malbouffe. Inédit.

L'agriculture américaine est la plus puissante au monde. Son maïs, son soja et sa viande de bœuf s'exportent dans le monde entier.

0.30 Enquête exclusive

AGENDA CULTURE

ÉVÉNEMENTS
GENÈVE
«ENVOYÉ ! UNE VIE DE CORRESPONDANCE» Jusqu'au 22 juin. Expo + parcours thématique. Bibliothèque de la Cité, pl. des Trois-Perrrix,
«L'ORDRE DES CHOSES» CARTE BLANCHE À WIM DELVOYE. Exposition. Jusqu'au 16 juin. Visites commentées le 6 juin à 18h. Musée d'art et d'histoire rue Ch.-Galland

FÊTE DES 30 ANS DE LA LIBRAIRIE-CAFÉ LES RECYCLABLES. Vendredi 7 juin. Dès 18h: accueil avec des bulles Bio de Genève. 18h30-19h: Mots de bienvenue et discours, Frederik Sjøllema, président et co-fondateur des Recyclables, Alexandre Metzener, responsable de la librairie, Patricia Coelho, gérante du café. 19h-19h15: Moment littéraire. Discussion avec l'autrice et philosophe Louise Bonsack: «Quelle sera la librairie du futur?» Dès 19h30: Place à la musique avec trois fidèles musiciennes et musiciens des Recyclables: John Intrator, violoniste et compositeur, Circe Luginbühl, créatrice de The Voice studio, Ecio Parreira, guitariste, chanteur et compositeur brésilien.

Librairie-café Les Recyclables, 53 rue de Carouge - Les places étant limitées, nous vous prions de vous inscrire avant le 31 mai par email à: librairie@recyclables.ch

FÊTE DU QUATUOR TERPSYCORDES. Samedi 1 juin – 9h30 à 21h.
Salle Trocmé

«LA RUE AUX ENFANTS». Dimanche 9 juin 11h-18h.
Bernex zone sportive du Signal

FÊTE D'AVANT L'ÉTÉ. Samedi 8 juin 16h-20h.
Promenade Saint-Antoine

CINÉ-CONCERT CLAUDE LELOUCH. Dimanche 2 juin à 17h. Avec l'Orchestre Philharmonique de Douai - Hauts-de-France sous la direction de Vahan Mardirossian.
Théâtre du Léman

FESTIVAL LANGAGES. Samedi 1er et dimanche 2 juin. Marché du livre, portes ouvertes de l'écomusée. Sa: démo impression japonaise, 14h Voiles latines, visite guidée, 14h et 17h langue d'Eros, lectures érotiques par Orchydia 18h Circus Follia, 19h concert Dr Koul. Di concerts jazz 13h Caroline Willener, 14h30 le Grand Café Swing 18h musique et paroles.
API rue du Vuache 25 - patrimoineindustriel.ch

VAUD
«UN AMOUR DE CANDIDE». Du 9 novembre au 19 octobre. Exposition. Lausanne, Palais de Rumine dans la salle du Sénat
«SIMENON». Exposition temporaire. Jusqu'au 29 septembre. Montricher, Fondation Jan Michalski

MUSIQUES
GENÈVE

Les concerts de vendredi au One More Time.
ALFIO ORIGLIO & PIERRE DREVET QUARTET Concert JCB hard bop 31 mai 2024 - 21h.

Juin 2024 Les concerts du vendredi au One More Time.
07 juin Raphael Jost trio.Jazz dans les vignes Domaine de Satigny.
Harlem Swing Orchestra. Concert JCB jazz traditionnel 14 juin 2024 18-23h L'AGMJ à la fête de la musique.
21 juin Terrasse Agrippa D'Aubigné de 19h à 01h, - Rés. obligatoires par mail : agmj.reservations@gmail.com.
Adéléa, entrée rue Chouet, 42 rue de la Servette - Res. par mail : agmj.reservations@gmail.com. Ou +41 79 793 99 42 SMS de préférence.

THE PAST & THE FUTURE. RÉCITAL. Vendredi 7 Juin à 19h30. Programme Ravel Britten Mahler Poulenc Leuvenberger. Présentation par Marie Favre à 19h. Org.: asso Lied et Mélodie. L'Athénée, salle des Abeilles, 2 rue de l'Athénée

LES SCHUBERTIADES DE THÔNEX. Du 30 mai au 2 juin. Dim 2 juin – 11h & 14h. Espace Bois-des-Arts, Thônex, concert familles.4 Saisons.
Thônex - Infos et réservation:www.schubertiadesdethonex.ch

HU LOOPED LIVE EVENING. Vendredi 31 mai – portes: 21h/début: 21h30.
Cave 12, rue de la Prairie 4 www.cave12.org

«SONGS OF DISCONNECTION». Vendredi 31 mai à 20h30.
Fonderie Kugler 4bis rue de la Truite

CHUCHCHEPATI (=HORIZON) ORCHESTRA, «LE VOL DU BOURDON». Samedi 8 juin à 16h. Chuchche-pati=horizon, en népalais.
CJB Jardin botanique de Genève serre tempérée

DUO DU LÉMAN. Mardi 4 juin dès 16h rencontre et musique, 18h30 restauration à prix modique. Pour les 75 ans de l'AVIVO. De Genève à Paris le musette revisité. Grillades DJ Ginette en ouverture de saison.
PLAINUBE. Mqrdi 11 juin dès 16h. Ensemble de cors des Alpes.
Sous les marronniers des Croupettes

VAUD
LES CONCERTS DE GRANDSON - «RUMEURS DE NAPLES». Dimanche 2 juin 2024 à 18h au Temple de Montagny-près-Yverdon. Ouverture des portes à 17h. De Felice. Chants traditionnels napolitains, improvisations musicales et œuvres de Scarlatti, di Lasso ou Leo. Temple de Montagny-près-Yverdon - Informations et réservations (places non numérotées) : sur le site internet concertsdegrandson.net ou au numéro de téléphone 079 893 81 09

THÉÂTRE
GENÈVE

«CABARET EN CHANTIER». 31 mai-2 juin. Ve 31 mai à 19h, sa 1er juin à 19h et di 2 juin à 17h. Spectacle tout public dès 9 ans. Formes courbes aux architectures insolites et inédites.
Théâtre des Marionnettes de Genève (TMG) 3, rue Rodo rservation@marionnettes.ch

«CONSTELLATION». Du 12 au 16 juin. Une alliance entre Théâtre et Réalité Virtuelle, Sélectionné au GIFF GDM 2023.

Comédie de Genève

«SACRILÈGES». ou Tempête dans un bénitier. Un vaudeville explosif de de Riccard et Lambelet pour la clôture de la Saison Confiture. Du mercredi 29 mai au samedi 1er juin 2024. Mercredi, vendredi à 20h, jeudi et samedi à 19h Point Favre, Chêne-Bourg - Av. Grison 6

«NEANTHEATRALIS» DE RICHARD NORTREGUA. du 28 mai au 2 juin 2024 à 20h à la Julienne de Plan-les-Ouates - samedi et dimanche 18h.
Plan-les-Ouates, La Julienne 112 rte de St-Julien - Réservations - Info : +41(0)78 799 02 36 - theatremarathon@gmail.com.

LETTRES À OLGA. 29 mai > 2 juin. Mercredi, jeudi, samedi 19h; vendredi 20h; dimanche 17h. Correspondance entre Olga Knipper et Anton Tchekhov, publiée aux éditions Albin Michel. Musiques d'Alexandre Scriabine. Avec Françoise Courvoisier, Jean-Pierre Malo et Nicolas Le Roy (piano). Lumière, Rinaldo Del Boca.
Carouge, Les Amis Musique Théâtre pl. du Temple - Réservations 022 342 28 74 du lu au ve de 10h à 13h resa@lesamismusiquetheatre.ch

«ÊTRE OU NE PAS ÊTRE LÀ». Du 28 mai au 8 juin.
Chêne-Bourg Théâtreicul rue de Genève 64 theatreicul.net

«LES DIABLOGUES». Du 12 au 27 juin 2024 en tournée dans différentes communes du canton de Genève en camion-théâtre. + Bibliothèque de Carouge, jeudi 13 juin, 19 h. Dans la peau d'un metteur en scène avec Jean Liermier. Informations et réservations: Bibliothèques-carouge.ch - Théâtre de Carouge, samedi 15 juin, 11h, 15 et 19 h. Présentation de saison 2024-2025 par Jean Liermier. theatredecarouge.ch.
Infos sur www.theatredecarouge.ch cf. https://theatredecarouge.ch/spectacle/les-diablogues/

«AVEC DISTINCTION». Sa 1er et di 2 juin, sa 19h di 15h. D'après Pierre Bourdieu. + di 2 juin dès 18h apéro-bal DJ Jest fête des ateliers.
La Parfumerie ch. de la Gravière

VAUD
RENCONTRES ARTISTIQUES POUR LA PALESTINE. Vendredi 31 mai, samedi 1er et dimanche 2 juin. - Ve 31.5 à 19h «Le Métro de Gaza» (théâtre) - mise en scène Hervé Loichemol - suivi d'une rencontre avec l'équipe artistique. Samedi 1er juin 14h30 «Le Métro de Gaza» et 16h30 rencontre avec Ahmed

Tobasi du Freedom Theatre - Freedom Theatre, un centre culturel installé dans le camp de réfugié-e-s de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie. 18h «Ground Zero» films puis rencontre avec Rashid Masharawi et Laura Nikolov animée par Nicolas Wadimoff. Di 2.6 «Ground Zero» - Courts métrages réalisés par des cinéastes de Gaza - 13h30 et 15h. «Le Métro de Gaza» 15h15, et 17h30 conversation pour la Palestine, repas commun à 19h30 au foyer du théâtre: Autour d'une grande table, échanges, discussions, lectures accompagnés d'un repas en commun.
Théâtre de Vidy www.vidy.ch (puis en tournée romande à la Comédie de Genève du 29 mai au 7 juin, et du 12 au 22 juin au Théâtre Les Halles, à Sierre

«VOUS AVEZ DIT BARBE-BLEUE ?» CRÉATION COLLECTIVE. Du 14 juin au 13 juillet. Spectacle itinérante entrée libre sans réserv. En plein air.
TKM Théâtre Kléber Méleau, Renens tkm.ch

LES SUPERAMAS. Théâtre / Interview au grand jour / Réalités parallèles. Dès 14 ans. Vendredi 31 mai 20h30 salle 2. Nyon, Usine à Gaz 1 rue C. Soulié

NEUCHÂTEL
« UNE BONNE HISTOIRE ». Jeudi 6 juin à 20h. La Chaux-de-Fonds, temple allemand

DANSE
GENÈVE

« TURNING MOTION SICKNESS REMIX » DE ALESSANDRO SCIARRONI – « THE GARDEN » DE KOR'SIA – «TWENTY-SEVEN PERSPECTIVES » DE MAUD LE PLADEC. Vendredi 31 mai 20h. Samedi 1er juin 15h. Samedi 1er juin 2024 20h. Dimanche 2 juin 18h. http://www.ballet-junior.ch.
Pavillon ADC, Place Sturm 1

VAUD
FERIA FLAMENCA DE RENENS. Du 14 au 16 juin. Renens

«BREAKBACHDANCE», OU LORSQUE LE VIOLONCELLE FAIT DANSER LES BREAKERS. vendredi 7, sa 8 et dim 9 juin 20h (ve + sa) / 18h (di).
Aigle Théâtre Waouw

CONFÉRENCES
GENÈVE

CONFÉRENCE D'ANTOINE D'AGATA. Vendredi 31 mai à 18h. & finissage de l'exposition «Soutenir». Pavillon Sicli, 45 rte des Acacias pavillonsicli.ch

LITTÉRATURE
VAUD

«LES ESPRITS DE LA TERRE», LECTURE D'UNE OEUVRE DE CATHERINE COLOMB. Lecture en plusieurs épisodes par Catherine Kunz. Les mardis à 20h à la Maison de quartier de Sous-Gare, av. Dapples, Lausanne. - Les jeudis à 19h à l'espace MarkdeFabrick ch. de la Condémine, La Sarraz. - Les dimanches à 17h au Centre culturel du Vieux Moulin 2 av. de Taillecou à Saint-Prex. Jusqu'au 10 décembre. Mardis 18 juin 17 septembre 8 octobre 19 novembre 10 décembre. Jeudis 16 mai 6 juin 12 septembre 3 octobre 7 novembre 5 décembre. Dimanches 21 avril 19 mai 16 juin 8 septembre 6 octobre 10 novembre 8 décembre.
Plusieurs lieux (VD)

Son épouse
Claire Torracinta-Pache

Ses enfants
Anne et Pascal Emery-Torracinta
Pascale Torracinta et Paul Harris

Ses petits-enfants
Delphine Emery
Clément Emery et Kaitlyn Powles
Valentin Emery et Lea Job
Simon Torracinta et Alyssa Battistoni
Rémi Torracinta et Sophia Volpe
Louis Torracinta et Becca Armstrong

Ses arrière-petits-enfants
Cora, Margot et Mattia

Ses cousines
Annie-José, Marie-Claude et Corinne Tropinat

Sa filleule
Karin Wallin-Schnyder et famille

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Claude TORRACINTA

Journaliste

survenu le 29 mai 2024 dans sa 90^e année.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 5 juin 2024 à 15h00 à la salle communale de Confignon (chemin Sous-le-Clos 32).

En souvenir de Claude, un don peut être fait en faveur d'insieme-Genève (association de parents et amis de personnes avec une déficience intellectuelle), mention Claude Torracinta, IBAN: CH95 0900 0000 1201 2895 9.

Adresse de la famille: Claire Torracinta-Pache, chemin de Champ-Fleury 14, 1233 Bernex

CONVOIS FUNÈBRES

Vendredi 31 mai

GENÈVE

Laurent Albisati, décédé à 67 ans, cérémonie religieuse à 10h30 en l'église Notre-Dame des Grâces au Grand-Lancy. **Monique Criscuolo, née Burnand**, décédée à 69 ans, obsèques à la chapelle du cimetière des Rois à 15h45. **Peter Anton Dreher**, cérémonie religieuse à l'église catholique de Confignon vendredi 31 mai. **Geneviève Eichmann**, décédée à 94 ans, les obsèques seront célébrées le 31 mai dans l'intimité familiale. **Walter Fehr**, cérémonie d'adieu à 15h45 à la chapelle Camoletti à Saint-Georges. **Hugues Gall**, Genève. **Peter O. Geiger**, décédé à 91 ans, un recueillement a eu lieu dans l'intimité. **Marinette Niquille Progin**, recueillement musical à 16h à la chapelle des Anges à Saint-Georges. **Gilbert Poujoulat**, décédé à 81 ans, culte à 14h30 en la chapelle protestante de Veyrier. **Markus Suter**, cérémonie laïque à 16h à la chapelle des Rois. **Nelly Tatarian**, cérémonie d'adieu en la chapelle de l'Ange de la Consolation au cimetière Saint-Georges à 14h45. **Dr Georges Vlach**, décédé à 82 ans, les adieux ont eu lieu dans l'intimité.

JURA, BIENNE, JURA BERNOIS

Jean Billeux, décédé le 27 mai, messe et dernier adieu en l'église de Cornol à 14h suivis de l'inhumation au cimetière à Courgenay. **Pierre Staub**, dernier adieu à la chapelle du Centre funéraire de Porrentruy à 14h.
NEUCHÂTEL

Denise Gosteli, Neuchâtel.

VAUD

Kathleen Davidson, décédée à 90 ans, célébration pour un dernier au revoir au temple de Lutry à 14h30. **Angélique Feusier**, décédée à 84 ans, Lausanne, la cérémonie d'adieu a eu lieu dans l'intimité. **Jean-Pierre Fulliquet**, décédé le 23 mai. **Eliane Goedecke-Hauswirth**, décédée à 91

Rédacteur en chef:

Philippe Bach.

Editeur: Nouvelle Association du Courrier (NAC), Genève.

Président: Florio Togni.

Imprimeur: Atar Roto Presse, Genève.

Tirage contrôlé REMP 2018: 7014

APPELS D'URGENCE

Service du feu 118
Police secours 117
Urgences sanitaires, ambulances 144
La Main tendue (24h24) 143
sos enfants 147

GENÈVE
Pharmacie Pharma24, 38 boulevard de la Cluse, HUG, 022 808 00 18
Médecine: 022 372 33 11 ou 022 382 33 11. HUG, Hôpital cantonal, Rue Micheli-du-Crest, 24, 24h sur 24
SOS Médecins à domicile: 022 748 49 50. 24h sur 24,

SOS Infirmières: 022 420 24 64. 24h
SOS Alcool: 0848 805 005, tarif d'un appel local 24/24h
Numéro unique et gratuit, prise en charge des enfants de 0 à 18 ans: tél. 0844 022 022

Fragile Suisse: 0800 256 256, du mardi au jeudi de 10h à 13h, help-line pour les personnes touchées par une lésion cérébrale et leurs proches
Maternité: 022 382 42 36, (Obstétrique/accouchements) 022 382 68 16 (Gynécologie)
Boulevard de la Cluse 32. 24h sur 24

PARTENARIAT

LES SCALA / LE CITY / LE NORD-SUD

www.les-scala.ch

NOUVEAU À L’AFFICHE

JESSICA CHASTAIN

PETER SARGAARD

MEMORY

Un film de MICHEL FRANCO

Sylvia, assistante sociale, mène une vie simple et bien réglée. Lors d'une réunion d'anciens élèves de son lycée, elle retrouve Saul, qui la suit chez elle après la soirée. Cette rencontre surprise va les replonger dans leur passé et profondément les affecter. Bijou de délicatesse et d'émotions, porté par deux actriceurice incroyables, **MEMORY** est un film qui laisse plus qu'une empreinte... Un magnifique souvenir !

AVANT-PREMIÈRE LE 13 JUIN À 20H00 AUX SCALA

Juliette au Printemps

Blanchette Lenoir

Juliette retourne dans le village où elle a grandi pour passer quinze jours avec ses proches : un père un peu lunaire, une sœur qui a d'autres chats à fouetter, une mère aux abonnés absents et une grand-mère qui perd la tête. Souvenirs, non-dits et secrets de famille remontent à la surface ... **Un très joli film choral à découvrir en avant-première aux Scala en présence de Blanchette Lenoir et Jean-Pierre Darroussin !**

PARTENARIAT

LE MONDE

diplomatique

JUIN 2024

La guerre n'est pas le plus court chemin vers la paix

Par Dominique de Villepin

MONDE

diplomatique

Chaque mois, avec *Le Monde diplomatique*, on s'arrête, on réfléchit.

Chez votre marchand de journaux, 28 pages, 8,80 CHF



«Le Métro de Gaza», installation de l'artiste palestinien Mohamed Abusal (2012). MOHAMED ABUSAL

Hervé Loichemol soutient les comédien·nes palestinien·nes du Théâtre de la Liberté, qui jouent dès ce soir *Le Métro de Gaza* à Vidy-Lausanne lors des Rencontres artistiques autour de la Palestine

«PAS HONTE D'AVOIR HONTE»

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE DALLA TORRE

Rencontre ► Il défile dans les manifs pour Gaza et prend position. Le metteur en scène Hervé Loichemol, qui a dirigé la Comédie de Genève dans les années 2010, travaille de longue date avec les artistes palestinien·nes du Théâtre de la Liberté de Jérénine, en Cisjordanie (Freedom Theatre). Hervé Loichemol a créé *Le Métro de Gaza* avec l'équipe, spectacle accueilli dès ce soir par Vidy, lors des Rencontres artistiques autour de la Palestine organisées par la salle lausannoise. Des courts métrages réalisés par des cinéastes de Gaza seront aussi montrés lors du cycle de projections *Ground Zero*. Albert Camus et l'historien israélien Ilan Pappé inspirent Hervé Loichemol dans son combat universaliste et anticolonial. Eclairage d'un projet à cheval entre Orient et Occident, et genèse d'un théâtre offrant une échappée dans une Palestine occupée.

Vous avez noué des liens avec le Théâtre de la Liberté il y a plus

de dix ans, lorsque vous dirigiez la Comédie de Genève. Comment la rencontre s'est-elle faite?

Hervé Loichemol: Le metteur en scène franco-algérien Mohamed Kacimi, qui vit à Paris, avait d'abord voulu m'emmener à Gaza. J'ai obtenu mon visa, lui pas. Je m'y suis rendu pour la première fois en 2013. C'est spectaculaire de découvrir le point de passage d'Erez, au nord. J'étais hébergé par l'Institut culturel français de Gaza pour donner quelques cours et ateliers avec l'université Al-Aqsa. Des étudiantes en littérature apprenant le français se sont ensuite rendues à la Comédie.

Le Festival d'Avignon avait programmé *Le Métro de Gaza* en 2020, avant la pandémie. Quelle est l'origine du projet? Lorsque Olivier Py (*ancien directeur du Festival d'Avignon, ndlr*) m'avait invité à présenter un travail d'atelier, je me suis demandé quoi proposer. Une affiche représentant un plan de métro à Gaza, que j'avais vue à l'Institut culturel français, m'était restée en mémoire. Il s'agissait de l'exposition de Mo-

hamed Abusal, montrée sur place en 2011. J'ai pris contact avec lui et je me suis dit que ça pouvait donner quelque chose. On m'a alors conseillé de contacter Le Théâtre de la Liberté à Jérénine, en Cisjordanie donc.

Comment avez-vous coécrit la pièce avec l'autrice et comédienne Khawla Ibraheem?

Un projet d'écriture avec des étudiant·es et l'Institut français a d'abord été lancé fin 2018. L'idée était de choisir une station du métro inventé par Mohamed Abusal et d'écrire autour. Au final, 80 pages ont été produites et traduites en français. Mais il n'en est pas sorti d'éléments décisifs pour le projet. Nous avons alors commencé à échanger par zoom et whatsapp avec Khawla Ibraheem. Les premières auditions ont ensuite eu lieu pour pouvoir jouer le texte, puis les premières répétitions. Il y a eu le covid, le travail à distance est devenu compliqué. Il a fallu deux ans pour remettre les choses en place.

Le titre de la pièce n'a donc rien à voir avec les tunnels du Hamas? Quand j'entends dire que les



«Mohamed Abusal n'a rien à voir avec le Hamas. Il a voulu rêver, s'extraire du blocus par son art» Hervé Loichemol

tunnels du Hamas sont surnommés le «métro de Gaza», j'en conclus que les Israéliens ont entendu parler de l'exposition de Mohamed Abusal! Il l'a conçue en 2011, les tunnels étaient sans doute en construction. Ces tunnels, secrets par définition, ont probablement commencé à être construits en 2006 ou 2007 lorsque le Hamas a pris le pouvoir.

Cela donne une grille de lecture problématique de la pièce. Mohamed Abusal est un artiste exposé partout dans le monde, et en premier lieu à Paris, où le métro l'a sans doute inspiré. Il n'a rien à voir avec le Hamas. Il a voulu rêver, s'extraire du blocus par son art. Récemment, il s'est retrouvé sous les bombes à Gaza. Sa maison, ses archives, ont été détruits. Il a pu quitter Gaza il y a une quinzaine de jours avec sa famille mais il a dû payer 40 000 dollars, soit 5000 dollars par personne. Il devrait être pris en charge par la France durant un an.

Vous êtes l'un des rares intellectuels ici à dénoncer l'occupation des Gazaoui·es. Né en Algérie, ancienne colonie

française, vous vous mobilisez contre les discriminations subies par un peuple sous le joug colonial.

Ilan Pappé vient de rééditer un ouvrage, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*. C'est le bon sens de dresser un constat de la réalité. Cela ne veut pas dire que je suis pour la disparition d'Israël. Je suis un pied-noir, je suis né en Algérie. Je regrette que les pieds-noirs aient été obligés de partir, de par leur propre responsabilité, de celle des colons, des politiques françaises... La famille de ma mère y vivait depuis un siècle. Des Israélien·nes sont aussi là depuis plus d'un siècle. Il faut trouver la formule, à deux Etats, un Etat, sur un plan d'égalité. On ne peut pas rayer les Palestinien·nes de la carte, de la même manière qu'on ne peut pas supprimer la présence juive.

Mais réclamer des droits pour les Palestinien·nes me paraît être la moindre des choses. Les accusations d'antisémitisme actuellement proférées sont scandaleuses, la situation est consternante. L'utilisation de l'antisémitisme¹ comme arme politique pour justifier...

... ce qui se passe en Israël est une honte.

Comment a été reçu le spectacle dans les pays du Proche-Orient où il a tourné? Il voyagera à Sarajevo en octobre, puis en France, avant de revenir en Suisse au Théâtre Benno Besson d'Yverdon en décembre.

Ce n'est pas un spectacle militant, on n'y parle ni des tunnels du Hamas ni d'Israël. J'espère qu'il sera suffisamment solide pour s'imposer de lui-même. La réception dans les pays arabes

est différente. Ce ne sont pas eux qui ont fait Auschwitz, c'est «nous». Nous les Européen·nes avons commis les pires atrocités et barbaries de l'Histoire. La seule chose que ces pays constatent est qu'un Etat israélien leur a été «collé» au moment de la partition du territoire par les Nations Unies. Le slogan «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» était un mensonge, il faut le dire. Ilan Pappé le rappelle encore récemment dans un article.²

Vous écrivez régulièrement des tribunes et des pétitions pour la libération des membres du Théâtre de la Liberté. Leurs locaux ont été saccagés encore récemment par les forces israéliennes. Où en sont-ils? Mustafa Sheta, directeur administratif du théâtre, est encore en détention. Il est emprisonné selon les modalités de la détention administrative, c'est-à-dire sans motif. Une manière très habile de constituer des otages. Le Hamas a des otages, Israël en a cent fois plus depuis plus long-

temps. Bilal Al-Saadi, président du conseil d'administration du théâtre, est en prison depuis presque deux ans. Personne ne peut communiquer avec eux. Cela désorganise complètement le tissu économique. C'est à cela qu'est destinée la détention administrative.

Comment définir votre engagement?

Je ne fais pas du théâtre engagé, l'art engagé possède une histoire, très problématique à assumer. Engagé, cela voudrait dire qu'on

donne des gages à quelqu'un, à un parti, etc. Je ne donne des gages à personne. A propos du théâtre engagé, Camus parle plutôt d'être «embarqué dans la galère de son temps», les artistes comme les autres. Nous sommes toutes et tous engagés d'une manière ou d'une autre, qu'on le veuille ou non. Celle et ceux qui pensent ne pas l'être, grand bien leur fasse. A mon avis, ils devraient avoir honte. J'ai honte de vivre dans une époque aussi merdique. Mais c'est une honte motrice. Je n'ai pas honte d'avoir

honte. Comme le dit Frédéric Gros, la honte est un sentiment révolutionnaire. I

Le Métro de Gaza, du ve 31 mai au di 2 juin: ve à 19h, sa à 14h30 et di à 15h15, joué en arabe surtitré en français, dans le cadre des Rencontres artistiques pour la Palestine tout le week-end. Programme complet sur [vidy.ch](#)

¹Interview de Kenneth Stern: «Notre définition de l'antisémitisme n'a pas été conçue comme un outil de régulation de l'expression», *Le Monde* du 21 mai 2024.

²«Le Nettoyage ethnique de la Palestine», Ilan Pappé, hebdo en ligne *Lundimatin*, 20 mai 2024.

«Le masque tombe à Gaza»

Reportage ► L'équipe palestinienne du Théâtre de la Liberté de Jénine est arrivée en Suisse dimanche. *Le Courrier* est allé à sa rencontre.

«Je rêve d'un soldat qui aurait refusé de tirer.» Ahmed Tobasi déclame en arabe un monologue du *Métro de Gaza* dans la petite salle de répétition du Labo à Lausanne. Le comédien palestinien est arrivé la veille de Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée, avec l'équipe du spectacle. Il ne laisse pourtant rien voir de sa fatigue lorsque nous retrouvons le groupe en fin de journée.

Dès ce soir, il incarnera le personnage d'Abu Sal, chauffeur de taxi se rêvant conducteur de métro à Gaza, sur les planches du Théâtre de Vidy, à Lausanne. Une sorte d'hommage au plasticien gazaoui Mohamed Abusal, qui a conçu l'installation «Le Métro de Gaza» sous forme de stations du métropolitain en 2011, «tentant de transformer la situation chaotique des transports dans la Bande de Gaza». Le metteur en scène Hervé Loichemol (lire interview ci-dessus) s'en est inspiré pour écrire la pièce avec l'artiste palestinienne Khwala Ibraheem.

Né dans les camps

Ahmed Tobasi est né dans le camp de réfugié·es palestinien·nes de Jénine et a trouvé dans le théâtre un moyen pour survivre à l'occupation israélienne. «Après 75 ans de propagande déshumanisante pour les Palestinien·nes à Gaza, la Palestine fait tomber le masque.» L'Occident a fait passer musulman·es, Arabes et



La comédienne Yasmin Shalaldehy, le directeur technique Adnan Nagnaghiye, Ahmed Tobasi et la comédienne Nisbat Serhan lors des répétitions au Théâtre de Vidy-Lausanne. GILLES VUISOZ

Palestinien·nes pour un peuple de sauvages et de terroristes. Cette mascarade, mise au jour par l'acharnement d'Israël à bombarder et massacrer une population depuis sept mois, le met hors de lui.

«Nous sommes des Palestinien·nes bien vivants, du camp de Jénine, de Cisjordanie, de Jérusalem, des êtres humains normaux avec leurs sentiments, leur culture, leurs arts, leur Histoire», insiste Ahmed Tobasi. Des minorités

sont confrontées aux mêmes problématiques que les Palestinien·nes, en Catalogne, dans le pays Basque, chez les Samis, en Ukraine. «Nous ne défendons pas seulement nos droits mais ceux d'une humanité toute entière», clame-t-il. Nous méritons toutes et tous les mêmes droits et l'égalité, femmes, enfants ... Le peuple palestinien est sacrifié pour un monde meilleur au nom de ces droits. Nous, nous agissons par le théâtre, et non par les armes. Avec le Théâtre de la Liberté, nous avons créé une forme de résistance culturelle.» Pour trouver un nouveau langage et communiquer avec le reste du monde. «La troisième Intifada sera culturelle. Nous voulons résister par le cinéma, la

poésie, la danse, etc. L'art est un langage international.»

A 15 ans, Ahmed Tobasi s'engageait dans la lutte armée. Son combat s'est poursuivi par l'art. «En vertu du droit international, nous avons le droit de lutter contre l'occupation et la colonisation par quelque moyen que ce soit. Je pensais que la communauté internationale savait que nous prenions les armes pour nous défendre, défendre nos familles, nos enfants. Mais la propagande d'Israël transforme la réalité. Un conflit israélo-palestinien? Mais de quel conflit parle-t-on? Dans un conflit, les deux parties doivent être considérées sur le même plan.»

Créé à Jénine lors de la première Intifada, le Théâtre de la Liberté offre des réponses aux

jeunes: un espace préservé pour échapper à la réalité du conflit. «Le théâtre s'appelait alors le Théâtre de pierre en écho à la guerre des pierres de 1987», nous explique Ahmed Tobasi.

Fondé par la militante juive Arna Mer-Khamis, ce centre d'éducation alternatif, détruit en 2002 lors de l'invasion israélienne, a ressuscité en 2006. Il a été rebaptisé Théâtre de la Liberté, avec l'aide de Juliano Mer-Khamis, le fils d'Arna Mer-Khamis — assassiné froidement en 2011 devant son théâtre. Ahmed Tobasi, qui le fréquentait déjà gamin, le dirige aujourd'hui. Cours et ateliers sont proposés à l'année aux jeunes de Jénine, où il n'y a même pas un terrain de sport, pointe l'équipe.

israéliennes qui ne la laisseront pas rentrer chez elle, du simple fait qu'être Palestinienne signifie vivre «sans nationalité».

«La caméra a pété, il faudra aller en chercher une autre à Vevey.» Le cinéaste et photographe Gilles Vuissoz, en charge de la vidéo, des lumières et de la musique, accompagne l'équipe. Le directeur technique du Théâtre de la Liberté, Adnan Nagnaghiye, s'occupe du réglage et du montage. Il insiste sur l'impossible survie à Jénine au milieu des frappes, des bombes, des morts d'enfants surtout, sans parler des massacres récurrents depuis le 7 octobre. L'un de ses frères a choisi la lutte armée, en martyr, lui se consacre à la culture, qui doit sauver des vies.

La comédienne Yasmin Shalaldehy, elle, est déjà venue jouer en Suisse, côté alémanique. La Suisse, un pays qui ne défend pas la Palestine, dit-elle, même si ses étudiant·es et ses habitant·es sont dans les rues pour manifester leur soutien. «J'ai aussi reçu beaucoup de messages, et ça fait du bien.» Cela aide à surmonter la terreur de la guerre. «Il faut avoir la force de continuer. Ils veulent nous empêcher de vivre. Une partie de notre combat est de ne jamais baisser les bras. Nous ne sommes pas seulement des artistes, nous sommes aussi des combattant·es et des porte-paroles de notre peuple.» Quitter son pays? Jamais. «Ils veulent nous voir partir. Je resterai.» CDT

PARTENARIAT

Comédie de Genève

IL N'Y A QUE LES CHANSONS DE VARIÉTÉ QUI DISENT LA VÉRITÉ
(NOUVELLE GÉNÉRATION)
ALEXANDRE DOUBLET
théâtre

29.05 – 08.06.24 [comedie.ch](#)



Yasmin Shalaldehy et Ahmed Tobasi dans *Le Métro de Gaza*. GILLES VUISOZ

En quête de nouveaux financements, la revue trilingue *Viceversa* est un miroir de la Suisse qui écrit. Entretien avec sa directrice, Ruth Gantert

«POUR PAS SE TOURNER LE DOS»

THIERRY RABOUD

Plurilinguisme ► «Agir à un certain endroit avec sa propre langue, dans la conscience de toutes les autres langues.» Voilà, peut-être, qui résume la vocation d'écrire dans ce pays qui est un amalgame culturel, une symphonie concertante. Profession de foi littéraire signée de l'écrivaine zurichoise Annette Hug, que l'on trouve au cœur du nouveau numéro de *Viceversa* dont elle résume bien l'esprit.

Car s'il fallait un livre pour saisir la Suisse qui écrit, ce serait celui-ci, ou ceux qui l'ont précédé, ou ceux qui suivront – espérons. Au fil de ces pages, des entretiens avec l'insaisissable Corinne Desarzens, plume romande majeure, une plongée dans l'œuvre décentrée de Hug ou dans l'esthétique concise du poète tessinois Leopoldo Lonati, des inédits de Grisélidis Réal et des prometteuses Asa Hendry ou Isabel Garcia Gomez, le tout soigneusement édité, illustré, traduit. Oui, cette revue annuelle, déclinée en trois langues et éditions distinctes, complétée d'une précieuse plateforme numérique où l'actualité du livre se reflète de manière critique, est le lieu où nos littératures, posées les unes à côté des autres sur le confetti du territoire, enfin se rencontrent. Entretien avec sa rédactrice en chef Ruth Gantert, qui au début du mois venissait ce dix-huitième numéro aux Journées littéraires de Soleure.

Comment est née la revue *Viceversa*?

Ruth Gantert: Elle provient d'une revue romande qui s'appelait *Feux croisés*, déjà consacrée à la littérature suisse mais uniquement en français, ainsi que du site culturel *ratif.ch*. En 2007, *Viceversa* a vu le jour avec l'ambition de la décliner en



Ce numéro fait la part belle aux hybridités de l'artiste Lucie Kohler. VICEVERSA

trois langues et éditions afin de faire circuler, grâce à la traduction, nos diverses littératures.

Est-ce à dire que la littérature suisse contemporaine manquait d'espaces de rencontre?

Oui, de tels espaces nous semblaient nécessaires pour éviter que chacun·e ne se tourne le dos, les Romand·es regardant vers la France, les Alémaniques vers l'Allemagne, les Tessinois·es vers l'Italie et les Romanches étant replié·es

sur leur région... Cette revue est d'ailleurs éditée par le Service de presse suisse, association créée pendant la Seconde Guerre mondiale pour tenter de maintenir la cohésion nationale à un moment où elle était profondément menacée. Aujourd'hui, ce dialogue me semble toujours aussi nécessaire.

Comment sont conçus les numéros?

Nous avons un comité de rédaction avec des antennes dans chaque

région linguistique, et tentons à chaque fois de croiser les auteurs confirmés et émergents autour de différents thèmes, le présent numéro étant consacré au corps. Tous les contenus sont ensuite traduits, souvent confiés à de jeunes traducteurs, avant d'être publiés chez trois éditeurs suisses importants, Zoé pour le français, Casagrande pour l'italien et Rotpunktverlag pour l'allemand.

«Ce dialogue me semble toujours aussi nécessaire» Ruth Gantert

On sait la fragilité des revues, qui peinent parfois à s'imposer dans le champ littéraire. Quelle est la situation de *Viceversa* depuis le récent renoncement de l'OFC?

Habituellement, l'Office fédéral de la culture finançait presque la moitié de notre budget, soit 120 000 francs par an, le reste étant couvert par diverses fondations, tandis que Pro Helvetia prenait en charge les traductions. Or nous avons effectivement appris l'année passée que les modalités avaient changé du côté de l'OFC, la nouvelle ordonnance sur les langues excluant la littérature de son champ d'application... Nous cherchons des solutions mais la situation est délicate.

Quelles sont les perspectives?

Des discussions sont en cours avec Pro Helvetia, notamment sur la question du site internet, mais il n'est pas sûr que la revue sur papier puisse être sauvée. Nous en saurons plus d'ici à l'été. LA LIBERTÉ

***Viceversa* littérature, n° 18, De la tête aux pieds, Ed. Zoé, 184 pp.**

Des pépites de Mark Twain



Inédit ► Un chien qui aboie en code télégraphique Morse; le narrateur achetant une boîte à musique à Genève; un sergent au nom éloquent, Fathom; «brasse» (mesure de hauteur d'eau) prédisant que les crues du Mississippi ne battront plus de records. Dans *Le Chien télégraphiste*

& autres textes rares et savoureux, les éditions Le Passeur exhument des textes de l'auteur étasunien Mark Twain (1835-1910). Certains de ces écrits étaient inédits en français. Dans «L'épidémie qui menace», il ironise sur un effet pervers du décès de l'écrivain britannique Charles Dickens: désormais, quiconque l'aura approché, ne serait-ce qu'en se réfugiant sous son parapluie, acquerra une stature de privilégié ayant vu de près l'écrivain de David Copperfield.

En préambule, le traducteur Thierry Beauchamp explique les raisons de la non-parution, du vivant de Twain, de certains des textes du recueil. Scepticisme de proches les ayant lus ou crainte de s'aliéner des soutiens (mécènes ou médias) ont incité le romancier à la retenue. On songera à «L'intervieweur interviewé» qui se moquait d'un patron de presse influent autrefois et ne fut donc publié que nonante-trois ans après le décès de Twain, en 2003.

Avec le recul, «Cris partisans en Irlande», paru en 1875, prend une résonance particulière puisqu'il dépeint des conflits entre catholiques et protestants à Belfast, en Irlande du Nord. Qu'il parodie la littérature chrétienne ou qu'il imagine une querelle entre pièces et billets dans un coffre-fort, Mark Twain n'a rien perdu de son mordant. **MARC-OLIVIER PARLATANO**

Mark Twain, *Le Chien télégraphiste*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Thierry Beauchamp, Le Passeur, 2024, 216 pp.

Epier pour la reine



Roman ► C'est en plein XVI^e siècle français que se situe *L'Escadron volant* de Muriel Romana. Il s'agit du premier opus d'une série. Le titre vient d'une expression désignant des espionnes de la reine Catherine de Médicis. Elle compte parmi les personnages

de cet ouvrage, comme le roi de France Henri II, le médecin Ambroise Paré et l'astrologue Nostradamus. Quant au capitaine de la garde royale, Gabriel de Montgomery, il se place malgré lui au premier plan. Ne tue-t-il pas Henri II le 30 juin 1559 lors d'une joute? Après cet incident, l'inquiétude croît. Paré espère sauver le roi. Mais Henri II périt le 10 juillet.

Intrigues de cour et séduction donnent vie et relief à ces moments dramatiques. L'époque est flamboyante, la Renaissance italienne marque la France de son empreinte. Mais la violence n'est jamais loin. Catholiques et réformés se détestent. Montgomery ayant repéré l'amiral de Coligny (future victime de la Saint-Barthélemy) parmi les invité·es à la joute, il le traite d'hérétique et manque de peu de s'en prendre physiquement à lui.

Les mots «escadron volant» sont mis dans la bouche de Catherine de Médicis, qui veut envoyer des espionnes recueillir toutes les confidences nécessaires pour arrêter un Montgomery en fuite. En mettant en avant ce mystérieux escadron, tantôt enjolivé (ne serait-ce que par le chroniqueur Brantôme, auteur dès 1584 d'anecdotes de cour), tantôt minimisé, Muriel Romana emploie son imagination et entraîne lectrices et lecteurs dans un roman vivant, riche en rebondissements. De fait, une sorte d'escadron volant a existé: Catherine de Médicis voyageait avec des demoiselles d'honneur dont le charme et la tempérance purent inciter les nobles à faire preuve de respect et de courtoisie. Ensuite, le terrain préparé, commençaient les négociations proprement dites. **MOP**

Muriel Romana, *L'Escadron volant*, Albin Michel, 2024, 339 pp.

Faire fructifier l'héritage

Lettres suisses ► Après un recueil de nouvelles remarqué en 2022, Tasha Rumley restitue la vie de son oncle Franklin Thévenaz dans un récit-miroir où se reflètent ses propres péripéties et aspirations.

A Sainte-Croix, on le croyait presque immortel tant il a marqué les esprits de son charisme naturel. Né un jour de Noël, rescapé d'une grave maladie à deux ans, Franklin Thévenaz, qui devait son prénom à la passion de sa mère pour le président Roosevelt, a mené une brillante carrière dans l'humanitaire avant de devenir syndic socialiste dans sa ville natale. Emporté par un cancer en 2019, cet homme vif et flamboyant, aimé et respecté, trouve une forme de réincarnation littéraire dans *Une fissure en tout*, le récit que lui consacre sa nièce Tasha Rumley, après *A l'amour, à la mort*, recueil de nouvelles paru en 2022 (*Le Courrier* du 12 mai 2022).

L'ancienne déléguée du CICR s'est appuyée sur de nombreux entretiens menés avec son aïeul peu avant sa disparition, mais aussi sur des milliers de lettres et près de deux cents carnets de bord, pour tresser dans une langue riche, tendre et teintée parfois d'ironie ce livre-hommage à une figure tutélaire, qui se lit aussi comme le portrait d'une tribu, d'une époque et d'un lieu.

D'extraction ouvrière, les parents Thévenaz, Cécile et Gustave, ont fait fructifier un commerce, acquérant même une Peugeot 203 avec toit ouvrant après-guerre! C'est à la force de la volonté que l'ex-serveuse au café de la Poste et l'ouvrier de chez Paillard, fabricant de boîtes à musique, ont gagné leur respectabilité. Un héritage qui infusera la fratrie de cinq enfants, dont Franklin, et jusqu'à la narratrice

elle-même: «Je suis le pur produit de mes ancêtres [...] une malade de la mégalomanie Thévenaz, troisième génération», glisse-t-elle en référence à sa propre hantise de l'immobilité.

C'est pourtant à Sainte-Croix, dans l'appartement de Franklin, qu'elle s'est installée au retour d'une énième mission, désireuse de se réenraciner, plongeant dans l'écriture pour ruminer ses colères, son spleen, sa quarantaine approchante sans descendance. Autant de failles qui font écho au parcours rocambolesque de celui qui lui a instillé la passion du russe, le goût du journalisme, le besoin de se rendre utile, l'ardeur à la tâche. *Une fissure en tout* (qui doit son titre à une chanson de Leonard Cohen) témoigne de ce geste d'arrachement au vide et à la sensation de la dispersion, avec pour viatique la vie d'un aimé, comme un miroir de soi où puiser la force de s'élancer à nouveau.

La tonalité intime s'y mêle au tableau sociologique, comme lorsque Tasha Rumley nous replonge dans le riche passé de Sainte-Croix, bastion de l'industrie mécanique (tourne-disques Thorens; machines à écrire Hermès; caméras Bolex), puis, dans les années 1960, apogée culturelle d'une bourgade parcourue par un esprit révolutionnaire. Avec en contrepoint de très belles pages sur le Québec et sa social-démocratie naissante, où plusieurs enfants Thévenaz, dont Franklin, s'exileront pour tenter leur chance. **MAXIME MAILLARD**

Tasha Rumley, *Une fissure en tout*, Editions Favre, 272 pp.



FÉMINISME, INTERSECTIONS ET LITTÉRATURE

Suisse ► La dernière revendication du symposium «Femmes* dans le milieu littéraire» de 2022 était: que le symposium ait à nouveau lieu. Un groupe de programmation fraîchement constitué s'est saisi de ce vœu et le prochain symposium se déroulera les 7 et 8 juin à Bâle. Après une première édition qui cherchait à faire l'état des lieux, F*IL devient FI&L: Féminisme, intersections & littérature. Car la littérature est plus qu'un divertissement ou un secteur économique; elle est un art – et un outil politique. En 2024, FI&L se concentrera sur deux questions: Comment surmonter le sexisme et la cishétéronormativité du milieu littéraire? Et qui sont les invisibilisé·e·x·s et les indésirables en littérature?

Le Symposium s'ouvrira le samedi 7 juin (19h) avec, notamment, les autrices Marina Skalova, Ivona Brdjanovic, Irena Brežná ou encore la libraire à la retraite Annemarie Pfister. Il se poursuivra toute la journée du samedi avec divers ateliers bilingues dédiés à l'action collective, au «care», aux thèmes «théorie littéraire et inclusivité», «Noircir Wikipédia», «Age / précarité / visibilité» ou encore «Maisons d'édition». La journée se clôturera avec une discussion bilingue autour de la question: «Quel milieu littéraire voulons-nous?», avec Natascha Fioretti (RSI), Ruth Gantert (*Viceversa*), Loreto Nuñez (SIKJM/ISJM), Isabelle Vonlanthen (Literaturhaus Zürich). **CO**

Infos et inscriptions sur www.fairlesen.ch

L'artiste suisse Christoph Büchel transforme la Fondazione Prada en mont-de-piété en faillite, formidable installation immersive qui recèle des centaines d'œuvres

SAMUEL SCHELLENBERG

Événement ► «Compro oro. Vendo oro.» Dans l'étroite calle Corner, l'entrée de «Monte di Pietà», exposition de l'artiste suisse Christoph Büchel à la Fondazione Prada, simule le portique d'un négoce d'or. «Liquidazione totale» avertit une oriflamme apposée non loin. Le ton est donné.

Sur trois étages, l'accrochage se présente comme un gigantesque mont-de-piété, ces organismes de prêts hérités du *Quattrocento* italien. Les taux d'intérêt usuraire y sont remplacés par le dépôt d'objets – bijou, meuble, œuvre d'art... –, récupérés si la somme accordée est remboursée dans les temps. Un principe qui existe aujourd'hui encore: c'est la Caisse publique de prêts sur gages à Genève, le Crédit municipal en France ou les *pawnshops* anglo-saxons. Or le palais qu'occupe la Fondation Prada depuis 2011 a fait office de monte di pietà entre 1834 et 1969, un passé recomposé par Christoph Büchel pour esquisser une gigantesque réflexion sur la dette et les manières dont elle structure nos sociétés. Détail important: son mont-de-piété est en faillite, on ne peut donc rien y acheter.

Bateau encombrant

L'artiste né à Bâle en 1966 est un habitué de la lagune, depuis sa participation à la Biennale d'art de 2005, en duo avec Gianni Motti, pour *The Guantanamo Initiative* – un projet de rétrocession à Cuba de la base navale et prison étasunienne. En 2015, pour le pavillon islandais, il avait transformé une église désacralisée en mosquée et centre culturel musulman, suscitant un violent tollé local (et une fermeture presque immédiate pour «raisons de sécurité»), quand bien même l'islam n'a pas de lieu de culte à Venise.

Et lors de l'édition 2019, Büchel avait exposé *Barca Nostira* à l'Arsenal, un bateau à l'histoire tragique: en 2015, chargé de centaines de migrant·es,

l'embarcation avait sombré en pleine Méditerranée. Le symbole d'une époque profondément dysfonctionnelle, qui avait fait recracher spritz et *cicchetti* à nombre de visiteur·euses.

Présentée aux mêmes dates que la 60^e Biennale d'art, «Monte di Pietà» est à ce stade exempt de polémiques: les médias pro-Meloni n'ont pas crié au scandale à la vue du portrait de la Première ministre posé à l'entrée des toilettes, un *statement* pourtant limpide. On imagine que Pro Helvetia, qui a soutenu financièrement l'exposition, a également retenu son souffle jusqu'au vernissage. Car en 2010, la fondation avait subi les foudres de la droite suisse pour une participation de 15 000 francs à une exposition-happening à Vienne – l'artiste avait transformé la Sécession en lupanar. Ici, les critiques

pouvaient concerner l'opportunité de contribuer à un accrochage que la Fondazione Prada aurait largement les moyens de payer intégralement.

Toutes les œuvres à voir gambadent allègrement dans le champ lexical de l'argent

Dès le *piano nobile* du palazzo Ca' Corner della Regina, l'exposition impressionne par son attention à d'innombrables détails, avec une banque alimentaire côtoyant des espaces de stockage semblant avoir accumulé trente ans de poussière. Plus vraie que nature elle aussi, une chapelle de la piété accueille cierges et amas de crucifix. Quant au poste de dame pipi avec vue sur Meloni, il comporte cendrier et magazine négligemment ouvert sur une double page dédiée à Miuccia Prada, sous le titre «Fidèle à moi-même». C'est la Milanaise, collectionneuse d'art, militante

féministe et communiste dans ses jeunes années, qui a transformé l'entreprise de son grand-père Mario en empire du luxe (mais trouve ce terme vulgaire, précise le reportage).

En montant les escaliers, un alignement de sacs à main sur un plaid ironise sur les faux articles de marque vendus à la sauvette. Au premier étage, on traverse un casino, l'intérieur d'un appartement décati avant un espace dédiée aux cryptomonnaies, avec frigo à Red Bull. Sur certains écrans, des images de Kiev et Odessa sont diffusées en direct; idem pour celles de la ville israélienne de Sderot, avec vue sur Gaza, ou de Jérusalem, dans une salle de contrôle. Elle précède la porte du bureau de D. Graeber, du nom de l'anthropologue étasunien auteur de l'essai *Bullshit Jobs* (2018).

L'espace central du second étage est un gigantesque *pawnshop* à l'américaine, avec vitrines et paroi d'armes derrière le comptoir – un post-it avec *smiley* précise «Torno subito», alors qu'un «Non toccare» côtoie une mitrailleuse. On voit aussi *The Diamond Maker* (dès 2020) de Christoph Büchel, valise contenant des diamants produits en laboratoire à partir

des propres œuvres de l'artiste. Autre création de Büchel: le jeton de cryptomonnaie Schei, qui rapportera de l'argent au profit des habitant·es de Venise. Il est promu sur TikTok par l'influenceuse Regina de Schei, pour l'instant plutôt discrète.

Art partout!

Pas loin, une salle d'archives cumule les registres d'un monte di Pietà de la fin du XVIII^e siècle, gigantesques bibles où étaient listés les objets déposés; et des journaux ou magazines d'époque reviennent sur la Biennale de 1968, à haute teneur politique. Le recto d'une toile barrée d'un «La Biennale è fascista» rappelle l'altération réalisée par l'artiste Gastone Novelli sur ses propres pièces.

La peinture semble toutefois être un facsimilé. Au contraire de quelque trois cents œuvres ou objets prêtés par des musées ou privés, car «Monte di Pietà» est aussi une exposition d'art, avec des pièces gambadant allègrement dans le champ lexical de l'argent, pour parler crédit, dette, finance ou plus-value. Des réalisations qu'une partie consistante du public ne voit pas, cachées qu'elles sont dans les milliers d'objets usuels obtenus auprès

d'organisations caritatives. Des structures à qui elles seront rendues après l'exposition – ou données, pour celles achetées –, précise la Fondation Prada dans un courriel au *Courrier*.

Notre propre introspection a permis de repérer un *Portrait de Caterina Cornaro* (1542) du Titien prêté par les Uffizi de Florence, le document certifiant la *Cession d'une «zone de sensibilité picturale immatérielle»* à Michael Blankfort par Yves Klein (1962), la vidéo *Full Financial Disclosure (The TV Commercials)* (1977), par laquelle l'artiste Chris Burden s'est immiscé dans les salons étasuniens en présentant ses comptes entre deux pubs, un *Ordre de bourse* signé Marcel Broodthaers (1967) ou une boîte de conserve remplie de *Merda d'Artista* (1961) par Piero Manzoni.

Pas tout vu

Nous avons par contre raté l'Andy Warhol composé d'un bocal de *pickles* rempli de pièces de monnaie et surmonté d'une alarme (vers 1974), les billets de *Zero dollar* (1974-1984) de Cildo Meireles ou la valise et caméra qui ont servi à la performance durant laquelle le groupe electro KLF a brûlé un million de *pounds* en 1994. Et nous avons vu sans les identifier avec certitude plusieurs œuvres de Robert Filliou en provenance du Mamco, musée genevois qui s'était fâché rouge avec l'artiste en 2004 (lire ci-dessous). Sans parler des collections numismatiques et autres trésors archéologiques, comme ces tablettes cunéiformes paléobabyloniennes en glaise (XIX^e-XVIII^e siècle av. J.-C.), qu'on pensait copiées.

Cette immersion totale n'est pas sans rappeler celle de 2013, au même endroit, lorsque le commissaire Germano Celant avait recréé à l'identique, murs clairs et parquet grinçant compris, l'exposition «When Attitudes Become Form». C'était quarante ans après l'accrochage historique de Harald Szeemann à la Kunsthalle de Berne et on se souvient autant de la visite que de la queue pour y accéder. La comparaison a toutefois ses limites, les deux propositions étant diamétralement opposées dans ce qu'elles présentent, un joyeux capharnaüm remplaçant le minimalisme conceptuel de l'époque. ■

Fondazione Prada, Venise, jusqu'au 24 novembre, fondazioneprada.org

Lire aussi notre couverture de la 60^e Biennale d'art de Venise dans *Le Courrier* du 26 avril dernier.



L'exposition «Monte di Pietà», projet de Christoph Büchel à la Fondazione Prada de Venise. MARCO CAPPELLETTI, COURTOISIE DE LA FONDAZIONE PRADA

PARTENARIAT



Mohamed Kordofani évoque les tensions qui traversent son pays dans un récit d’émancipation féminine aux allures de thriller. Entretien avec le cinéaste

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU LOEWER

«**Goodbye Julia**» ► En 2020, on découvrait *You Will Die at 20*, premier long métrage de fiction tourné au Soudan depuis quarante ans. Lui succède aujourd’hui *Goodbye Julia*, premier film soudanais sélectionné à Cannes, dans la section Un Certain Regard, où il a remporté le Prix de la liberté en 2023. Si Amjad Abu Alala optait pour la poésie du conte, Mohamed Kordofani aborde l’histoire récente de son pays dans un film réaliste qui débute en 2005, alors que les émeutes se multiplient à Khartoum, et s’achève cinq ans plus tard, à la veille du référendum sur l’indépendance du Soudan du Sud.

Sous le sceau du secret et de la culpabilité, un drame va réunir deux femmes que tout oppose: Mona, riche musulmane du Nord, et Julia, pauvre chrétienne du Sud qui devient sa domestique. A travers leur rencontre, le cinéaste décrit l’«apartheid social» qui a nourri un demi-siècle de guerre civile, le racisme arabe envers la population noire, mais aussi l’oppression religieuse et patriarcale subie par l’une et l’autre. Mariant récit d’émancipation, chronique historique et thriller psychologique, *Goodbye Julia* lance un vibrant appel à la réconciliation «avant que l’histoire ne se répète». Rencontre avec le réalisateur.

Vous étiez ingénieur aéronautique. Comment êtes-vous devenu cinéaste?
Mohamed Kordofani: L’aviation est le domaine le moins créatif du monde. Si vous réparez un avion, personne ne veut que vous soyez créatif (*rires*). Je voulais étudier les beaux-arts, mais mon père pensait que ce n’était pas un métier masculin. J’ai écrit, fait de la photo et de la vidéo en amateur. Mon premier court métrage était très mauvais, mais 350 personnes sont venues le voir! Le deuxième a été primé au Festival de Carthage. C’est là que j’ai découvert le monde du cinéma indépendant et investi tout mon argent dans une maison de production pour réaliser *Goodbye Julia*. Quand le film a été sélectionné à Cannes, j’ai su que j’avais pris la bonne décision.

***Goodbye Julia* parle autant de racisme que de sexisme. Parce que les deux sont liés et prennent racine dans la religion?**

Oui, toutes les injustices sociales sont liées. Le défi était de pointer cela sans alourdir le récit, par petites touches. La culture traditionnelle est très influencée par la religion, musulmane comme chrétienne. Je critique son aspect dogmatique. La maison où vit Mona représente la culture. Elle ne l’aime pas mais ne peut pas la vendre parce que son mari Akram l’a héritée de son père... Il y a des fuites d’eau, un cimetière en face, etc. – mais personne ne s’empare des problèmes, on fait avec. Le racisme et le sexisme font partie de cet héritage, transmis de génération en génération. Beaucoup de gens prétendent défendre leur culture, mais celle-ci n’est pas immuable: elle exige des ajustements.

Comment prêcher la paix et la réconciliation sans paraître naïf?
En évitant de prétendre offrir une solution. Le public soudanais est très clivé, les gens se reconnaissent dans les

points de vue opposés des différents personnages. Cette polarisation est bénéfique, parce qu’elle crée du dialogue. J’étais très conservateur il y a vingt ans, comme Akram qui est victime de son éducation, puis mes idées ont évolué. Comme Mona, je n’osais pas en parler à mon entourage, je menais une «double vie». J’ai été chacun de ces personnages à des moments différents de ma vie. J’espère que le film permet de les comprendre même si vous ne pensez pas comme eux. Au Soudan, il y a un gouffre énorme entre conservateurs et progressistes, populations urbaines et rurales, hommes et femmes. Comprendre l’autre est la première étape de la réconciliation.

Une histoire de réconciliation où les femmes incarnent l’espoir, n’est-ce pas un cliché?
Non, je ne pense pas. On peut constater que les hommes ont souvent recours

à la violence, partout et en particulier dans cette partie du monde où les conflits se succèdent sans fin. D’une manière ou d’une autre, c’est lié à la masculinité, à la psyché masculine. J’espère vraiment que le Soudan aura un jour une présidente!

***Goodbye Julia* se profile en film sur la sororité, mais ce n’est pas si simple...**
Dans notre pays en proie à la guerre, c’est la misère qui crée des liens: on devient solidaire quand on est vulnérable. Les relations forgées dans l’adversité sont plus solides et durables que celles nouées en des temps plus cléments. Ces deux femmes luttent contre des injustices sociales. Le montage met en parallèle leurs situations, pour montrer en quoi elles sont à la fois différentes et similaires.

La photographie de Pierre de Villiers est très colorée. Pourquoi ce choix,

a priori surprenant pour une histoire dramatique?
Goodbye Julia vise à la fois le grand public et celui du cinéma d’auteur. Le chemin est étroit et on a parfois eu peur de perdre les deux! Le scénario possède une structure classique en trois actes, alors que la mise en scène est très *art-house* – format 4/3, plans fixes, etc. J’ai fait appel à Pierre de Villiers parce que j’admire son travail sur *This Is Not a Burial, It’s a Resurrection*. Pour les couleurs, il fallait rester fidèle à la palette du Soudan: des tons terreux, beaucoup de brun, vert et orange. C’est aussi un contrepoint à la noirceur du récit. Je ne voulais pas faire un film sombre et pesant. Il y a des événements tragiques, des respirations comiques, de la musique... Ce grand huit émotionnel garde le public alerte et impliqué.

Comment a réagi le public soudanais?
Goodbye Julia n’a pas été distribué au Soudan à cause de la guerre, mais beaucoup de réfugié·es ont pu le voir en Egypte. En quelques jours, on est passé de 10 à 30 salles! Il a aussi été distribué dans les pays du Golfe. Ainsi, beaucoup de mes compatriotes l’ont vu – plus que pour une sortie au Soudan, où il n’y a que trois ou quatre cinémas! Je pensais que le film serait controversé, mais il est apprécié par une large majorité. En partie à cause de la guerre qui incite à l’autocritique ou à la nostalgie. Je suis préoccupé par l’unité du pays. Ce qui se passe aujourd’hui au Soudan du Sud montre ce qui pourrait arriver au Nord si nous ne changeons pas.

«Le pardon se fait avec soi-même, la paix avec les autres.» Une réplique qui résume le propos du film?
On place beaucoup d’espoirs dans le pardon et il joue en effet un rôle important, mais pas suffisant. C’est une décision individuelle qui ne résout pas le problème. La réconciliation implique un long processus. Il faut amener les deux parties à discuter, admettre leur culpabilité, agir pour prévenir un futur conflit. Mona aurait dû avouer sa culpabilité dès le premier jour. Elle se comporte comme le Soudan: elle partage ses richesses et son pouvoir, mais ne reconnaît pas ses fautes. Le pardon peut être accordé dans un second temps. Cela dit, je suis optimiste. L’évolution vient avec les nouvelles générations, comme celle qui a fait la révolution. I



Mona (Eiman Yousif) engage Julia (Siran Riak) comme domestique contre l’avis de son mari Akram (Nazar Goma).
TRIGON-FILM

Rencontre salvatrice

«**Memory**» ► Le Mexicain Michel Franco dirige Jessica Chastain, mystérieuse et bouleversante dans un magnifique rôle dramatique.

Il y a douze ans, on découvrait Michel Franco avec *Después de Lucia*, drame percutant sur le thème du harcèlement scolaire. Depuis, le cinéaste mexicain a réalisé cinq longs métrages restés inédits sur les écrans romands – *New Order* (2020) et *Sundown* (2021) ont bien été distribués en Suisse, mais seulement outre-Sarène. On retrouve aujourd’hui cet habitué du Festival de Cannes avec *Memory*, son troisième film en langue anglaise, qui doit sans doute sa sortie à la présence de Jessica Chastain en tête d’affiche. Privilege de la notoriété, l’actrice oscarisée choisit ses rôles avec soin. Ce *Memory* en témoigne, comme il invite à explorer l’œuvre méconnue du réalisateur.

La comédienne au teint blême, filmée au naturel (sans maquillage), compose un personnage intrigant. Mère célibataire d’une adolescente, Sylvia fréquente les réunions des Alcooliques Anonymes et travaille comme assistante sociale dans un centre médical pour adultes atteints de maladies mentales. Le fragile équilibre de son existence bien ordonnée sera bientôt bouleversé par sa rencontre avec Saul (Peter Sarsgaard), jeune quinquagénaire en proie à des crises de démence et dont elle assure la garde. Ces deux âmes



en peine vont nouer une relation particulière, désapprouvée par leurs proches. Sylvia y puisera la force de surmonter un terrible traumatisme, tenu secret jusqu’au dernier acte.

Déployant un jeu tout en retenue, Jessica Chastain habite les non-dits du scénario, entretient le mystère qui entoure ce personnage farouche, ou traduit encore – avec un Peter Sarsgaard au diapason – l’avènement d’une relation qui se construit dans les regards, les gestes et les silences. La délicatesse de son interprétation répond à celle de l’écriture et de la mise en scène, où longues prises et cadres larges accentuent le réalisme, tandis que la photographie aux couleurs froides s’accorde à l’humeur des protagonistes. Drame désarmant, *Memory* offre un exemple rare de collaboration idéale entre une actrice et un cinéaste, manifestement en phase. **MLR**

Ténébreuse adolescence

«**Vampire humaniste...**» ► Une descendante de Dracula résiste à ses instincts dans une aimable comédie fantastique venue du Québec.

Eclipsés par les zombies depuis une décennie, les vampires n’ont pas dit leur dernier mot. La Québécoise Ariane Louis-Seize s’en inspire pour son premier long métrage, *Vampire humaniste cherche suicidaire consentant*, dont le titre signale une comédie aux prémices alléchantes. Trop humaniste pour chasser, Sasha vit aux crochets de ses parents, suçotant les pochettes de sang fournies par sa mère comme des pom’pots. Lorsqu’ils décident de lui couper les vivres, son salut viendra de Paul, adolescent suicidaire qui consent à lui offrir sa vie. Débute alors une nuit d’errance où la prédatrice hésitante s’éprend de sa future victime...

Dans l’Angleterre victorienne, le vampire incarnait les pulsions réprimées par le puritanisme; ici, il illustre les affres de l’adolescence. Si l’humour macabre est bien au rendez-vous et souvent savoureux (avec la plus-value de la langue québécoise), *Vampire humaniste...* est avant tout une comédie romantique au parfum nostalgique, dont l’atmosphère et la mise en scène renouent avec les films d’ados de la fin des années 1990. Alors que Paul tient le rôle du paria harcelé par les gros bras du collège, Sasha endosse le stéréotype de la jeune gothique, sombre et mélancolique.



Impeccables, Sara Montpetit et Félix-Antoine Bé-nard campent ainsi deux marginaux, rétifs aux pressions sociales du monde adulte.

Plus proche de *Harold & Maude* que de la saga *Twilight*, ce *Vampire humaniste...* saisit à merveille le spleen de la génération Z. Dommage toutefois qu’il néglige la métaphore animaliste, qui semblait s’imposer avec une héroïne refusant de tuer pour se nourrir. On aurait aussi pu espérer un film plus sanglant et sulfureux, instillant un trouble qui fait défaut ici. Enfin, passé la surprise initiale, le scénario s’avère un peu trop prévisible, conclusion incluse. Malgré ces réserves, Ariane Louis-Seize signe une œuvre attachante qui démontre, après *Le Comte* ou *A Girl Walks Home Alone at Night*, la richesse inépuisable du mythe. **MLR**

A l’affiche à Lausanne au Cinématographe, lecinematographe.ch

L'OREILLE DES CINÉASTES

XAVIER LAVOREL Récompensé aux Prix du cinéma suisse pour son travail sur *La Chimère*, l'ingénieur du son est un fidèle collaborateur de la réalisatrice Alice Rohrwacher, figure de proue du cinéma italien.

TERESA WEGRZYN

Cinéma ▶ «J'ai une pensée très forte ce soir pour celui qui m'a entraîné dans l'aventure du cinéma.» C'est ainsi que Xavier Lavorel, très ému au moment de la remise du prix décerné par l'Académie du cinéma suisse en mars dernier à Zurich, a rendu hommage à Christophe Giovannoni, ingénieur du son suisse décédé en 2019.

En évoquant cette distinction, très importante dans son parcours professionnel, Xavier Lavorel regrette cependant qu'une seule personne soit récompensée, alors qu'il y a toute une équipe derrière l'identité sonore d'un film. «Bien que chez nous on s'obstine à distinguer uniquement les Suisses, ce n'est pas forcément le cas dans d'autres pays», rappelle le lauréat du Quartz, également nommé par l'Académie du cinéma italien pour *La Chimère*, conjointement avec la monteuse son italienne et le mixeur son français.

En effet, sur un plateau, l'ingénieur-e du son est accompagné-e par un-e ou plusieurs assistant-es qui recueillent les voix de chaque comédien-ne. Tandis qu'en postproduction interviennent les responsables du montage son et du mixage. La bande-son d'un film, souvent considérée comme l'âme de la mise en scène, résulte assurément d'un esprit collectif.

Ambiance familiale

Quand on lui demande ce qui l'attire particulièrement dans ce métier, celui qui a déjà une trentaine de films à son actif répond sans hésiter: «C'est avant tout l'esprit d'aventure, la rencontre de nouvelles personnes et d'endroits insolites.» Son statut d'intermittent, employé par diverses sociétés de production, lui permet de pratiquer une sorte de nomadisme professionnel qui le préserve de la routine.

Invité à travailler avec Alice Rohrwacher à plusieurs reprises, Xavier Lavorel en parle avec tendresse: «Alice entretient un rapport familial avec ses collaborateurs. C'est très touchant de se retrouver de tournage en tournage avec la même équipe. Grâce aux *Merveilles*, à *Heureux comme Lazzaro* et à *La Chimère*, tous les trois présentés à Cannes, j'ai aussi appris à parler l'italien, une langue que j'adore!» Introduit dans le cercle de la réalisatrice par Christophe Giovannoni, de vingt ans son aîné, Xavier Lavorel a d'abord travaillé avec lui comme perchiste. Il a d'ailleurs fait ses premiers pas dans le métier guidé par cet homme providentiel, à l'occasion d'un stage à la RTS. Leur

collaboration a tristement pris fin il y a cinq ans, période douloureusement marquée par la maladie de son mentor, puis son décès, survenu juste avant le tournage d'*Azor* du réalisateur genevois Andreas Fontana. C'est avec ce film, qui explore l'univers secret de la finance suisse en pleine dictature en Argentine, que Xavier Lavorel débute comme ingénieur du son, reprenant le flambeau de son ami disparu.

Peu de temps après, il rejoint le plateau de *La Chimère* d'Alice Rohrwacher, née comme lui en 1981. «Avant d'arriver au cinéma, Alice a travaillé comme monteuse son à la radio. Sur le tournage, elle sait très bien ce qu'elle veut et n'hésite pas à nous indiquer les sons dont elle aura besoin au moment du montage. Pour *Heureux comme Lazzaro*, elle a planté son décor en plein milieu des rails, en amont de la gare de Milan, avec des trains qui passaient dans tous les sens, une situation qu'elle a pourtant totalement maîtrisée tant au niveau de l'image que du son.»

Afin que l'on puisse mieux saisir sa mission invisible, Xavier Lavorel précise: «Un ingénieur du son doit avoir la capacité d'épurer les champs sonores de toutes nuisances pour favoriser les sons sur le plateau. En revanche, sur un tournage documentaire, où l'équipe est réduite, on enregistre l'ensemble de l'espace sonore. On vit pleinement le moment, on improvise, en participant beaucoup plus à la création que lors de la prise de son pour une fiction.»

Vocation contrariée

«A 14 ans, alors que j'étais scolarisé à Saint-Julien, en France voisine, j'ai été séduit par le métier d'ingénieur du son, plus par son aspect technique qu'artistique. Je m'imaginais devant une énorme table de mixage avec plein de boutons.» Son rêve d'intégrer un jour la profession s'évanouit à la suite d'un rendez-vous avec une conseillère d'orientation qui lui suggère de revoir ses ambitions à la baisse. Dépité, l'adolescent, fils d'une enseignante de sport et d'un informaticien, se laisse alors guider par un chemin balisé, passe un bac scientifique et obtient un bachelier en ingénierie de matériaux composites dans une université anglaise. Rapidement confronté à la réalité du marché de l'emploi, il ne s' imagine absolument pas évoluer dans le monde industriel et encore moins rester enfermé dans un bureau. Entouré à cette époque d'amis-issues du milieu artistique, il décide de changer de cap et assume son rêve d'enfance.

En 2005, Xavier Lavorel tente le concours d'entrée de la Fémis (Ecole nationale supérieure



Xavier Lavorel sur le toit de son immeuble à Genève, qui abrite un potager où il cultive ses légumes. JPDS

des métiers de l'image et du son) à Paris. Sans succès. «Je ne me faisais pas trop d'illusions. Il y avait environ 2000 postulant-es, tous départements confondus, pour une poignée d'élus-es.» Toutefois, il ne baisse pas les bras et c'est par le biais de stages qu'il poursuit sa quête. Déterminé, il s'installe à Genève et obtient assez rapidement une place à Radio Cité, puis rejoint la société de postproduction de films Freestudios, où il sera engagé comme monteur son pendant dix ans.

Ecoresponsable

Lui qui exerce un métier à la croisée des chemins entre l'art et l'industrie, comment conçoit-il l'évolution vers un avenir durable de la production audiovisuelle, régulièrement épinglée pour sa forte empreinte carbone? «La profession se

responsabilise doucement, à l'instar de Tempesta, la société de production italienne des films d'Alice Rohrwacher, dont on peut saluer les pratiques durables.» Un effort récompensé en 2023. En compétition à Cannes, *La Chimère* a gagné le prix Ecoprod International, décerné au long métrage produit de la manière la plus écoresponsable.

En dehors de l'univers cinématographique, Xavier Lavorel s'engage à défendre la biodiversité à son niveau. Il vit à Genève dans un immeuble de la coopérative écologique Equilibre. Entre deux tournages, il donne un coup de main bénévolement pour les plantations et les récoltes à la Ferme de Budé au Petit-Saconnex, qui privilégie le local et le bio. C'est ainsi que le petit-fils d'agriculteurs qui a grandi à Feigères, village au-dessus de Saint-Julien, cultive ses propres racines. I

